

CONSEIL COMMUNAL DU 16 MARS 2020
GEMEENTERAAD VAN 16 MAART 2020NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat****1 Procès-verbal de la séance du Conseil Communal du 17.02.2020**

Le registre de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 17.02.2020

Het register van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

2 Communication - Arrêté du Bourgmestre ordonnant l'abattage urgent et prioritaire d'un arbre mort.

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 1384 du Code Civil;

Considérant qu'un Ailanthus altissima situé à hauteur du 66, avenue de Tervueren, présente des signes avancés de dépérissement, avec notamment :

- arbre montre la présence d'une cavité de grande dimension à
- la base du tronc ainsi que des tensions au niveau du bois;
- la couronne montre une grande quantité de bois mort ;
- une charpentièrre au niveau de la fourche a été arrachée et montre un bois dégradé;
- le tronc présente une dégradation du bois par un champignon lignivore ;

Vu le rapport établi par la société T&MC partners sprl/ Aliwen, préconisant un abattage urgent ;

Considérant que le rapport d'expertise atteste de la dangerosité de l'arbre ; la sécurité des biens et des

personnes ne peut plus être garantie.

Considérant le risque que représente cet arbre à court terme,

ARRETE :

Article 1

Ordre est donné au conseil de copropriété de l'ACP Greenpark représenté par Monsieur Philippe SIX et au gestionnaire de l'immeubles COM-FORT GESTION représenté par Monsieur F.WANLIN de procéder à l'abattage de l' Ailanthus altissima situé au 66 avenue de Tervueren à 1400 Etterbeek en jardin privé.

Article 2

L'abattage devra être régularisé par un permis d'urbanisme.

Article 3

L'abattage devra être suivi d'une mesure de replantation ;

Article 4

Le présent arrêté sera communiqué au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance.

Mededeling - Besluit van de Burgemeester dat het dringend en prioritair vellen van een dode boom beveelt.

De Burgemeester,

gelet op artikels 133 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek;

overwegende dat een Ailanthus altissima ter hoogte van de Tervurenlaan 66 vergevorderde tekenen van afsterving vertoont, in het bijzonder:

- in de boom is een grote holte aanwezig aan de basis van de stam en spanningen in het hout;
- in de kruin is er een grote hoeveelheid dood hout;
- ter hoogte van de split werd een gesteltak losgerukt en daar is beschadigd hout te zien;
- het hout van de stronk is aangetast door een houtrotschimmel;

gelet op het verslag opgesteld door het bedrijf T&MC partners sprl/Aliwen, waarin aanbevolen wordt om de boom dringend te vellen;

overwegende dat het expertiseverslag aantoont dat de boom gevaarlijk is; dat de veiligheid van goederen en personen niet langer kan worden gegarandeerd;

gelet op het risico dat deze boom vormt op korte termijn;

VERORDENT

Artikel 1

Bevel wordt gegeven aan de raad van mede-eigendom van ACP Greenpark, vertegenwoordigd door de

heer Philippe SIX en aan de beheerder van het gebouw COM-FORT GESTION, vertegenwoordigd door de heer F. WANLIN, om de Ailanthuis altissima ter hoogte van de Tervurenlaan 66 in 1040 Etterbeek in een privétuin te vellen.

Artikel 2

Het vellen van de boom moet worden geregulariseerd met een stedenbouwkundige vergunning.

Artikel 3

Nadat de boom is geveld, moet er een maatregel voor herplanting worden genomen.

Artikel 4

Onderhavig besluit wordt meegedeeld aan de gemeenteraad tijdens zijn volgende zitting.

Opgemaakt in Etterbeek op 3 maart 2020

3 Conseil communal - Délégations et mandats - Régie communale autonome etterbeekoise - Remplacement - Madame Laure-Mélanie DEFECHE (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 17.12.2018 désignant Monsieur Olivier COLIN en tant que candidat administrateur au sein de l'asbl « Régie Communale Autonome d'Etterbeek »,

Considérant qu'il convient de remplacer Monsieur Olivier COLIN de sa qualité de candidat administrateur de l'asbl « Régie Communale Autonome d'Etterbeek »;

DESIGNE

Madame Laure-Mélanie DEFECHE en qualité de candidat administrateur de l'asbl « Régie Communale Autonome d'Etterbeek »;

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Autonoom gemeentebedrijf van Etterbeek - Vervanging - Mevrouw Laure-Mélanie DEFECHE (Aanvullend)

De Gemeenteraad,

gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17.12.2018 die Mijnheer Olivier COLIN benoemt als kandidaat bestuurder bij de vzw "Autonoom gemeentebedrijf van Etterbeek";

overwegende dat Mijnheer Olivier COLIN vervangen dient te worden in zijn functie van kandidaat bestuurder bij de vzw "Autonoom gemeentebedrijf van Etterbeek";

BENOEMT

Mevrouw Laure-Mélanie DEFECHE als kandidaat bestuurder bij de vzw "Autonoom gemeentebedrijf van Etterbeek" .

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

Affaires générales - Algemene Zaken

4 Conseil des résidents européens et non européens (Etterb'Ex) - Règlement

Le Conseil Communal,

Vu l'article 120bis de la NLC portant sur la faculté du Conseil communal d'instituer des conseils consultatifs ;

Vu les dispositions du Traité de Maastricht sur l'Union européenne du 27 juillet 1992 instaurant la citoyenneté européenne et les droits y afférents ;

Vu la Convention du Conseil de l'Europe du 5 février 1992 sur la participation des étrangers à la vie publique au niveau local qui recommande aux Etats membres de « veiller à ce qu'aucun obstacle juridique ou d'autre nature n'empêche les collectivités locales ayant sur leur territoire un nombre significatif de résidents étrangers de créer des organismes consultatifs ou de prendre d'autres dispositions appropriées sur le plan institutionnel afin d'assurer la liaison entre elles-mêmes et ces résidents, d'offrir un forum pour la discussion et la formulation des opinions, des souhaits et des préoccupations des résidents étrangers quant aux questions de la vie politique locale qui les touchent particulièrement, y compris les activités et responsabilités de la collectivité locale concernée, et de promouvoir leur intégration générale dans la vie de la collectivité ; à encourager et faciliter la création de tels organismes consultatifs ou la mise en œuvre d'autres dispositions appropriées sur le plan institutionnel pour la représentation des résidents étrangers par les collectivités locales ayant sur leur territoire un nombre significatif de résidents étrangers. » ;

Considérant les objectifs poursuivis par les partenaires de la majorité en matière de renforcement de la participation citoyenne et de la démocratie participative à l'échelon communal ;

Considérant que l'émancipation des citoyens passe, notamment, par la démocratisation de la vie publique et l'inclusion politique de tous, ainsi que la réappropriation par les citoyens de leurs institutions politiques ;

Considérant que les outils de participation citoyenne méritent d'être diversifiés, afin de permettre à tous les publics d'y être associés et à chacun de s'y engager en fonction de ses attentes ;

Considérant que la commune d'Etterbeek figure parmi les plus cosmopolites de la Région bruxelloise, comptant 48% de ressortissants étrangers résidant sur le territoire communal dont près de deux-tiers sont des citoyens européens ;

Considérant la nécessité d'offrir aux ressortissants étrangers résidant dans la commune un lieu d'information et un espace d'échanges et de débats qui porte la parole de ses membres et relaie leurs attentes, leurs préoccupations et leurs propositions ;

Considérant la volonté de mettre en place un nouvel outil de démocratie participative pour les publics visés qui soit pleinement indépendant et non partisan afin d'en préserver la légitimité ;

Pour ces motifs, le Conseil communal adopte le règlement qui suit :

Règlement

Conseil des résidents européens et non européens (Etterb'Ex)

Chapitre I : Objectifs et Missions

Article 1

Les présents statuts régissent la mise en place et le fonctionnement du Conseil des résidents européens et non-européens (« Etterb'Ex »), ci-après le Conseil.

Le Conseil est constitué pour une durée indéterminée.

Article 2

Le Conseil a pour vocation de faciliter la connaissance mutuelle entre les résidents étrangers sur le territoire communal et de leur offrir un lieu de débats et de propositions sur les enjeux locaux qui les concernent.

Plus spécifiquement, le Conseil a pour mission de :

- Promouvoir l'interculturalité par le biais des rencontres et activités qu'il organise ;
- Permettre un échange de points de vue prioritairement entre les résidents étrangers de la commune sur des enjeux majeurs qui les concernent ou tout autre sujet qu'ils jugent pertinent d'aborder ;
- Participer aux initiatives citoyennes et appels à projets initiés par l'autorité communale ou auxquels l'autorité communale adhère dès lors qu'ils sont en lien avec ses missions ;
- Construire et entretenir un réseau de partenaires (institutions, associations, groupes informels de citoyens, etc.) aux niveaux local et européen, notamment, en vue de permettre la réalisation voire le financement des projets du Conseil ;
- Etablir en collaboration avec l'autorité communale un programme de projets et d'activités répondant aux besoins des publics cibles ;
- S'impliquer dans la mise en œuvre de projets à travers l'utilisation d'un budget participatif. *Le Conseil dispose d'une partie du budget participatif dont il peut décider de l'affectation;*
- Informer et stimuler la participation des résidents étrangers aux scrutins électoraux ;
- Formuler des avis et des recommandations de sa propre initiative ou conformément aux modes de saisine établis à l'article 13 du présent règlement sur les problématiques qui préoccupent les résidents étrangers ;
- Soumettre des propositions d'action à l'autorité communale.

Le Conseil ne peut traiter des questions liées aux personnes.

Le Conseil agit sans porter préjudice aux missions des autres instances consultatives officielles exerçant dans le champ d'une compétence communale.

Chapitre II : Composition

Article 3

Le Conseil est composé de 30 membres désignés par le Conseil communal.

Les membres du Conseil représentent la population étrangère de la commune, non issue de l'Union

européenne et issue des Etats membres de l'Union européenne.

Les membres sont âgés de 16 ans accomplis, jouissent des droits civils et politiques et ne peuvent faire l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant l'exclusion ou la suspension des droits électoraux (droit de vote et droit d'éligibilité) de ceux qui sont appelés à voter aux élections communales.

Les membres sont répartis de la façon suivante :

1. vingt-quatre résidents tirés au sort par le service désigné à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins, parmi ceux ayant soumis une candidature suite à l'appel à candidatures publié par la commune. Le tirage au sort tient compte autant que possible de trois principes :

- la parité homme-femme ;
- une représentativité des différents quartiers de la commune ;
- une représentativité des différentes nationalités entre les ressortissants européens et les ressortissants non-européens en présence, notamment, eu égard des statistiques de nationalités fournies par le service de l'Etat civil de la commune.

2. d'un représentant pour chacune des six associations^[1] désignées par le Conseil communal après appel à candidatures publié par la Commune et dont l'objet de travail s'articule autour des objectifs et missions portés par le Conseil. Parmi les associations représentées, se trouve un représentant pour les comités thématiques du Conseil consultatif des affaires européennes.

Article 4

La qualité de membre du Conseil est incompatible avec :

- l'exercice d'un mandat public, électif ou non, gratuit ou rémunéré aux niveaux européen, fédéral, régional, communautaire ou local, en ce compris les mandats au sein de toute structure, publique ou privée, soumise à la législation sur les marchés publics ou au sein de laquelle une représentation des groupes politiques est organisée ou qui perçoit un subside majoritaire de la commune ^[2] ;
- l'exercice de toute autre activité rétribuée par la commune, le C.P.A.S. ou la zone de police.

Afin de constater l'absence d'incompatibilités, les membres du Conseil doivent préalablement déclarer ne pas être dans l'une des situations d'incompatibilités précitées.

Le mandat des membres composant le Conseil prend fin après 3 ans.

Article 5

Des listes de suppléants sont constituées pour pallier aux éventuels remplacements des membres en cours de mandat, selon la procédure établie à l'article 3 du présent règlement.

Les suppléants doivent répondre aux mêmes exigences que les membres effectifs du Conseil.

Article 6

Tout membre est libre de se retirer du Conseil. La démission est adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins qui la communique au Conseil communal, afin d'être actée et confirmée par celui-ci. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut, sur décision motivée, après audition, exclure un membre ayant adopté une attitude contraire à la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Article 7

En cas de décès, de démission, d'exclusion, d'incompatibilité constatée ultérieurement à la désignation ou de déménagement hors du territoire communal d'un membre désigné par tirage au sort, il est pourvu à son remplacement par un suppléant selon l'ordre d'inscription sur la liste de suppléants ad hoc.

Chapitre III : Fonctionnement

Section 1. Co-présidence

Article 8

Lors de sa première réunion qui suit son installation, le Conseil est co-présidé par les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins ayant respectivement la participation (consultations et rencontres citoyennes) et les affaires européennes dans leurs attributions.

Dès la seconde réunion et au plus tard à la troisième, le Conseil met en place une nouvelle co-présidence, un homme et une femme, choisis en son sein et désignés par les membres du Conseil au cours d'une élection sans candidat.

L'un des co-présidents doit être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne et le second co-président n'est pas un ressortissant de l'Union européenne.

Section 2. Bureau

Article 9

Le Conseil constitue tous les 3 ans son Bureau composé des co-présidents, de deux membres du Conseil, d'un représentant du Bureau du Conseil consultatif des affaires européennes d'Etterbeek et du fonctionnaire communal en charge de la participation (consultations et rencontres citoyennes).

Lorsque le Bureau établit le programme annuel de projets et d'activités dont question aux articles 13 et 14, il associe à sa réunion le membre du Collège des Bourgmestre et Echevins ayant la participation (consultations et rencontres citoyennes) dans ses attributions, ainsi que le membre du Collège des Bourgmestre et Echevins en charge des affaires européennes, ceux-ci pouvant être assistés par leur service.

Les mandats du Bureau sont valables pour 3 ans.

Le Bureau a pour mission de gérer le fonctionnement de l'instance et d'être l'organe de coordination. Il se réunit au moins deux fois par an en vue, notamment, de préparer les réunions plénières et séances ouvertes au public et d'établir le programme annuel de projets et d'activités.

Le Bureau est tenu d'établir l'ordre du jour des réunions précitées et de procéder à l'envoi des convocations des réunions avec l'ordre du jour, ainsi que des procès-verbaux des séances plénières à l'ensemble des membres du Conseil et aux membres du Conseil communal.

Section 3. Conseil consultatif des affaires européennes - Information

Article 10

Le Conseil consultatif des affaires européennes d'Etterbeek (en abrégé le CCAE) établi en vertu du Règlement du Conseil communal du 15 décembre 1997 et ses modifications ultérieures, fait partie du Conseil afin d'y poursuivre en son sein ses activités avec son public cible.

Dans le cadre de ses missions organiques, le CCAE organise notamment des séances ouvertes au public,

comportant des conférences d'intérêt général pour les citoyens européens, ainsi que des débats et informations relayant des thématiques européennes d'actualité.

Section 4. Plénières - Participation

Article 11

Le Conseil se réunit en séances plénières, au moins 2 fois par an, pour se consacrer aux débats, au recueil des propositions, et aux orientations annuelles (thématiques de l'action prioritaire) du Conseil.

Les réunions du Conseil sont ouvertes au public.

Les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins ont le statut d'observateurs permanents sans droit de vote. Ils sont entendus préalablement aux débats au sein du Conseil pour exposer les éléments nécessaires à la compréhension d'un point inscrit à son ordre du jour.

Le Bureau veille également à inviter le/les fonctionnaire(s) en charge d'un projet en débat.

Article 12

A la demande d'au moins deux-tiers des membres, le Conseil peut solliciter l'audition d'un expert externe sur un dossier soumis à ses réflexions.

Le Bureau soumet cette demande au Collège des Bourgmestre et Echevins endéans les 14 jours calendrier. Ce dernier est chargé de désigner, dans le respect des lois sur les marchés publics, un expert externe qui sera présent lors d'une prochaine séance du Conseil.

Article 13

Le Conseil peut être saisi d'un sujet pour avis :

- d'initiative ;
- par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;
- par le Conseil communal.

Les avis du Conseil sont pris au consensus. En cas de blocage empêchant d'aboutir à l'adoption des avis prévus à l'ordre du jour, le Conseil procède à un vote à la majorité qualifiée (aux deux-tiers).

Les avis du Conseil sont d'ordre purement consultatif.

Le Collège veille à répondre de manière motivée à l'avis proposé par le Conseil de quartier et en informe ce dernier

Section 5. Programme annuel de projets et d'activités

Article 14

Conformément aux dispositions de l'article 9, le Bureau établit annuellement un programme de projets et d'activités en tenant compte, notamment, des thématiques prioritaires identifiées par ses membres et du budget alloué par le Collège des Bourgmestre et Echevins à cet effet.

Le programme annuel de projets et d'activités est soumis pour validation au Conseil à la séance plénière la plus proche.

Le Bureau est également tenu informé du programme de travail du CCAE.

Article 15

La mise en œuvre du programme annuel de projets et d'activités est réalisée par les membres du Conseil réunis en commissions thématiques, conformément aux prescriptions établies par le Bureau.

Le fonctionnaire communal en charge de la participation (consultations et rencontres citoyennes) est membre de chacune des commissions thématiques créées au sein du Conseil.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme annuel, il est chargé, notamment, de :

- Veiller au respect des objectifs du Conseil et à l'utilisation en bon père de famille des crédits budgétaires et autres moyens alloués au Conseil ;
- Assurer la liaison entre les commissions thématiques, d'une part, et les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et les services communaux concernés, d'autre part.

Chapitre IV : Prérogatives et Règles de travail s'appliquant aux membres

Article 16

Le Conseil bénéficie d'une partie du montant du budget participatif annuel dont il décide de l'affectation, sans préjudice d'une décision motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Il est mis à la disposition du Conseil un local et le matériel nécessaire à la tenue de ses réunions, en fonction des moyens et outils disponibles.

Article 17

Les membres du Conseil s'engagent à participer aux travaux avec l'assiduité nécessaire.

Chapitre V : Dispositions finales

Article 18

En vue de son amélioration, le fonctionnement et les missions accomplies par le Conseil sont évalués par le Conseil communal annuellement sur présentation d'un rapport d'activité.

Article 19

La participation au Conseil donne droit, à chaque membre présent à l'exception des membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, du fonctionnaire communal en charge de la participation (consultations et rencontres citoyennes) et des autres fonctionnaires communaux sollicités, à une indemnité de bénévoles telle que visée par la législation sur le volontariat.

Article 20

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement sera tranché par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

[1] A l'exception des formations politiques.

[2] On entend par « mandat public »

- la charge politique pour laquelle une personne a été élue ;

- la charge publique occupée suite à la désignation d'un pouvoir public au sein d'un organisme public ou privé pour y représenter un pouvoir public, quel qu'il soit ;
- la charge assimilée à une charge publique exercée à titre privé dans un organisme privé soumis à la législation sur les marchés publics ;
- la représentation d'un groupe politique représenté au Conseil communal dans un organe d'administration, de gestion ou de conseil d'une des structures précitées qu'elles soient consultatives ou non. Cette notion étant interprétée de la façon la plus large en vue d'éviter tout conflit d'intérêts.

Raad van Europese en niet-Europese inwoners (Etterb'Ex) - Reglement

De Gemeenteraad;

gelet op artikel 120*bis* van de Nieuwe Gemeentewet die de gemeenteraad de mogelijkheid geeft om adviesraden in te stellen;

gelet op de bepalingen uit het Verdrag van Maastricht betreffende de Europese Unie van 27 juli 1992 tot invoering van het Europees burgerschap en de bijhorende rechten;

gelet op de overeenkomst van de Raad van Europa van 5 februari 1992 betreffende de deelname van buitenlanders aan het openbaar leven op lokaal vlak die de lidstaten aanbeveelt om: *“ervoor te zorgen dat er geen juridische of andere belemmeringen zijn die lokale overheden met een aanzienlijk aantal buitenlandse ingezetenen op hun grondgebied ervan weerhouden overlegorganen op te richten of andere passende institutionele maatregelen te nemen om contacten te leggen tussen henzelf en die ingezetenen, om een forum te bieden voor het bespreken en formuleren van de meningen, wensen en zorgen van buitenlandse ingezetenen over kwesties van het lokale politieke leven die hen in het bijzonder aanbelangen, met inbegrip van de activiteiten en verantwoordelijkheden van de betrokken lokale overheid, en om hun algemene integratie in het leven van de gemeenschap te bevorderen; de oprichting van dergelijke overlegorganen of de uitvoering van andere institutionele maatregelen voor de vertegenwoordiging van buitenlandse ingezetenen door lokale overheden met een aanzienlijk aantal buitenlandse ingezetenen op hun grondgebied aan te moedigen en te vergemakkelijken.”*;

gelet op de doelstellingen die de partners van de meerderheid nastreven op het vlak van versterking van de burgerparticipatie en de participatieve democratie op gemeentelijk niveau;

overwegende dat de emancipatie van de burgers in het bijzonder de democratisering van het openbaar leven en de politieke inclusie van iedereen vereist evenals het opnieuw toe-eigenen door de burgers van hun politieke instellingen;

overwegende dat de instrumenten voor burgerparticipatie gediversifieerd moeten worden om ervoor te zorgen dat alle doelgroepen erbij betrokken kunnen worden en dat iedereen zich ertoe kan verbinden in functie van zijn verwachtingen;

overwegende dat de gemeente Etterbeek een van de meest kosmopolitische gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is met 48% buitenlandse ingezetenen die op het gemeentelijke grondgebied verblijven waarvan bijna twee derden Europese burgers zijn;

gelet op de noodzaak om buitenlandse inwoners die in de gemeente wonen een plaats met informatie en

een ruimte voor uitwisseling en debat aan te bieden die het woord voeren voor hun leden en optreden als spreekbuis voor hun verwachtingen, hun bezorgdheden en hun voorstellen;

gelet op de wens om een nieuw instrument voor participatieve democratie in het leven te roepen voor de beoogde doelgroepen dat volledig onafhankelijk en onpartijdig is om de legitimiteit ervan te vrijwaren;

om die redenen keurt de gemeenteraad het onderstaande reglement goed:

Reglement

Raad van Europese en niet-Europese inwoners (Etterb'Ex)

Hoofdstuk I: Doelstellingen en Opdrachten

Artikel 1

Onderhavige statuten regelen de oprichting en de werking van de raad van Europese en niet-Europese inwoners ("Etterb'Ex"), hierna de raad genoemd.

De raad wordt samengesteld voor een periode van onbepaalde duur.

Artikel 2

Het doel van de raad is om de wederzijdse kennismaking tussen de buitenlandse inwoners op het gemeentelijke grondgebied te vergemakkelijken en hen een plaats te bieden voor debat en voorstellen over lokale uitdagingen die hen aanbelangen.

Meer specifiek heeft de raad als taak om:

- de interculturaliteit te bevorderen door middel van de bijeenkomsten en activiteiten die hij organiseert;
- een uitwisseling van standpunten mogelijk te maken, in de eerste plaats tussen de buitenlandse inwoners van de gemeente, over grote uitdagingen die hen aanbelangen of over elk ander onderwerp dat zij relevant vinden om te behandelen;
- deel te nemen aan de burgerinitiatieven en projectoproepen die de gemeentelijke overheid op touw zet of waarbij de gemeentelijke overheid zich aansluit om dat ze tot haar taken behoren;
- een netwerk van partners (instellingen, verenigingen, informele burgergroepen, enz.) op te bouwen en te onderhouden op lokaal en Europees niveau, in het bijzonder om de projecten van de raad te kunnen uitvoeren of zelfs financieren;
- in samenwerking met de gemeentelijke overheid een programma met projecten en activiteiten uit te werken die beantwoorden aan de behoeften van de doelgroepen;
- mee te werken aan de uitvoering van projecten door middel van een participatief budget. *De raad beschikt over een deel van het participatief budget. Het mag beslissen over de bestemming daarvan;*
- de buitenlandse inwoners te informeren over de verkiezingen en hun deelname aanmoedigen;
- op eigen initiatief of in overeenstemming met de regels uit artikel 13 van dit reglement adviezen en aanbevelingen te formuleren over problemen die de buitenlandse inwoners bezighouden;
- actievoorstellen voor te leggen aan de gemeentelijke overheid.

De raad kan geen persoonlijke kwesties behandelen.

De raad handelt zonder afbreuk te doen aan de opdrachten van de andere officiële adviserende instanties die werken binnen een gemeentelijke bevoegdheid.

Hoofdstuk II: Samenstelling

Artikel 3

De raad bestaat uit 30 leden die worden aangesteld door de gemeenteraad.

De leden van de raad vertegenwoordigen de buitenlandse bevolking van de gemeente die niet afkomstig is uit de Europese Unie en die afkomstig is uit de lidstaten van de Europese Unie.

De leden hebben de volle leeftijd van zestien jaar bereikt, genieten hun politieke en burgerrechten en mogen niet het voorwerp uitmaken van een veroordeling of een beslissing die voor een gemeenteraadskiezer de uitsluiting of de opschorting van het kiesrecht meebrengt (stemrecht of verkiesbaarheidsrecht).

De leden zijn als volgt verdeeld:

1. vierentwintig inwoners die werden geloot door de dienst die daartoe werd aangesteld door het college van burgemeester en schepenen uit degenen die een kandidatuur hebben ingediend naar aanleiding van de kandidatuuroproep die wordt gepubliceerd door de gemeente. De loting houdt zoveel mogelijk rekening met drie principes:

- de gelijkheid mannen-vrouwen;
- een representativiteit van de verschillende wijken in de gemeente;
- een representativiteit van de verschillende nationaliteiten onder de Europese inwoners en de niet-Europese inwoners, in het bijzonder rekening houdend met de nationaliteitsstatistieken die worden bezorgd door de dienst Burgerlijke Stand van de gemeente.

2. een vertegenwoordiger voor elk van de zes verenigingen^[1] die door de gemeenteraad worden aangesteld na de kandidatuuroproep van de gemeente en waarvan de werkzaamheden zijn gebaseerd op de doelstellingen en opdrachten van de raad. Onder de vertegenwoordigde verenigingen bevindt zich een vertegenwoordiger voor de thematische comités van de Adviesraad voor Europese Aangelegenheden.

Artikel 4

De hoedanigheid van lid van de raad is niet verenigbaar met:

- de uitoefening van een openbaar mandaat, al dan niet via verkiezing verkregen en al dan niet bezoldigd op Europees, federaal, gewestelijk, gemeenschaps- of lokaal niveau, met inbegrip van de mandaten binnen elke structuur, openbaar of privé, die onderworpen is aan de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten of waarbinnen een vertegenwoordiging van politieke fracties georganiseerd wordt of die een subsidie krijgt van de gemeente ^[2];
- de uitoefening van elke andere activiteit die bezoldigd wordt door de gemeente, het OCMW of de politiezone.

Om de afwezigheid van onverenigbaarheid vast te stellen, moeten de leden van de raad vooraf verklaren

dat zij zich niet in een van de voornoemde situaties van onverenigbaarheid bevinden.

Het mandaat van de leden van de raad eindigt na drie jaar.

Artikel 5

Er worden lijsten met plaatsvervangers opgesteld met het oog op de eventuele vervanging van leden tijdens het mandaat, overeenkomstig de procedure uit artikel 3 van dit reglement.

De plaatsvervangers moeten beantwoorden aan dezelfde eisen als de effectieve leden van de raad.

Artikel 6

Alle leden zijn vrij om zich terug te trekken uit de raad. Het ontslag wordt schriftelijk gericht aan het college van burgemeester en schepenen dat het ontslag meedeelt aan de gemeenteraad zodat die er akte van kan nemen en het ontslag kan bevestigen. Het college van burgemeester en schepenen kan, met een gemotiveerde beslissing en na verhoor, een lid uitsluiten dat een houding heeft aangenomen die ingaat tegen het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Artikel 7

In geval van overlijden, ontslag, uitsluiting, onverenigbaarheid die wordt vastgesteld na de aanstelling of verhuizing buiten het gemeentelijke grondgebied van een lid dat werd aangesteld door loting, wordt dat lid vervangen door een plaatsvervanger volgens de volgorde van de ad-hoclijst van plaatsvervangers.

Hoofdstuk III: Werking

Afdeling 1. Medevoorzitterschap

Artikel 8

Tijdens de eerste bijeenkomst na de installatie wordt de raad gezamenlijk voorgezeten door de leden van het college van burgemeester en schepenen die respectievelijk bevoegd zijn voor participatie (burgerraadplegingen en -ontmoetingen) en Europese aangelegenheden.

Vanaf de tweede en uiterlijk vanaf de derde bijeenkomst voert de raad een nieuw medevoorzitterschap in, een man en een vrouw, die gekozen worden uit de leden van de raad en die door de raad worden aangesteld tijdens een verkiezing zonder kandidaten.

Een van de twee medevoorzitters moet een onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie en de tweede medevoorzitter is geen onderdaan van de Europese Unie.

Afdeling 2. Bureau

Artikel 9

De raad stelt om de drie jaar zijn bureau samen dat bestaat uit de medevoorzitters, twee leden van de raad, een vertegenwoordiger van het bureau van de Adviesraad voor Europese Aangelegenheden van Etterbeek en de gemeenteambtenaar die verantwoordelijk is voor de participatie (burgerraadplegingen en -ontmoetingen).

Wanneer het bureau het jaarlijkse programma met projecten en activiteiten opstelt waarvan sprake is in artikels 13 en 14, betreft het daarbij het lid van het college van burgemeester en schepenen dat bevoegd is voor participatie (burgerraadplegingen en -ontmoetingen) en het lid van het college van burgemeester en schepenen dat bevoegd is voor Europese aangelegenheden. Zij mogen worden bijgestaan door hun dienst.

De mandaten van het bureau zijn geldig voor drie jaar.

Het bureau heeft de opdracht om de werking van de instelling te beheren en het coördinatieorgaan te zijn. Het komt minstens twee keer per jaar samen, in het bijzonder om de plenaire vergaderingen en de zittingen die toegankelijk zijn voor het publiek voor te bereiden en om het jaarlijkse programma met projecten en activiteiten op te stellen.

Het bureau moet de agenda van bovengenoemde vergaderingen voorbereiden en de uitnodigingen voor de vergaderingen met de agenda versturen alsook de processen-verbaal van de plenaire vergaderingen aan alle leden van de raad en aan de leden van de gemeenteraad.

Afdeling 3. Adviesraad voor Europese Aangelegenheden - Informatie

Artikel 10

De Adviesraad voor Europese Aangelegenheden (afgekort AREA), die werd opgericht op grond van het reglement van de gemeenteraad van 15 december 1997 en zijn latere wijzigingen, maakt deel uit van de raad om zijn activiteiten binnen de raad met zijn doelpubliek voort te zetten.

In het kader van zijn organieke opdrachten organiseert de AREA in het bijzonder zittingen die toegankelijk zijn voor het publiek, met inbegrip van lezingen van algemeen belang voor de Europese burgers en debatten en infobijeenkomsten over actuele Europese thema's.

Afdeling 4. Plenaire vergaderingen - Participatie

Artikel 11

De raad komt samen in plenaire vergaderingen, en dat minstens twee keer per jaar, om te debatteren, te luisteren naar voorstellen en de jaarlijkse beleidslijnen (prioritaire thematische acties) voor de raad uit te zetten.

De bijeenkomsten van de raad zijn toegankelijk voor het publiek.

De leden van het college van burgemeester en schepenen hebben het statuut van permanente waarnemers zonder stemrecht. Ze worden gehoord voorafgaand aan de debatten in de raad om de elementen toe te lichten die nodig zijn om een agendapunt te begrijpen.

Het bureau zorgt er ook voor dat de ambtenaren die verantwoordelijk zijn voor een project waarover gedebatteerd wordt uitgenodigd worden.

Artikel 12

Op vraag van minstens twee derde van de leden kan de raad vragen dat een externe deskundige gehoord wordt over een dossier.

Het bureau legt die aanvraag binnen 14 kalenderdagen voor aan het college van burgemeester en schepenen. Het college heeft de taak om, in naleving van de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten, een externe deskundige aan te stellen die aanwezig zal zijn op een volgende zitting van de raad.

Artikel 13

De raad kan gevraagd worden om een advies te geven over een onderwerp:

- op eigen initiatief;

- door het college van burgemeester en schepenen;
- door de gemeenteraad.

De adviezen van de raad worden geformuleerd bij consensus. In geval van een impasse die verhindert om de adviezen die op de agenda staan aan te nemen, kan de raad overgaan tot een stemming met gekwalificeerde meerderheid (met twee derden).

De adviezen van de raad zijn louter adviserend.

Het college geeft verder gevolg aan het advies van de raad en brengt die laatste daarvan op de hoogte.

Afdeling 5. Jaarlijks programma met projecten en activiteiten

Artikel 14

In overeenstemming met de bepalingen uit artikel 9 stelt het bureau jaarlijks een programma met projecten en activiteiten op rekening houdend met de prioritaire thema's die werden vastgelegd door de leden en het budget dat daarvoor werd toegekend door het college van burgemeester en schepenen.

Het jaarlijkse programma met projecten en activiteiten wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad tijdens de eerstvolgende plenaire zitting.

Het bureau wordt ook op de hoogte gehouden van het programma van de AREA.

Artikel 15

De uitvoering van het jaarlijkse programma met projecten en activiteiten gebeurt door de leden van de raad die samenkomen in thematische commissies, in overeenstemming met de voorschriften van het bureau.

De gemeentebtenaar die verantwoordelijk is voor participatie (burgerraadplegingen en -ontmoetingen) is lid van elk van de thematische commissies die worden opgericht binnen de raad.

In het kader van de uitvoering van het jaarlijkse programma, is het in het bijzonder zijn taak om:

- toe te zien op de naleving van de doelstellingen van de raad en op het gebruik van de budgettaire en andere middelen die worden toegekend door de raad als een goede huisvader;
- op te treden als schakel tussen de thematische commissie enerzijds en de leden van het college van burgemeester en schepenen en de betrokken gemeentediensten anderzijds.

Hoofdstuk IV: Voorrechten en Werkregels die van toepassing zijn op de leden

Artikel 16

De raad geniet een deel van het bedrag van de jaarlijkse participatieve begroting. Hij neemt een beslissing over de bestemming van dat budget, onverminderd een gemotiveerde beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Een lokaal en het nodige materiaal om de bijeenkomsten te organiseren worden ter beschikking gesteld van de raad in functie van de beschikbare middelen.

Artikel 17

De leden van de raad verbinden zich ertoe om met de nodige toewijding mee te werken.

Hoofdstuk V: Slotbepalingen

Artikel 18

Om de raad te verbeteren, worden zijn werking en de opdrachten die hij uitvoert jaarlijks geëvalueerd door de gemeenteraad op basis van een activiteitenverslag.

Artikel 19

De deelname aan de raad geeft elk aanwezig lid, met uitzondering van de leden van het college van burgemeester en schepenen, de gemeenteambtenaar die verantwoordelijk is voor participatie (burgerraadplegingen en -ontmoetingen) en andere gemeenteambtenaren die worden gevraagd, recht op een vrijwilligersvergoeding zoals bedoeld in de wetgeving betreffende het vrijwilligerswerk.

Artikel 20

Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over alle interpretatiegeschillen met betrekking tot de bepalingen uit onderhavig reglement.

[1] Met uitzondering van politieke fracties.

[2] Onder “openbaar mandaat verstaat men

- het politieke ambt waarvoor iemand verkozen werd;
- het openbare ambt dat iemand bekleedt wegens een aanstelling door een overheid binnen een openbare of private instelling om daar om het even welke overheid te vertegenwoordigen;
- het ambt gelijkgesteld met een openbaar ambt dat als privépersoon wordt uitgeoefend in een private instelling die onderworpen is aan de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten;
- de vertegenwoordiging van een politieke fractie die vertegenwoordigd is in de gemeenteraad in een bestuurs-, beheers-, of adviesorgaan van een van de bovengenoemde structuren, ongeacht die een adviserende rol hebben of niet. Dat begrip wordt zo ruim mogelijk geïnterpreteerd om eventuele belangenconflicten te vermijden.

5 ASBL Logement et Harmonie Sociale – Comptes 2016 - Rapport Moral 2016 – Prise d’acte.

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l’octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 18 septembre 2017 ;

Vu les comptes 2016 et le Rapport Moral 2016, en annexe, approuvés par l’Assemblée Générale du 26 septembre 2017;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2017 un subside de 36.000,00 € en faveur de l’Asbl Logement et Harmonie Sociale;

Vu l’article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE

De prendre acte des comptes 2016 arrêtés au 31 décembre 2016 et du Rapport Moral 2016 de l'ASBL Logement et Harmonie Sociale tels qu'ils sont repris en annexe, en vue d'octroyer la subvention.

VZW Logement et Harmonie Sociale – Rekeningen 2016 - Moreel Verslag 2016 – Acte neming.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18 september 2017;

Gelet op de rekeningen 2016 en de Moreel Verslag 2016, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 26 september 2017;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2017 een subsidie van 36.000,00 € heeft ingeschreven voor de VZW Logement et Harmonie Sociale;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

BESLUIT

Acte te nemen van de rekeningen 2016 afgesloten op 31 december 2016 en de Moreel Verslag 2016 van de VZW Logement et Harmonie Sociale, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, in het vooruitzicht de subsidie vrij te geven.

2 annexes / 2 bijlagen

Comptes 2016.pdf, Rapport Moral 2016.pdf

6 ASBL Logement et Harmonie Sociale – Comptes 2017 - Rapport Moral 2017 – Prise d'acte.

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 18 septembre 2017 ;

Vu les comptes 2017 et le Rapport Moral 2017, en annexe, approuvés par l'Assemblée Générale du 18 décembre 2018;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2018 un subside de 36.000,00 € en faveur de l'Asbl Logement et Harmonie Sociale;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE

De prendre acte des comptes 2017 arrêtés au 31 décembre 2017 et du Rapport Moral 2017 de l'ASBL Logement et Harmonie Sociale tels qu'ils sont repris en annexe, en vue d'octroyer la subvention.

VZW Logement et Harmonie Sociale – Rekeningen 2017 - Moreel Verslag 2017 – Acte neming.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18 september 2017;

Gelet op de rekeningen 2017 en de Moreel Verslag 2017, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 18 december 2018;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2018 een subsidie van 36.000,00 € heeft ingeschreven voor de VZW Logement et Harmonie Sociale;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

BESLUIT

Acte te nemen van de rekeningen 2017 afgesloten op 31 december 2017 en de Moreel Verslag 2017 van de VZW Logement et Harmonie Sociale, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, in het vooruitzicht de subsidie vrij te geven.

2 annexes / 2 bijlagen

Rapport Moral 2017.pdf, LHS Bilan interne 2017 DEF.pdf

7 ASBL Logement et Harmonie Sociale – Comptes 2018 - Rapport Moral 2018 – Prise d’acte.

Le Conseil Communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l’octroi de subventions adopté par le Conseil communal en date du 18 septembre 2017 ;

Vu les comptes 2018 et le Rapport Moral 2018, en annexe, approuvés par l’Assemblée Générale du 04 novembre 2019;

Attendu que le Conseil communal a inscrit au budget 2019 un subside de 36.000,00 € en faveur de l’Asbl Logement et Harmonie Sociale;

Vu l’article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE de prendre acte des comptes 2018 arrêtés au 31 décembre 2018 et du Rapport Moral 2018 de l’ASBL Logement et Harmonie Sociale tels qu’ils sont repris en annexe, en vue d’octroyer la subvention.

VZW Logement et Harmonie Sociale – Rekeningen 2018 - Moreel Verslag 2018 – Acte neming.

De Gemeenteraad,

Gelet op het reglement betreffende het toezicht op het toekennen van subsidies goedgekeurd door de Gemeenteraad op 18 september 2017;

Gelet op de rekeningen 2018 en de Moreel Verslag 2018, in bijlage, goedgekeurd door de Algemene Vergadering van 04 november 2019;

Overwegende dat de Gemeenteraad, in de begroting 2019 een subsidie van 36.000,00 € heeft ingeschreven

voor de VZW Logement et Harmonie Sociale;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

BESLUIT akte te nemen van de rekeningen 2018 afgesloten op 31 december 2018 en de Moreel Verslag 2018 van de VZW Logement et Harmonie Sociale, zoals deze bij deze beraadslaging bijgevoegd zijn, in het vooruitzicht de subsidie vrij te geven.

2 annexes / 2 bijlagen

LHS Bilan interne 2018 DEF.pdf, Rapport moral 2018.pdf

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

8 Personnel - Personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire - enseignement non subventionné - Annexe III du Règlement de travail communal - Horaires du personnel communal - Modifications.

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 mai 2006 adoptant le règlement de travail pour le personnel communal ;

Considérant que l'annexe III du règlement de travail communal établit les horaires applicables au personnel communal ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 décembre 2019 concernant l'augmentation graduel du volume horaire des prestations du personnel de surveillance de garderies ;

Considérant que ce passage graduel de 22h40/semaine à 30h/semaine nécessite la création de nouvelles grilles-horaires ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DÉCIDE :

De modifier l'annexe III du règlement de travail – HORAIRES DU PERSONNEL DE SURVEILLANCE DANS LES ECOLES COMMUNALE, comme suit :

Grille n° 49 : Horaire du personnel de surveillance dans les écoles communales à raison de 22h40/semaine

	Matin		Midi		Après-midi	
Lundi	De 7h30 à 8h30		De 12h à 13h30		De 15h à 18h	
Mardi	De 7h30 à 8h30		De 12h à 13h30		De 15h à 18h	
Mercredi	De 7h30 à 8h30		De 12h à 13h30		De 15h à 18h	
Jeudi	De 7h30 à 8h30		De 12h à 13h30		De 15h à 18h	
Vendredi	De 7h30 à 8h30		De 12h à 13h30		De 15h à 18h	
Pas de prestations le samedi et dimanche						

Grille n° 49 bis : Horaire du personnel de surveillance dans les écoles communales à raison de 30h./semaine

1.

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
De 7h30 à 13h30	De 7h30 à 13h30	De 7h30 à 13h30	De 7h30 à 13h30	De 7h30 à 13h30
OU				
De 12h à 18h	De 12h à 18h	De 12h à 18h	De 12h à 18h	De 12h à 18h
Pas de prestations le samedi et dimanche.				

2)

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
De 8h25 à 15h25	De 8h25 à 15h25	De 8h25 à 12h25	De 8h25 à 15h25	De 8h25 à 15h25
Pause de midi (30 minutes) Entre 11h et 14h	Pause de midi (30 minutes) Entre 11h et 14h	-----	Pause de midi (30 minutes) Entre 11h et 14h	Pause de midi (30 minutes) Entre 11h et 14h
Pas de prestations le samedi et dimanche.				

Le personnel de surveillance peut en outre être appelé à effectuer des remplacements en cas de maladie d'un(e) instituteur(ice) ou professeur.

Les horaires à temps partiels sont attribués par la Direction de l'école où le membre du personnel est affecté. Une tournante sera organisée selon les nécessités du service au sein de chaque école.

Gemeentepersoneel - Administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel - Bijlage III van het arbeidsreglement voor het gemeentelijk personeel - Uurroosters van het gemeentelijk personeel - Wijzigingen.

De Gemeenteraad,

gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel – niet-gesubsidieerd onderwijs

in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 mei 2006 die het arbeidsreglement voor het gemeentelijk personeel goedkeurt;

overwegende dat de bijlage III van het arbeidsreglement de uurroosters van het gemeentelijk personeel regelt;

gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 december 2019 betreffende de geleidelijke verhoging van het aantal uren te presteren door het toezichtspersoneel;

overwegende dat deze geleidelijke overgang van 22u40/week naar 30u/week vereist date er nieuwe uurroosters worden opgemaakt;

overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakbondsorganisaties waarvan protocol in de bijlage opgenomen werd;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST :

Om bijlage III van het arbeidsreglement - UURROOSTERS VAN HET TOEZICHTSPERSONEEL IN DE GEMEENTELIJKE SCHOLEN te wijzigen als volgt :

Rooster n° 49 : Uurrooster (22u40/week) van het toezichtspersoneel in de gemeentelijke scholen.

	Voormiddag		Middag		Namiddag	
Maandag	Van 7u30 tot 8u30		Van 12u tot 13u30		Van 15u tot 18u	
Dinsdag	Van 7u30 tot 8u30		Van 12u tot 13u30		Van 15u tot 18u	
Woensdag	Van 7u30 tot 8u30		Van 12u tot 13u30		Van 15u tot 18u	
Donderdag	Van 7u30 tot 8u30		Van 12u tot 13u30		Van 15u tot 18u	
Vrijdag	Van 7u30 tot 8u30		Van 12u tot 13u30		Van 15u tot 18u	
Geen prestaties op zaterdag en zondag.						

Rooster n° 49 bis : Uurrooster (30u/week) van het toezichtspersoneel in de gemeentelijke scholen.

1.

Maandag	Dinsdag	Woensdag	Donderdag	Vrijdag
Van 7u30 tot 13u30	Van 7u30 tot 13u30	Van 7u30 tot 13u30	Van 7u30 tot 13u30	Van 7u30 tot 13u30
OF				
Van 12u tot 18u	Van 12u tot 18u	Van 12u tot 18u	Van 12u tot 18u	Van 12u tot 18u

Geen prestaties op zaterdag en zondag.

2)

Maandag	Dinsdag	Woensdag	Donderdag	Vrijdag
Van 8u25 tot 15u25	Van 8u25 tot 15u25	Van 8u25 tot 15u25	Van 8u25 tot 15u25	Van 8u25 tot 15u25
Middagpauze (30 minuten) Tussen 11u en 14u	Middagpauze (30 minuten) Tussen 11u en 14u	-----	Middagpauze (30 minuten) Tussen 11u en 14u	Middagpauze (30 minuten) Tussen 11u en 14u
Geen prestaties op zaterdag en zondag.				

Het toezichtspersoneel kan ook opgeroepen worden ter vervanging van een leerkracht die ziek is. De deeltijdse uurroosters worden toegekend door de Directie van de school waar het personeelslid is toegewezen. Een beurtrol zal ingevoerd worden op basis van de dienstbehoeften van de school.

9 **Personnel - Personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire - enseignement non subventionné - Annexe III du règlement de travail communal - Horaires du personnel communal - Modifications.- report du 16/01/2020**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 mai 2006 adoptant le règlement de travail pour le personnel communal ;

Considérant que l'annexe III du règlement de travail communal établit les horaires applicables au personnel communal ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17.04.2008 de lancer une équipe de balayeurs qui travailleront notamment en week-end ;

Vu la délibération du Conseil communal du 19 mai 2008 (réf. : 19.05.2008/A/005) décidant de modifier l'annexe III du règlement de travail en y insérant une grille horaire pour le service de la voirie – équipe du week-end ;

Considérant que l'horaire figurant dans l'annexe III du règlement de travail est établi sur un cycle de 5 semaines reprenant des prestations pendant 4 week-ends consécutifs ;

Considérant qu'au fil du temps 2 équipes de week-end ont été constituées ;

Considérant que suite à la création de ces deux équipes de week-end il serait possible de faire un horaire de travail réparti sur un cycle de 2 semaines permettant aux agents et au contremaître d'avoir un horaire plus visible ;

Considérant que le fait d'instaurer une prestation d'un week-end sur deux permettra également aux agents de mieux pouvoir concilier vie professionnelle et vie privée ;

Considérant qu'il serait donc souhaitable de modifier l'horaire de travail de l'équipe du week-end au service voirie ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

De modifier la grille n° 32 de l'annexe III du règlement de travail comme suit :

Grille n° 32 : Horaire à temps plein de l'équipe du week-end au service de la Voirie

Semaine	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	H/semaine
1	-	7h30	7h30	7h30	7h30	-	-	30h
2	7h30	7h30	-	7h30	-	6h	6h	34h30

Journée de 7h30 : arrivée à 7h - pause de midi de 12 à 13h - départ à 15h30

Journée de 6h : arrivée à 8h – départ à 14h

Les réductions de temps de travail à 4/5^e, 3/4, 3/5^e, 1/2 temps ne peuvent être prises que du lundi au vendredi.

Gemeentepersoneel - Administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel - Bijlage III van het arbeidsreglement voor het gemeentelijk personeel - Uurroosters van het gemeentelijk personeel - Wijzigingen.- uitstel van 16/01/2020

De Gemeenteraad,

gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 mei 2006 die het arbeidsreglement voor het gemeentelijk personeel goedkeurt;

overwegende dat de bijlage III van het arbeidsreglement de uurroosters van het gemeentelijk personeel regelt;

gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17.04.2008 om een ploeg van straatvegers te scheppen die tijdens de weekends zullen werken;

gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19 mei 2008 (ref. : 19.05.2008/A/005) houdende wijziging van de bijlage III van het arbeidsreglement door de toevoeging van een uurrooster voor de dienst wegenis – weekend ploeg;

overwegende dat het uurrooster hernomen in bijlage III van het arbeidsreglement opgemaakt is op een cyclus van 5 weken dat prestaties herneemt gedurende 4 opeenvolgende weekends;

overwegende dat na verloop van tijd 2 ploegen voor het weekendwerk werden gevormd;

overwegende dat naar aanleiding van de oprichting van deze twee ploegen het mogelijk zou zijn om een uurrooster op te maken verdeeld over een cyclus van 2 weken zodat het uurrooster overzichtelijker zou zijn voor de agenten en de ploegbaas;

overwegende dat het feit om een prestatie in te voeren van één weekend op twee eveneens de mogelijkheid zou geven aan de agenten om het professionele en het privéleven beter te combineren;

overwegende dat het dan wenselijk zou zijn om het uurrooster van de weekend ploeg van de dienst wegenis te wijzigen;

overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakbondsorganisaties waarvan protocol in de bijlage opgenomen werd;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST :

Het rooster n° 32 van bijlage III van het arbeidsreglement te wijzigen als volgt :

Rooster n° 32 : Voltijds uurrooster van de weekend ploeg bij de dienst wegenis

Week	Maandag	Dinsdag	Woensdag	Donderdag	Vrijdag	Zaterdag	Zondag	U/week
1	-	7u30	7u30	7u30	7u30	-	-	30u
2	7u30	7u30	-	7u30	-	6u	6u	34u30

Dag van 7u30 : aankomst om 7u, middagpauze tussen 12 en 13u, vertek om 15u30

Dag van 6u : aankomst om 8u, vertrek om 14u.

Verminderde werkprestaties van 4/5e, 3/4, 3/5e, 1/2 tijd kan enkel worden genomen van maandag tot en met vrijdag.

Service de prévention - Preventiedienst

10 Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2020 / Approbation.

Le Conseil communal,

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2019 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relatives aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2020 ;

Attendu qu'aux termes de cet arrêté les plans stratégiques de sécurité et de prévention sont conclus du 1er

janvier 2020 au 31 décembre 2020 ;

Attendu qu'à cet effet, une convention a été établie par le Ministère de l'Intérieur;

Considérant la convention transmise par le Ministère de l'Intérieur le 27 janvier 2020,

DECIDE d'approuver le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention de la Commune d'Etterbeek pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2020 / Goedkeuring.

De gemeenteraad,

gelet op het ministerieel besluit van 5 december 2019 tot bepaling van de indienings-, opvolgings- en evaluatievoorwaarden en tot bepaling van de toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2020;

overwegende dat volgens dat besluit de strategische veiligheids- en preventieplannen van 1 januari 2020 tot 31 december 2020 worden gesloten ;

overwegende dat daartoe een overeenkomst werd opgesteld door het ministerie van Binnenlandse Zaken;

gelet op de overeenkomst die werd overgemaakt door het ministerie van Binnenlandse Zaken op 27 januari 2020;

BESLIST om het hierbij gevoegde Strategisch Veiligheids- en Preventieplan van de gemeente Etterbeek voor de periode van 1 januari 2020 tot 31 december 2020 goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overeenstemming met de wettelijke bepalingen worden voorgelegd aan de toezichthoudende overheden.

2 annexes / 2 bijlagen

Délibé PSSP 2020 (FR).docx, Délibé PSSP 2020 (NL).docx

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

11 Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 20/02/2020.

Objet : Fourniture de bureau - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.250,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

Date : 20/02/2020.

Objet : Fourniture d'un aspirateur à poussières et de produits d'entretien pour les immeubles gérés par le service de la Régie Foncière - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 850,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20/02/2020 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 20/02/2020.

Onderwerp: Levering van kantoorbenodigdheden - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.250,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 20/02/2020.

Onderwerp: Levering van een stofzuiger en onderhoudsproducten voor de gebouwen beheerd door de

Regie van Grondbeleid - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 850,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20/02/2020 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

12 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **06/02/2020** ;

Objet : Estimation maison 49 rue Général Tombeur - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 500,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2020 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06/02/2020 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 139.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **06/02/2020** werd genomen:

Onderwerp: Schatting huis 49 Generaal Tombeurstraat – Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 500,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2020 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 06/02/2020 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

Coordination du projet Jardins de la Chasse - Coördinatie van het Jachthofproject

13 Convention ASTRID relative à la couverture à l'intérieur des constructions et infrastructures.

Le Conseil communal,

Vu la construction du nouveau centre administratif ;

Considérant l'obligation d'équiper le bâtiment de répéteur ASTRID pour les services d'urgence et de police compte tenu de ses dimensions ;

Considérant que cette obligation est rappelée dans les conditions de délivrance du permis d'urbanisme ;

DECIDE de faire approuver par le Conseil communal la convention entre l'administration communale et ASTRID :

CONVENTION ASTRID RELATIVE A LA COUVERTURE A L'INTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET INFRASTRUCTURES

Entre d'une part :

La société anonyme de droit public A.S.T.R.I.D.,
dont le siège social est sis 54 Boulevard du Régent à 1000 Bruxelles, portant le numéro d'entreprise TVA BE0263.893.151, RPM Bruxelles, ici représentée par Monsieur Salvator VELLA, directeur général, ci-après dénommée "A.S.T.R.I.D.";

et d'autre part :

Le propriétaire des constructions et infrastructures, Administration communale d'Etterbeek, portant le numéro d'entreprise 0207.365.610, sis avenue d'Auderghem 113/117 à 1040 Etterbeek , ici représentée en droit par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire

Communal ff.,

ci-après dénommé « **propriétaire des constructions et infrastructures** ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Vu le bien immobilier sis (adresse complète de l'immeuble) Avenue des Casernes 31 à 1040 Etterbeek ;

Vu l'arrêté royal du 25 juillet 2008 déterminant les modalités de constitution et de fonctionnement de la commission de sécurité ASTRID et en précisant ses missions ;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 2013 portant la fixation des critères déterminant les constructions et les infrastructures dans lesquelles la couverture radioélectrique ASTRID doit être prévue ;

Vu la décision de la commission de sécurité ASTRID avec numéro _____, transmise au Propriétaire des constructions et infrastructures par lettre recommandée en date du .../.....!. Obligeant ce dernier à installer et à maintenir, à sa propre charge, des équipements, à savoir des stations de radiocommunications au sens de l'article 2, 38°, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques afin d'établir la couverture radioélectrique TETRA au bénéfice du réseau ASTRID pour la communication électronique des services de secours et de sécurité ;

Vu la demande du propriétaire des constructions et infrastructures, qu'elle soit ou non imposée par une tierce partie, d'installer et de maintenir, à sa propre charge, des équipements, à savoir des stations de radiocommunications au sens de l'article 2, 38°, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques afin d'établir la couverture radioélectrique TETRA au bénéfice du réseau ASTRID pour la communication électronique des services de secours et de sécurité ;

Il est convenu ce qui suit :

VOLET 1 - OBJET ET DEFINITIONS

Article 1 : Objet

1. La présente convention a pour objet d'offrir une assistance technique à tout propriétaire des constructions et infrastructures qui prévoit la couverture radioélectrique ASTRID à l'intérieur d'une construction ou d'une infrastructure, d'assurer le contrôle du RF design et de l'installation dans le but de garantir l'absence de perturbations sur le réseau ASTRID.
2. Cette convention règle les droits et obligations du propriétaire des constructions et infrastructures et d'A.S.T.R.I.D. relatifs à l'objet décrit à l'article 1.1.
3. Toutes les études, travaux, installations, entretiens, adaptations évolutives, etc. décrits dans la présente convention, sont entièrement à charge du propriétaire des constructions et infrastructures et réalisés sous son entière responsabilité.
4. Le rôle d'A.S.T.R.I.D. est strictement limité à la fourniture des spécifications techniques minimales, à des vérifications de conformité et, uniquement dans le cas où une ou plusieurs stations de base sont impliquées, à la livraison des liens de transmission des stations de base avec le réseau et au monitoring et à l'entretien de ces liens.

Article 2 : Définitions

Les définitions des principaux termes en application dans la présente convention sont reprises en annexe 1.

VOLET II - PHASES DU PROCESSUS

Article 3 : Aperçu des phases

Afin de faciliter la compréhension du cadre de la présente convention, les différentes phases du processus sont décrites succinctement ci-après :

Phase 1 : RF Design

Sur base des prescriptions techniques fournies par A.S.T.R.I.D., le propriétaire des constructions et infrastructures réalise un RF Design. A.S.T.R.I.D. contrôle la conformité aux prescriptions techniques du RF Design et transmet au propriétaire des constructions et infrastructures un rapport de conformité ainsi qu'une offre de prix pour les liens de transmission éventuels.

Phase 2 : Travaux et Installations

Le propriétaire des constructions et infrastructures réalise les travaux nécessaires conformément au design validé. A.S.T.R.I.D. fournit les liens de transmission éventuels.

Phase 3 : Mise en service

Le propriétaire des constructions et infrastructures procède, en présence d'A.S.T.R.I.D., à la réception de l'installation réalisée. A.S.T.R.I.D. vérifie la conformité de l'installation et délivre une autorisation de mise en service.

Phase 4 : Fonctionnement opérationnel

L'installation est mise en service. Le propriétaire des constructions et infrastructures est responsable du bon fonctionnement de l'installation et prend les mesures nécessaires pour entretenir les repeaters.

Article 4 : Phase 1 : RF design

1. Le propriétaire des constructions et infrastructures déclare avoir reçu les prescriptions techniques « Generic Technical Requirements for Confined Area Coverage" (voir annexe 2) ainsi que tous les documents, formulaires et informations techniques jugés nécessaires par A.S.T.R.I.D. concernant son réseau TETRA en vue d'installer et de maintenir les équipements de radiophonie pour la couverture ASTRID.
2. Le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage à réaliser et à livrer à A.S.T.R.I.D. un RF design, en utilisant le formulaire-type « RF design" prévu à cet effet, voir annexe 3.
3. Le propriétaire des constructions et infrastructures fixera librement son choix sur le ou les installateur(s) qui sera/seront chargé(s) de l'élaboration du RF design. A.S.T.R.I.D. ne collabore à aucune procédure de marché public ou d'évaluation d'offre de prix provenant d'un installateur.
4. Si le design proposé prévoit l'installation d'une station de base (TBS) :
 - a. Le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage, pour des raisons de fonctionnalité et de redondance, à commander, à installer et à mettre en service au minimum 2 TTRX par station de base. Il est également à noter que :
 - (i) une licence NetAct™ est obligatoire pour chaque TTRX à installer ;
 - (ii) l'installation du logiciel « TBS Remote SW download" est également obligatoire pour chaque station de base.
 - (iii) Il est conseillé au propriétaire des constructions et infrastructures de vérifier auprès d'A.S.T.R.I.D. le type de TBS à commander.
 - (iv) Les lignes de transmission sont déjà IP, mais la TBS et le réseau seront migrés en 2016. Cela implique qu'un lpasso400 et un LoopTelecom doivent être commandés pour chaque nouvelle TBS. Le LoopTelecom sera supprimé à partir du moment où le réseau est entièrement IP. La commande de ces équipements supplémentaires sera effectuée par A.S.T.R.I.D. et fait partie de l'offre pour le lien de transmission.
 - b. Le propriétaire des constructions et infrastructures fournit les informations nécessaires à la réalisation d'un site survey en vue de la réalisation du lien de transmission entre la TBS et

le DXT. Ces informations sont :

- (i) Un plan du bâtiment ou de l'infrastructure indiquant l'emplacement prévu pour la TBS.
 - (ii) Un plan du bâtiment ou de l'infrastructure indiquant l'emplacement des boîtiers de connectivité au réseau Belgacom.
 - (iii) Toute autre information complémentaire que le propriétaire des constructions et infrastructures juge utile en vue de l'établissement du lien de transmission.
- c. La procédure complète pour l'obtention du lien de transmission entre la TBS et le DXT est décrite dans l'annexe 5. Quelques étapes importantes :
- (i) A.S.T.R.I.D. organise un site survey pour le lien de transmission endéans les 4 semaines suivant la réception des informations ci-dessus. Si, suite à ce site survey, il est établi qu'une connexion par fibre optique est nécessaire, un second site survey spécifique devra être organisé endéans les 2 semaines.
 - (ii) Endéans les 3 semaines après le dernier site survey, A.S.T.R.I.D. transmet au propriétaire des constructions et infrastructures une offre reprenant les coûts liés à la réalisation du lien de transmission
- d. Si, sur base de l'offre faite par A.S.T.R.I.D., le propriétaire des constructions et infrastructures décide de modifier son design et opte pour un design avec des TBS en moins, il sera toutefois tenu de s'acquitter des frais liés à l'organisation des sites survey (voir article 10). Il est à noter que ces frais ne sont pas dus si l'offre est acceptée et que la solution proposée est mise en oeuvre.
- e. Le propriétaire des constructions et infrastructures signera l'offre de transmission pour accord et la transmettra avec une version finalisée du RF Design.
5. Le RF design sera contrôlé sur la conformité aux prescriptions techniques d'A.S.T.R.I.D. Sur base de cette vérification, un rapport de conformité sera établi et transmis au propriétaire des constructions et infrastructures endéans les 4 semaines après réception du RF Design. Le cas échéant, le rapport de conformité sera accompagné du design proposé par A.S.T.R.I.D. pour le lien de transmission.
6. Le propriétaire des constructions et infrastructures ne pourra commencer la phase «Travaux et installation» qu'après avoir reçu par écrit un rapport de conformité du RF design de la part d'A.S.T.R.I.D.

Article 5 : Phase 2 : Travaux et installation

1. Le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage à respecter toutes les exigences légales et réglementaires en matière de rayonnement. Le propriétaire des constructions et infrastructures composera un dossier technique selon les instructions de l'autorité de régulation compétente pour obtenir toutes les attestations nécessaires auprès de l'autorité de régulation compétente et du Service Public Fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.
2. En cas d'installation d'une station de base (TBS), A.S.T.R.I.D. coordonnera les travaux d'installations nécessaires à la mise en place du lien de transmission entre la TBS et le DXT. Le propriétaire des constructions et infrastructures doit prendre en compte un délai d'au moins 7 semaines entre la commande du lien et la mise à disposition de ce dernier. Le délai de livraison peut atteindre 6 mois si le lien est réalisé en fibre. Au cours de ce délai, A.S.T.R.I.D. transmettra la configuration exacte, les documents nécessaires à l'intégration du lien, ainsi que la date de livraison.
3. Si, durant la phase « Travaux et installation », des modifications du RF design s'avèrent

nécessaires, la conformité du RF design adapté doit être vérifiée de nouveau (Article 4).

4. A la fin de la phase « Travaux & Installation » et s'il le juge nécessaire, le propriétaire des constructions et infrastructures peut vérifier la couverture radioélectrique via son installateur en utilisant un générateur de signal simulant un signal radio TETRA. Aucune mise en service de station de base et/ou d'équipement de retransmission ne sera autorisée pour ce faire.

Article 6 : Phase 3 : Mise en service

1. Le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage, via son installateur, à procéder à la réception in situ, à la mise en service et à l'intégration de la station de base et/ou des équipements de retransmission dans le réseau ASTRID suivant les prescriptions techniques en vigueur. Durant cette phase, le rôle d'A.S.T.R.I.D. se limite à un rôle de contrôle et d'assistance aux opérations de réception. Tous les appareils de mesure et de contrôle nécessaires à la réception, la mise en service et à l'intégration des équipements seront prévus par le propriétaire des constructions et infrastructures.
2. Le propriétaire des constructions et infrastructures informera A.S.T.R.I.D. de la date pour la réception in situ au moins 2 semaines avant la date proposée.
3. Les opérations de contrôle seront effectuées par rapport au design validé. Un rapport d'autorisation ou de refus de mise en service de l'installation sera notifié par écrit au propriétaire des constructions et infrastructures endéans les 2 semaines après la réception in situ.
4. Le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage à réaliser les mesures QoS (RSSI, BER, interférences, HO,...) afin de vérifier si la couverture radioélectrique fournie est conforme à celle demandée par la commission de sécurité. Une copie du rapport des mesures QoS sera envoyée à A.S.T.R.I.D. pour analyse qui le transmettra à la commission de sécurité pour information. L'annexe 6 contient des directives pour les mesures.

Article 7 : Phase 4 : Fonctionnement opérationnel

1. Si l'installation comporte une ou plusieurs TBS, A.S.T.R.I.D. assurera, 24h/24, 7 jours/7, le monitoring à distance des alarmes provenant des TBS de l'équipement de radiophonie et avertira le propriétaire des constructions et infrastructures ou son représentant, conformément à la procédure d'information (voir annexe 4) de tout dysfonctionnement détecté nécessitant une intervention.
2. Le propriétaire des constructions et infrastructures est libre d'assurer ou non le monitoring des repeaters présents dans son installation. Par défaut, A.S.T.R.I.D. n'assurera pas le monitoring de ces équipements. Néanmoins, A.S.T.R.I.D. se réserve le droit de mettre en place, sans surcoût pour le propriétaire des constructions et infrastructures, un monitoring des repeaters installés. Ces derniers doivent donc être compatibles avec le système de monitoring d'A.S.T.R.I.D. (voir Annexe 2, appendix 1).
3. **Optionnel** - A la demande du propriétaire des constructions et infrastructures, A.S.T.R.I.D. peut assurer 24h/24, 7 jours/7, le monitoring à distance des alarmes provenant des repeaters de l'équipement de radiophonie et avertir le propriétaire des constructions et infrastructures ou son représentant, conformément à la procédure d'information (voir annexe 4) de tout dysfonctionnement détecté nécessitant une intervention. Il s'agit d'une option payante (voir Article 11, point 5).
4. Si, pour des raisons opérationnelles invoquées par les services de secours et de sécurité ou par le propriétaire des constructions et infrastructures, des modifications du design de l'équipement de radiophonie relatives aux points suivants :
 - a. des modifications hardware ou software (gain, atténuation, nombre d'équipements, ...) relatives

- aux repeaters et/ou à la station de base ;
- b. des modifications RF (choix du site donneur, nombre de canaux retransmis, ...) s'avèrent nécessaires, le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage à soumettre celles-ci à l'approbation d'A.S.T.R.I.D. sous forme d'un RF design reprenant les modifications nécessaires et ce avant leur mise en œuvre. Après implémentation de ces modifications, une vérification in situ par A.S.T.R.I.D. est également obligatoire. Il faudra dès lors à nouveau respecter tout le processus décrit dans les articles 4 à 6.

Article 8 : Maintenance des repeaters et des TBS

1. En ce qui concerne les repeaters:
- a. Le propriétaire des constructions et infrastructures est seul responsable de la maintenance des repeaters.
 - b. Le propriétaire des constructions et infrastructures est tenu de transmettre à A.S.T.R.I.D., une fois par an, un rapport attestant de la réalisation d'une maintenance préventive sur les équipements de retransmission. Ce rapport doit inclure les résultats des mesures (voir annexe 5) et permettra à A.S.T.R.I.D. de vérifier que l'installation est toujours conforme, tant d'un point de vue hardware que software, à l'installation pour laquelle une autorisation de mise en service a été octroyée.
 - c. A.S.T.R.I.D. s'engage à notifier sans délai au propriétaire des constructions et infrastructures toute modification de son réseau pouvant impacter la configuration mise en place (par exemple : ajout d'un TTRX sur la TBS donneuse, changement de fréquence, etc.). Conformément à l'article 1.3, les adaptations de l'installation consécutives à de telles modifications seront entièrement à charge du propriétaire des constructions et infrastructures.
2. En ce qui concerne les stations de base (TBS) :
- a. Pour des raisons techniques, de sécurité et de supervision, la maintenance des TBS installées par le propriétaire des constructions et infrastructures sera assurée par le fournisseur de service auquel A.S.T.R.I.D. fait appel pour la maintenance de son réseau. Uniquement pour ce qui concerne leur maintenance, ces TBS sont donc considérées comme faisant partie intégrante du réseau ASTRID, A.S.T.R.I.D. agissant en tant qu'intermédiaire entre le propriétaire des constructions et infrastructures et le fournisseur de service concerné en vue du déroulement correct de cette maintenance et de son décompte (voir art. 11.4), sans préjudice de toute responsabilité incombant au propriétaire du site ou des TBS.
 - b. Les opérations de maintenance effectuées sur les TBS par le fournisseur de service d'A.S.T.R.I.D. sont décrites en annexe 4 de la présente convention. Le fournisseur de service d'A.S.T.R.I.D. effectuera les opérations de maintenance préventive, corrective (en ce compris la gestion des pièces de rechange et la réparation du matériel) et évolutive de sorte que la configuration des TBS reste alignée sur celle de l'ensemble du réseau ASTRID.
 - c. L'ajout d'un ou plusieurs TTRX en vue de répondre à un besoin de capacité n'est pas couvert par la maintenance évolutive.
 - (i) Le cas échéant, A.S.T.R.I.D. notifiera le propriétaire des constructions et infrastructures de la nécessité de rajouter de la capacité.
 - (ii) Le propriétaire des constructions et infrastructures devra alors, à ses frais et en coordination avec A.S.T.R.I.D., prendre toutes les mesures nécessaires afin que la capacité soit adaptée endéans une période de six (6) mois maximum suivant la notification par A.S.T.R.I.D.
 - (iii) Il est à noter qu'une licence NetACT™ par TTRX ajouté est obligatoire.

- d. Les modifications et/ou le remplacement du matériel consécutif à l'évolution vers une nouvelle technologie ou à un changement de technologie relatif au lien de transmission (technologie IP, etc...) ne sont pas non plus compris dans la maintenance évolutive. La prochaine évolution sera le passage de la TBS vers IP, et cette évolution commencera en 2016.
- (i) Le propriétaire des constructions et infrastructures sera tenu de prendre les mesures nécessaires et supportera les coûts liés à ces modifications et/ou remplacement du matériel.
 - (ii) A.S.T.R.I.D. s'engage à notifier de tels changements au propriétaire des constructions et infrastructures au moins six (6) mois avant la modification effective.
 - (iii) Lors du passage du réseau vers IP, une licence IP SEC et/ou un firewall devront être prévus par le propriétaire des constructions et infrastructures.
- e. Le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage à fournir un As-built complet et détaillé de l'installation ainsi qu'une procédure d'accès claire aux stations de base.

Article 9 : Déplacement des installations et équipements

1. Si, pour des raisons de transformations ou d'autres raisons, les installations, les repeaters et/ou la station de base devraient être déplacés et/ou temporairement mis hors service, le propriétaire des constructions et infrastructures est tenu de prévenir par écrit l'ASC (ASTRID Service Centre) au moins un (1) mois avant le début des travaux.
2. Chaque mise hors service doit être limitée au strict nécessaire.
3. En cas de déplacement définitif des équipements, il faut à nouveau respecter tout le processus décrit dans les articles 4 à 6, et l'As-built et la procédure d'accès aux stations de bases doivent être adaptés.
4. En cas de déplacement des équipements à la demande d'A.S.T.R.I.D., cette dernière prendra les dispositions nécessaires en coordination avec le propriétaire des constructions et infrastructures.

VOLET III - VOLET FINANCIER

Tous les prix visés ci-dessous concernent des 'prix de référence' comme défini à l'annexe 1.

Article 10 : Frais non récurrents

1. **Phase 1 : RF Design** : A.S.T.R.I.D. a droit à une indemnisation fixe et unique par le propriétaire des constructions et infrastructures des frais de vérification du RF Design, y compris tous les frais administratifs et de support technique y afférents.
 - a. Le montant de cette redevance est de 2.304,43 EUR
 - b. Le cas échéant, il y aura lieu de rajouter les frais liés aux sites survey pour l'établissement du lien de transmission (voir Article 4.4.c-e) :
 - (i) Par site survey transmission : 300 EUR
 - (ii) Par site survey fibre optique : 1.000 EUR
2. **Phase 3: Autorisation de mise en service**: A.S.T.R.I.D. a droit à une indemnisation fixe et unique par le propriétaire des constructions et infrastructures permettant de couvrir les frais de contrôle de l'installation en vue de l'octroi de l'autorisation de mise en service, y compris tous les frais administratifs et de support technique y afférents.
 - a. Pour les installations sans stations de base (TBS), le montant de cette redevance est de **1.017,40**

EUR

- b. Pour les installations avec une ou plusieurs stations de base (TBS), le montant de cette redevance est de **1.526,78 EUR**
3. Le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage à payer les frais non récurrents réclamés par A.S.T.R.I.D. selon les modalités de l'article 13.

Article 11 : Frais récurrents liés aux stations de base

1. **Phase 4 : Fonctionnement opérationnel** : Uniquement pour les installations avec une ou plusieurs stations de base, A.S.T.R.I.D. a droit à une redevance annuelle par le propriétaire des constructions et infrastructures afin de couvrir les frais annuels du monitoring par A.S.T.R.I.D. 24heures/24, 7jours/7 de l'équipement de radiophonie. Cette redevance annuelle est calculée en fonction du nombre d'équipements installés et s'élève à **473,42 € par station de base**.
1. A.S.T.R.I.D. a droit à une indemnisation par le propriétaire des constructions et infrastructures des frais récurrents liés aux liens de transmission entre les TBS et le DXT.
 - a. Le montant de ces frais n'est pas connu à l'avance et est dépendant de la solution technique mise en place. Il est toutefois important de souligner que ces coûts ont été définis via un marché public à concurrence. Comme l'exige la loi, ce marché public a été attribué au soumissionnaire ayant soumis l'offre économiquement la plus avantageuse et ce, suite à une vérification approfondie des prix proposés par les soumissionnaires
 - b. Le montant de ces frais est communiqué au propriétaire des constructions et infrastructures lors de la phase 1 conformément à l'article 4.4 de la présente convention.
3. Le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage à payer cette indemnité annuelle réclamée par A.S.T.R.I.D. selon les modalités de l'article 13.
4. Il est à noter également que A.S.T.R.I.D. a droit à une indemnisation annuelle par le propriétaire des constructions et infrastructures pour la maintenance des stations de base par le prestataire de service en charge de la maintenance du réseau ASTRID (voir Article 8.2 et Annexe 4).

Cette indemnité annuelle pour la maintenance des stations de base sera la même que l'indemnité annuelle payée par A.S.T.R.I.D. pour la maintenance de ses stations de base à son fournisseur consécutivement à un marché public passé antérieurement par A.S.T.R.I.D. et s'élève actuellement à **4.142,88 EUR par station de base**. L'indemnité annuelle pour la maintenance des stations de base peut changer au cours de la présente convention étant donné que le marché public 'maintenance' susmentionné a été conclu pour une durée déterminée. A la fin de ce marché public, A.S.T.R.I.D. devra lancer un nouveau marché public à concurrence. Comme l'exige la loi, ce marché public devra être attribué au soumissionnaire ayant soumis l'offre économiquement la plus avantageuse et ce, suite à une vérification approfondie des prix proposés par les soumissionnaires. A.S.T.R.I.D. s'engage, dès l'attribution de ce nouveau marché public, à communiquer au propriétaire des constructions et infrastructures l'identité de son nouveau fournisseur ainsi que le nouveau montant de l'indemnité annuelle pour la maintenance des stations de base et l'éventuelle modification de l'annexe 4 de la présente convention. Le propriétaire des constructions et infrastructures conserve le droit de ne pas approuver ces modifications. En cas de non-accord du propriétaire des constructions et infrastructures, celui-ci sera tenu d'en informer A.S.T.R.I.D. par courrier recommandé dans les 30 jours et la présente convention sera terminée conformément à l'art. 17.3.

5. **Optionnel** - Sur demande du propriétaire des constructions et infrastructures, A.S.T.R.I.D. peut offrir un monitoring à distance 24heures/24, 7jours/7 des équipements repeaters. Dans ce cas,

A.S.T.R.I.D. a droit à une indemnisation annuelle calculée en fonction du nombre d'équipements installés et qui s'élève à **293,40 € par repeater**.

Article 12 : Frais d'interventions directes d'A.S.T.R.I.D.

1. Les frais d'interventions directes d'A.S.T.R.I.D. prestées à la demande expresse du propriétaire des constructions et infrastructures et nécessitées par les installations faisant l'objet de la présente convention seront facturés au tarif de 292,04 EUR par demi-journée entamée.
2. Les frais de déplacement se montent à un forfait de 60 EUR.

Article 13 : Modalités de paiement- Indexation

1. Tous les prix mentionnés s'entendent hors TVA (21%).
2. Le paiement des frais non récurrents réclamés visés à l'article 10 sera effectué de la façon suivante :
 - a. Les coûts relatifs à la Phase 1 seront facturés après l'envoi du rapport de conformité du RF design par A.S.T.R.I.D.
 - b. Les coûts relatifs à la Phase 3 seront facturés après l'envoi de l'autorisation de mise en service par A.S.T.R.I.D.
3. Le paiement des frais récurrents réclamés visés à l'article 11 sera effectué de la façon suivante :
 - a. Les coûts relatifs à la Phase 4 seront facturés annuellement en janvier, pour l'année en cours. A titre exceptionnel, la première déclaration de créance sera envoyée après envoi de l'autorisation de mise en service et sera calculée au prorata des jours calendrier de l'année restant à courir depuis cette date.
 - b. Les frais des liens de transmission seront facturés annuellement en janvier par A.S.T.R.I.D.
 - c. L'indemnité réclamée pour la maintenance des stations de base par le fournisseur d'A.S.T.R.I.D. sera facturée annuellement.
4. Sauf indications contraires, toutes les factures sont payables endéans les trente jours calendrier sur le compte n° 091-0121439-24 de la SA/NV A.S.T.R.I.D., Boulevard du Régent, 54 à 1000 Bruxelles avec en communication « Aire confinée " + le n° de référence de la présente convention.
5. La redevance pour les frais visés aux articles 11 et 12, exception faite des frais de maintenance dont l'indexation est réglée par le contrat de maintenance, est ajustée annuellement au 1^{er} janvier dans les conditions et selon la formule d'indexation prévues à l'article 1728bis du Code civil :

$$P_n = P_o (I/i)$$

P_n = montant ajusté

P_o = montant de base indiqué dans la présente convention

I = indice santé (base 2004) du mois d'octobre précédant l'adaptation

i = indice santé (base 2004) de décembre 2013, étant 120,06.

6. En cas de non-paiement des factures à leur échéance, un intérêt moratoire calculé au taux légal, majoré de 2%, sera dû de plein droit, sans mise en demeure préalable, sur le montant restant dû, à partir de la date d'échéance des factures et jusqu'à la date de paiement des factures.
7. En cas de non-paiement des factures à leur échéance, A.S.T.R.I.D. se réserve le droit de résilier le contrat suivant la procédure prévue à l'Article 17.2.

VOLET IV: DISPOSITIONS GENERALES

Article 14: Responsabilités

1. Le contrôle par A.S.T.R.I.D. du RF design et de l'équipement de radiophonie n'implique aucune responsabilité de sa part à une quelconque obligation de résultat en termes de couverture radioélectrique et de qualité de communication à l'intérieur du bien immobilier visé dans la présente convention.
2. A.S.T.R.I.D. ne pourra en aucun cas être tenu responsable d'une couverture défectueuse ou non réalisée ni de quelconque dommage direct ou indirect qui en résulte, à moins que les dommages ne soient directement imputables à une faute lourde de la part d'A.S.T.R.I.D. A.S.T.R.I.D. ne pourra non plus être tenu responsable pour du brouillage préjudiciable, imputable à l'équipement de radiophonie visée dans la présente convention.
3. Le propriétaire des constructions et infrastructures garantira et indemnifera A.S.T.R.I.D. pour toute action en justice, plainte, condamnation, dommages ou dépenses qui en résulteraient.
4. L'obligation de résultat destinée à garantir la couverture radioélectrique TETRA ASTRID dans le bien immobilier reste dans le chef du propriétaire des constructions et infrastructures. Le propriétaire des constructions et infrastructures reconnaît que toute résiliation, anticipée ou non, de la présente convention compromet cette obligation de résultat. Il est et reste le seul responsable à cet égard.
5. Le propriétaire des constructions et infrastructures est responsable tant vis-à-vis des tiers que vis-à-vis d'A.S.T.R.I.D. de tout brouillage préjudiciable, dommage, préjudice ou accident quelconque pouvant être la conséquence directe ou indirecte de son personnel ou du personnel d'une entreprise qui exécute des travaux pour son compte, de l'état du site ou des installations qui s'y trouvent sous sa gestion ou dans sa possession, ou de la présence ou du fonctionnement de ses installations et ce, pendant la durée de la convention. Le propriétaire des constructions et infrastructures garantira A.S.T.R.I.D. contre et l'indemnifera pour toute action, plainte, condamnation, dommage ou dépenses qui en découleraient.
6. Afin de prévenir les risques décrits ci-dessus, il est fortement conseillé au propriétaire des constructions et infrastructures d'actualiser sa police d'assurance actuelle ou de souscrire auprès d'un organisme reconnu une police d'assurance portant sur les dommages matériels, immatériels et corporels, couvrant sa responsabilité civile.
7. Le propriétaire des constructions et infrastructures introduira dans sa police d'assurance incendie un abandon de recours à l'égard d'A.S.T.R.I.D. Il produira dans les meilleurs délais une attestation de cette assurance à A.S.T.R.I.D.

Article 15 : Confidentialité

1. Vu la nature du réseau de radiocommunication exploité et vu la nature de ses utilisateurs, l'ensemble des informations relatives aux systèmes ASTRID (réseau radio et autres) et/ou faisant l'objet de la présente convention sont considérées comme strictement confidentielles. Le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage à ne divulguer ces informations à des tiers qu'avec le consentement écrit et préalable d'A.S.T.R.I.D.
2. D'autre part, A.S.T.R.I.D. s'engage à considérer toutes les informations et documents relatifs aux installations appartenant au propriétaire des constructions et infrastructures comme strictement confidentielles et donc à ne divulguer ces informations à des tiers qu'avec le consentement écrit du propriétaire des constructions et infrastructures ou de son représentant.

Article 16 : Durée de la convention

La convention est conclue pour une période de 5 ans à partir de la date de signature de la convention. Elle est reconduite tacitement chaque année, sauf préavis par lettre recommandée donné par l'une ou l'autre des

parties trois (3) mois avant la fin de la période considérée.

Article 17 : Fin de la convention - Résiliation

1. Résiliation anticipée :

- a. Par dérogation à l'article 16 de la présente convention, une des deux parties peut demander la résiliation anticipée de la convention, moyennant notification à l'autre partie d'un préavis par lettre recommandée de six (6) mois.
- b. En cas de résiliation anticipée de cette convention avant le contrôle de l'équipement de radiophonie, les frais non récurrents de la phase concernée seront facturés au propriétaire des constructions et infrastructures selon les tarifs décrits à l'article 10.

2. Résolution pour inexécution fautive :

- a. Chacune des deux parties peut demander la résolution de la présente convention en cas de défaut de l'autre partie de remplir les obligations qui lui sont imposées par la présente convention.
- b. La résolution ne peut être demandée que si la partie défaillante a été mise en demeure par lettre recommandée du défaut d'exécuter une obligation et si elle n'a pas exécuté cette obligation dans un délai de soixante (60) jours calendrier à dater de la mise en demeure.
- c. Des poursuites judiciaires et une plainte officielle auprès de l'autorité de régulation compétente pourront également être envisagées, si besoin est, par A.S.T.R.I.D. envers le propriétaire des constructions et infrastructures.
- d. Dans le cas où du brouillage préjudiciable, imputable à l'équipement de radiophonie visé dans la présente convention, compromettant, altérant gravement, entravant ou interrompant de façon répétée le service de radiocommunications électroniques appartenant à A.S.T.R.I.D. serait détecté, le propriétaire des constructions et infrastructures s'engage à résoudre ce brouillage préjudiciable à ses frais et dans les plus brefs délais. Une mise hors service temporaire de l'installation pourrait être ordonnée par A.S.T.R.I.D. en attendant la résolution de ces problèmes. Si aucune action n'est prise par le propriétaire des constructions et infrastructures pour y remédier, A.S.T.R.I.D. procédera de plein droit à la résolution pour inexécution fautive immédiate de la présente convention par simple lettre recommandée avec toutes les conséquences pénales et judiciaires que cela pourrait impliquer pour le propriétaire des constructions et infrastructures.

3. Effet de la résiliation :

- a. En cas de résiliation de la convention par quelque mode que ce soit, A.S.T.R.I.D. exigera de la part du propriétaire des constructions et infrastructures de déconnecter à ses frais exclusifs, les installations de radiophonie. La commission de sécurité en sera avertie.
- b. Tout paiement dans le cadre de la présente convention, effectué anticipativement, reste acquis à A.S.T.R.I.D. à la date de résiliation de la convention.

Article 18: Clause de sauvegarde

La convention a été établie eu égard aux conditions technologiques, techniques, institutionnelles, légales et administratives existant à la date de son entrée en vigueur. En cas de modification de ces conditions, les parties se réservent, de commun accord, le droit d'adapter par avenant la convention aux conditions nouvelles.

Article 19: Cession

La convention est exécutoire par les représentants du propriétaire des constructions et infrastructures.

Si le propriétaire des constructions et infrastructures cède tout ou une partie des droits et/ou obligations

qu'il détient en application de la présente convention, une telle cession sera soumise aux dispositions de la présente convention et tous les droits et obligations conférés en vertu de celle-ci devront être respectés. De plus le propriétaire des constructions et infrastructures est tenu d'avertir A.S.T.R.I.D. de cette cession. A défaut, il reste solidairement garant de l'exécution de la convention.

Article 20 : Impôts et taxes

Pour autant qu'ils soient dus en raison de l'exploitation des stations de base, des équipements de retransmission et de l'équipement de radiophonie, tous les rétributions, impôts et taxes de quelque nature qu'ils soient, sans exception, sont à la charge du propriétaire des constructions et infrastructures.

Article 21 : Nullité

Si l'une ou l'autre des clauses de la présente convention devait être déclarée nulle, pour quelque raison que ce soit, les autres clauses garderaient toute leur force et leur portée. La clause déclarée nulle serait au besoin remplacée, de commun accord entre les parties, par une clause répondant aux mêmes objectifs.

Article 22 : Election de domicile

Pour les besoins de la présente convention,

- A.S.T.R.I.D. fait élection de domicile à

A.S.T.R.I.D. SA/NV

Boulevard du Régent 54 Regentlaan 54

1000 Bruxelles/Brussel

- Le propriétaire des constructions et infrastructures élit domicile à l'adresse indiquée en tête de la présente convention.

Article 23 : Communications

Toutes communications entre le propriétaire des constructions et infrastructures et A.S.T.R.I.D. se feront via le contact center d'A.S.T.R.I.D. (ASC). L'ASC est joignable par téléphone au numéro 02/500.67.89 ou par e-mail via info@astrid.be.

Article 24 : Litiges

La présente convention est soumise au droit belge. Si un litige relatif à son existence, son interprétation ou son exécution n'a pu être résolu à l'amiable entre les parties, les cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles seront exclusivement compétents.

Article 25 : Documents annexes

Annexe 1 : Définitions

Annexe 2 : Generic Technical Requirements for confined area coverage for the ASTRID network

Annexe 3 : RF design - Confined Area Coverage

Annexe 4 : Maintenance des stations de base - description des services et procédure d'information pour l'exécution d'intervention de maintenance

Annexe 5: ASTRID connectivity decision sheet

Annexe 6: Indoor measurements guidelines

Le maître de l'ouvrage autorise l'installateur, TranzCom NV, à effectuer toutes les tâches administratives avec NV A.S.T.R.I.D. représenter

Fait à , en date du , en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu son exemplaire original signé_

Pour A.S.T.R.I.D., Pour le propriétaire des constructions et infrastructures,

Salvator VELLA
Directeur général

Annick PETIT
Secrétaire Communal ff

Vincent DE WOLF
Bourgmestre

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION RELATIVE A LA COUVERTURE A L'INTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET INFRASTRUCTURES

Entre d'une part :

La société anonyme de droit public A.S.T.R.I.D.,
dont le siège social est sis 54 Boulevard du Régent à 1000 Bruxelles, portant le numéro d'entreprise TVA BE0263.893.151, RPM Bruxelles, ici représentée par Monsieur Salvator VELLA, directeur général, ci-après dénommée « **A.S.T.R.I.D.** » ;

et d'autre part :

Le propriétaire des constructions et infrastructures, Administration communale d'Etterbeek, portant le numéro d'entreprise 0207.365.610, sis avenue d'Auderghem 113/117 à 1040 Etterbeek , ici représentée en droit par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire Communal If., ci-après dénommé « **propriétaire des constructions et infrastructures** ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La convention conclue entre le propriétaire des constructions et infrastructures et A.S.T.R.I.D. le (date) relative à la couverture à l'intérieur des constructions et infrastructures est applicable au présent avenant pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions ci-après.

Article 2 : Frais non récurrents

Etant donné que le propriétaire des constructions et infrastructures fait partie des clients de 1^{ère} catégorie conformément au contrat de gestion entre l'Etat belge et la S.A ASTRID, les indemnités non récurrentes mentionnées à l'article 10, 1a, 2a et 2b sont supprimées. L'indemnité sous 1b reste cependant d'application.

Article 3

Le présent avenant fait partie intégrante de la convention.

Toutes les dispositions, clauses et conditions de la convention initiale restent d'application.

Fait à , en date du en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu son exemplaire original signé.

Pour A.S.T.R.I.D., Pour le propriétaire des constructions et infrastructures,

Salvator VELLA
Directeur général

Annick PETIT
Secrétaire Communal ff.

Vincent DE WOLF
Bourgmestre

Astrid Overeenkomst met betrekking tot indoordekking in gebouwen en infrastructuurwerken.

De Gemeenteraad,

Gelet op de bouw van het nieuwe administratief centrum ;

Gelet op de verplichting om het het gebouw uit te rusten met een ASTRID repeater voor de hulp en politiediensten rekening houdend met de afmetingen;

Overwegende dat die de verplichting wordt herhaald in de voorwaarden voor de uitreiking van de stedenbouwkundige vergunning;

BESLUIT om de gemeenteraad de overeenkomst tussen het Gemeentebestuur en ASTRID te laten goedkeuren.

ASTRID OVEREENKOMST MET BETREKKING TOT INDOORDEKKING IN GEBOUWEN EN INFRASTRUCTUURWERKEN

tussen enerzijds:

De naamloze vennootschap van publiek recht A.S.T.R.I.D.,
met maatschappelijke zetel aan de Regentlaan 54 te 1000 Brussel, met het ondernemingsnummer BTW BE0263.893.151, RPR Brussel,
hier vertegenwoordigd door de heer Salvator VELLA, directeur-generaal, hierna "A.S.T.R.I.D." genoemd;

en anderzijds:

De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken, Gemeente Bestuur Etterbeek,
met het ondernemingsnummer 0207.365.610, gevestigd Oudergemlaan 113/117 te Etterbeek ,
hier in rechte vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en Annick PETIT, Gemeentesecretaris ,
hierna "de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken" genoemd,

wordt vooraf het volgende uiteengezet:

Gezien het onroerend goed gelegen Kazernenlaan 31 te Etterbeek;
Gelet op het koninklijk besluit van 25 juli 2008 tot vaststelling van de nadere regels voor de samenstelling en de werking van de ASTRID-veiligheidscommissie en tot precisering van de opdrachten daarvan;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 2013 houdende de vaststelling van de criteria ter bepaling van de bouw- en infrastructuurwerken waarin ASTRID-radiodekking moet worden voorzien;
Gelet op de beslissing van de ASTRID veiligheidscommissie met nummer , die op .../.../.... per aangetekende brief aan de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken werd bezorgd en die de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verplicht tot het op zijn kosten installeren en onderhouden van uitrustingen, met name radiostations in de zin van artikel 2, 38°, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, voor het tot stand brengen van TETRA radiodekking ten behoeve van het ASTRID-netwerk voor de elektronische communicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten,
Gelet op de vraag van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken, al dan niet opgelegd door een derde, tot het op zijn kosten installeren en onderhouden van uitrustingen, met name radiostations in de zin van artikel 2, 38°, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, voor het tot stand brengen van TETRA-radiodekking ten behoeve van het ASTRID-netwerk voor de elektronische communicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten,

Wordt het volgende overeengekomen: •

DEEL 1 - VOORWERP EN DEFINITIES

Artikel 1: Voorwerp

1. Het voorwerp van de voorliggende overeenkomst bestaat erin elke eigenaar van de bouw en infrastructuurwerken die A.S.T.R.I.D.-radiodekking voorziet in een gebouw of infrastructuur technische ondersteuning te verlenen, en de controle van de RF Design en van de installatie te verzekeren, om ervoor te zorgen dat er zich geen storingen voordoen op het ASTRID-netwerk.
2. Deze overeenkomst regelt de rechten en verplichtingen van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken en van A.S.T.R.I.D. met betrekking tot het voorwerp beschreven in artikel 1.1.
3. Alle studies, werken, installaties, onderhoudsactiviteiten, evolutieve aanpassingen, enz. die in de voorliggende overeenkomst worden beschreven, zijn volledig ten laste van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken en gebeuren uitsluitend onder zijn verantwoordelijkheid.
4. De rol van A.S.T.R.I.D. blijft strikt beperkt tot het verstrekken van de technische minimumspecificaties, tot conformiteitscontroles en, enkel in het geval dat er een of meer basisstations bij betrokken zijn, lot het leveren van de transmissieverbindingen van de basisstations met het netwerk en de monitoring en het onderhoud van deze verbindingen.

Artikel 2: Definities

De definities van de belangrijkste termen krachtens de voorliggende overeenkomst zijn opgenomen in bijlage 1.

DEEL II - FASES VAN HET PROCES

Artikel 3: Overzicht van de fases

Voor een goed begrip van de context van de voorliggende overeenkomst worden de verschillende fases van het proces hieronder kort beschreven.

Fase 1: RF Design

Op basis van de door A.S.T.R.I.D. verstrekte technische voorschriften stelt de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken een RF Design op. A.S.T.R.I.D. controleert de conformiteit van de RF Design met de technische voorschriften en bezorgt aan de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken een conformiteitsverslag en een prijsofferte voor de eventuele transmissieverbindingen.

Fase 2: Werken en installatie

De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken voert de nodige werken uit in overeenstemming met de goedgekeurde design. ASTR.I.D. levert de eventuele transmissieverbindingen.

Fase 3: inbedrijfstelling

De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken gaat in aanwezigheid van A.S.T.R.I.D. over tot de oplevering van de verwezenlijkte installatie. Indien de installatie conform is, verleent A.S.T.R.I.D. een toelating tot inbedrijfstelling.

Fase 4: Operationele werking

De installatie wordt in bedrijf gesteld. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken is verantwoordelijk voor de goede werking van de installatie en neemt de nodige maatregelen voor het onderhouden van de repeaters.

Artikel 4: Fase 1 - RF design

1. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verklaart de technische voorschriften "Generic Technical Requirements for Confined Area Coverage" (zie bijlage 2) te hebben ontvangen, evenals alle documenten, formulieren en technische gegevens die door A.S.T.R.I.D. wat haar

- TETRA-netwerk betreft noodzakelijk worden bevonden met het oog op het installeren en onderhouden van de radiofonie-uitrusting voor de ASTRID radiodekking.
2. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verbindt zich tot het uitvoeren van een "RF design" met behulp van het hiertoe voorziene typeformulier "RF design" (zie bijlage 3) en bezorgt dit aan A.S.T.R.I.D.
 3. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken is vrij in zijn keuze van de installateur(s) die zal/zullen worden belast met het opstellen van de RF design. A.S.T.R.I.D. zal geen medewerking verlenen aan enige procedure voor overheidsopdrachten of voor evaluatie van prijsoffertes van installateurs.
 4. Indien in de voorgestelde design het installeren van een basisstation (TBS) wordt voorzien:
 - a. verbindt de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken zich tot het bestellen, installeren en in bedrijf stellen van minstens 2 TTRX per basisstation en dit met het oog op de functionaliteit en de redundantie. Hierbij dient ook het volgende te worden opgemerkt:
 - (i) een NetAct™ licentie is verplicht voor elke te installeren TTRX;
 - (ii) het installeren van de "TBS Remote SW download" software is eveneens verplicht voor elk basisstation.
 - (iii) De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken controleert best bij ASTRID welke TBS er moet besteld worden.
 - (iv) De transmissielijnen zijn reeds IP, maar de TBS en het netwerk zullen in 2016 gemigreerd worden. Dit houdt in dat er voor elke nieuwe TBS een Ipasso400 en een LoopTelecom moeten besteld worden. Deze laatste zal verwijderd worden eens het netwerk volledig IP is. De bestelling van deze extra apparatuur wordt door A.S.T.R.I.D. gedaan en maakt deel uit van de offerte voor de transmissieverbinding.
 - b. verstrekt de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken de nodige informatie voor het uitvoeren van een site survey met het oog op het verwezenlijken van de transmissieverbinding tussen het TBS en de DXT. Deze informatie is:
 - (i) een plan van het gebouw of van de infrastructuur met aanduiding van de voor het TBS voorziene plaats.
 - (ii) een plan van het gebouw of van de infrastructuur met aanduiding van de kasten voor aansluiting op het netwerk van Belgacom.
 - (iii) alle andere aanvullende informatie die de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken nuttig acht voor het verwezenlijken van de transmissieverbinding.
 - c. De volledige procedure voor het bekomen van de transmissieverbinding tussen TBS en DXT wordt beschreven in bijlage 5. Enkele belangrijke stappen:
 - (i) A.S.T.R.I.D. organiseert een site survey voor de transmissieverbinding binnen de 4 weken na ontvangst van de bovenvermelde informatie. Indien uit deze site survey blijkt dat een verbinding via optische vezel noodzakelijk is, zal een tweede, specifieke site survey moeten worden georganiseerd binnen de 2 weken.
 - (ii) A.S.T.R.I.D. bezorgt binnen de 3 weken na de laatste site survey aan de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken een offerte met de kosten voor het verwezenlijken van de transmissieverbinding.
 - d. Indien de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken, op basis van de door A.S.T.R.I.D. opgestelde offerte, besluit zijn design aan te passen en te opteren voor een design met minder TBS'en, zal hij echter de kosten dienen te betalen die gepaard gaan met het organiseren van de site surveys (zie artikel 10), met dien verstande dat deze kosten niet verschuldigd zijn indien de offerte aanvaard wordt en de voorgestelde oplossing verwezenlijkt wordt.

- e. ondertekent de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken de offerte voor de transmissie voor akkoord en bezorgt hij deze samen met een afgewerkte versie van de RF Design.
5. De RF design zal gecontroleerd worden op zijn conformiteit met de technische voorschriften van A.S.T.R.I.D. Op basis van deze controle zal een conformiteitsverslag worden opgesteld en binnen 4 weken na ontvangst van de RF Design aan de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken worden bezorgd. Het conformiteitsverslag zal desgevallend vergezeld gaan van het ontwerp dat A.S.T.R.I.D. voorstelt voor de transmissieverbinding.
6. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken zal de fase 2 "Werken & installatie" slechts mogen beginnen nadat hij van A.S.T.R.I.D. schriftelijk een conformiteitsverslag van de RF design heeft ontvangen.

Artikel 5: Fase 2 - Werken en installatie

1. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verbindt zich tot het naleven van alle wettelijke en reglementaire vereisten inzake straling. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken stelt een technisch dossier samen volgens de instructies van de bevoegde regelgevende instantie om de noodzakelijke attesten van de bevoegde regelgevende instantie en van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu te verkrijgen.
2. In geval van installatie van een basisstation (TBS) coördineert A.S.T.R.I.D. de installatiewerken die noodzakelijk zijn voor het opzetten van de transmissieverbinding tussen het TBS en de DXT. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken moet rekening houden met een termijn van minstens 7 weken tussen het bestellen van de verbinding en de terbeschikkingstelling ervan. De leveringstermijn kan oplopen tot 6 maanden indien de lijn via liber wordt afgeleverd. In de loop van deze termijn zal A.S.T.R.I.D. de exacte configuratie, de nodige documenten voor het integreren van de verbinding en de leveringsdatum bezorgen.
3. Indien tijdens de fase "Werken & installatie" aanpassingen van de RF design noodzakelijk zouden blijken te zijn, moet de conformiteit van de aangepaste RF design opnieuw worden gecontroleerd (Artikel 4).
4. Op het einde van de fase "Werken & installatie" en indien hij dit noodzakelijk acht, kan de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken de radiodekking controleren via zijn installateur met behulp van een signaalgenerator die een TETRA radiosignaal simuleert. Voor deze controle zullen er geen basisstations of hertransmissieapparatuur in bedrijf mogen worden gesteld.

Artikel 6: Fase 3 - Inbedrijfstelling

1. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verbindt zich, via zijn installateur, tot het overgaan tot de oplevering in situ, de inbedrijfstelling en de integratie van het basisstation en/of van de hertransmissie-apparatuur in het ASTRID-netwerk volgens de geldende technische voorschriften. Tijdens deze fase blijft de rol van A.S.T.R.I.D. beperkt tot controle en assistentie bij de opleveringsverrichtingen. Alle meet- en controleapparaten die noodzakelijk zijn bij de oplevering, de inbedrijfstelling en de integratie van de apparatuur moeten door de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken worden voorzien.
2. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verwittigt A.S.T.R.I.D. minstens 2 weken vóór de oplevering in situ.
3. De controleverrichtingen zullen worden uitgevoerd ten opzichte van de goedgekeurde design. Een verslag van toelating of weigering van inbedrijfstelling van de installatie zal schriftelijk binnen de 2 weken na de oplevering in situ aan de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken worden bezorgd.
4. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verbindt zich tot het uitvoeren van de QoS

metingen (RSSI, BER, interferentie, HO,) om na te gaan of de geleverde radiodekking in overeenstemming is met de dekking die wordt gevraagd door de veiligheidscommissie. Een kopie van het verslag van de QoS metingen zal aan A.S.T.R.I.D. worden bezorgd voor analyse. A.S.T.R.I.D. zal dan zelf dit verslag ter informatie aan de veiligheidscommissie bezorgen. Bijlage 6 bevat richtlijnen voor de metingen.

Artikel 7: Fase 4 - Operationele werking

1. Indien de installatie een of meer TBS'en omvat, zal A.S.T.R.I.D. 24u op 24, 7 dagen op 7 de monitoring vanop afstand verzekeren van de alarmen die afkomstig zijn van de TBS'en van de radiofonie-uitrusting, en de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken of zijn vertegenwoordiger op de hoogte stellen, in overeenstemming met de informatieprocedure (zie bijlage 4), van elk gedetecteerd defect dat een interventie vereist.
2. Het staat de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken vrij om al dan niet in monitoring te voorzien voor de repeaters in zijn installatie. A.S.T.R.I.D. zal niet automatisch de monitoring van deze apparatuur verzekeren, maar behoudt zich echter wel het recht voor een monitoring van de geïnstalleerde repeaters op te zetten, zonder meerkosten voor de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken. Deze repeaters dienen bijgevolg compatibel te zijn met het monitoringsysteem van A.S.T.R.I.D. (zie Bijlage 2, appendix 1).
3. **Optioneel** - Op aanvraag van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken kan A.S.T.R.I.D. 24u op 24, 7 dagen op 7 de monitoring vanop afstand verzekeren van de alarmen die afkomstig zijn van de repeaters van de radiofonie-uitrusting, en de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken of zijn vertegenwoordiger op de hoogte stellen, in overeenstemming met de informatieprocedure (zie bijlage 4), van elk gedetecteerd defect dat een interventie vereist. Hel betreft hier een optie tegen betaling (zie Artikel 11, punt 5).
4. Indien er om operationele redenen die worden ingeroepen door de hulp- en veiligheidsdiensten of door de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken aanpassingen van het ontwerp van de radiofonie-uitrusting met betrekking tot de volgende punten:
 - a. hardware- of softwareaanpassingen (versterking, verzwakking, aantal apparaten,...) met betrekking tot de repeaters en/of het basisstation;
 - b. RF aanpassingen (keuze van de donorsite, aantal doorgestuurde kanalen ...); noodzakelijk zouden blijken te zijn, verbindt de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken zich ertoe deze aanpassingen ter goedkeuring voor te leggen aan A.S.T.R.I.D. in de vorm van een RF design met vermelding van de nodige aanpassingen, en dit v66r de uitvoering van deze aanpassingen. Na de uitvoering van deze aanpassingen is een controle in situ door A.S.T.R.I.D. eveneens verplicht. Hel hele proces zoals beschreven in de artikelen 4 tot 6 moet dan opnieuw worden gevolgd.

Artikel 8: Onderhoud van de repeaters en TBS'en

1. Wat de repeaters betreft:
 - a. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken is als enige verantwoordelijk voor het onderhoud van de repeaters.
 - b. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken dient A.S.T.R.I.D. eenmaal per jaar een verslag te bezorgen waaruit blijkt dat een preventieve onderhoudsbeurt werd uitgevoerd op de hertransmissie-apparatuur. Dit verslag moet de meetresultaten bevatten (zie bijlage 5) en zal A.S.T.R.I.D. in staat stellen om na te gaan of de installatie nog steeds overeenstemt, zowel wat de hardware als wat de software betreft, met de installatie waarvoor een toelating tot inbedrijfstelling werd verleend.
 - c. A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken onverwijld op

de hoogte te brengen van elke aanpassing van haar netwerk die gevolgen zou kunnen hebben voor de opgezette configuratie (voorbeelden: toevoeging van een TTRX op het donor-TBS, verandering van frequentie, enz.). In overeenstemming met artikel 1.3 zullen de installatieaanpassingen die voortvloeien uit dergelijke wijzigingen volledig ten laste van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken zijn.

2. Wat de basisstations (TBS) betreft:

- a. Om technische, veiligheids- en bewakingsredenen moet het onderhoud van de door de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken geïnstalleerde TBS'en worden uitgevoerd door de dienstverlener waarop A.S.T.R.I.D. een beroep doet voor het onderhoud van haar netwerk. Louter voor wat hun onderhoud betreft, worden deze TBS'en daarom beschouwd als integraal deel uitmakend van het ASTRID-netwerk, waarbij A.S.T.R.I.D. als tussenpersoon optreedt tussen de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken en vermelde dienstverlener voor een goed verloop van dit onderhoud en de afrekening ervan (zie art. 11.4), onverminderd iedere verantwoordelijkheid die op de eigenaar van de site of van de TBS'en rust.
- b. De werkzaamheden voor het onderhoud van de TBS door de dienstverlener van A.S.T.R.I.D. zijn in bijlage 4 van de voorliggende overeenkomst beschreven. De dienstverlener van A.S.T.R.I.D. zorgt voor preventief onderhoud, voor correctief onderhoud (met inbegrip van het beheer van de reserveonderdelen en de reparatie van de apparatuur) en voor evolutief onderhoud zodanig dat de configuratie van de TBS'en afgestemd blijft op deze van het hele ASTRID-netwerk.
- c. De toevoeging van een of meer TTRX'en om te beantwoorden aan de vereiste capaciteit valt niet onder het evolutief onderhoud.
 - (i) In voorkomend geval zal A.S.T.R.I.D. de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken op de hoogte brengen van het feit dat er capaciteit moet worden toegevoegd.
 - (ii) De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken zal dan, op zijn eigen kosten en in coördinatie met A.S.T.R.I.D., alle nodige maatregelen moeten nemen opdat de capaciteit binnen een periode van hoogstens 6 (zes) maanden volgend op de kennisgeving door A.S.T.R.I.D. zou worden aangepast.
 - (iii) Hierbij dient aangestipt dat per toegevoegde TTRX een NetACT™ licentie verplicht is.
- d. De aanpassingen en/of de vervanging van de apparatuur voortvloeiend uit de evolutie naar een nieuwe technologie of een verandering van technologie met betrekking tot de transmissieverbinding (IP-technologie, enz....) maken evenmin deel uit van het evolutief onderhoud. De volgende evolutie zal de overgang van de TBS naar IP zijn, deze zal starten in 2016.
 - (i) De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken zal de nodige maatregelen dienen te nemen en moet de kosten dragen die gepaard gaan met deze aanpassingen en/of vervangingen van de apparatuur.
 - (ii) A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken minstens 6 (zes) maanden vóór de effectieve wijziging in kennis te stellen van dergelijke veranderingen.
 - (iii) Bij de verandering van het netwerk naar IP zal er voor elk TBS een IP SEC licentie en/of een firewall moeten voorzien worden door de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken.
- e. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verbindt zich tot de levering van een volledige en gedetailleerde As-built van de installatie en ook een duidelijke toegangsprocedure tot de basisstations.

Artikel 9: Verplaatsing van de installaties en van de apparatuur

1. Indien de installaties, de repeaters en/of het basisstation wegens verbouwingen of om enige andere reden zouden moeten worden verplaatst en/of tijdelijk buiten bedrijf gesteld, dient de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken het ASC (ASTRID Service Centre) hiervan minstens 1 (een) maand vóór het begin van de werken schriftelijk op de hoogte te stellen.
2. Elke buitenbedrijfstelling moet tot het strikt noodzakelijke worden beperkt.
3. In geval van definitieve verplaatsing van de apparatuur dient het hele proces zoals beschreven in de artikelen 4 tot en met 6 opnieuw te worden gevolgd, en de As-built en de toegangsprocedure tot de basisstations moeten worden aangepast.
4. In geval van verplaatsing van de installaties op aanvraag van A.S.T.R.I.D. zal deze laatste in overleg met de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken de nodige maatregelen nemen.

DEEL III - FINANCIËEL GEDEELTE

Alle hierna vermelde prijzen betreffen 'referentieprijzen', zoals gedefinieerd in bijlage 1.

Artikel 10: Eenmalige kosten

1. **Fase 1 - RF Design:** A.S.T.R.I.D. heeft recht op een vaste en eenmalige vergoeding door de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken van de kosten voor het controleren van het RF Design, met inbegrip van alle bijbehorende administratiekosten en kosten voor technische ondersteuning.
 - a. Deze vergoeding bedraagt **2.304,43 euro**.
 - b. In voorkomend geval dienen hierbij de kosten te worden opgeteld van de site surveys voor het opzetten van de transmissieverbinding (zie artikel 4.4.c-e:
 - (i) Per site survey transmissie: **300 euro**.
 - (ii) Per site survey optische vezel: **1.000 euro**.
2. **Fase 3 - Toelating tot inbedrijfstelling:** A.S.T.R.I.D. heeft recht op een vaste en eenmalige vergoeding door de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken ter dekking van de kosten voor het controleren van de installatie met het oog op het toekennen van de toelating tot inbedrijfstelling, met inbegrip van alle bijbehorende administratiekosten en kosten voor technische ondersteuning.
 - a. Voor installaties zonder basisstation (TBS) bedraagt deze vergoeding **1.017,40 euro**.
 - b. Voor installaties met een of meer basisstations (TBS) bedraagt deze vergoeding **1.526,78 euro**.
3. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verbindt zich tot het betalen van door A.S.T.R.I.D. gevorderde eenmalige kosten volgens de nadere regels van artikel 13.

Artikel 11: Terugkerende kosten met betrekking tot de basisstations

1. **Fase 4 - Operationele werking:** Enkel voor installaties met een of meer basisstations heeft A.S.T.R.I.D. recht op een jaarlijkse vergoeding door de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken, ter dekking van de jaarlijkse kosten voor de 24uur/24, 7dagen/7 monitoring door A.S.T.R.I.D. van de radiofonie-uitrusting. Deze jaarlijkse vergoeding wordt berekend volgens het aantal geïnstalleerde apparaten en bedraagt 473,42 euro per basisstation.
2. A.S.T.R.I.D. heeft recht op vergoeding door de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken van de terugkerende kosten die verband houden met de transmissieverbindingen tussen de basisstations en de DXT.

- a. Het bedrag van deze kosten is niet vooraf bekend en is afhankelijk van de toegepaste technische oplossing. Toch is het belangrijk op te merken dat deze kosten door een overheidsopdracht met mededinging bepaald waren. Zoals wettelijk vereist was deze overheidsopdracht alsdan toegewezen aan de inschrijver met het economisch beste aanbod en na een grondige controle van de door de inschrijvers geboden prijzen.
- b. Het bedrag van deze kosten wordt aan de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken meegegeedeld tijdens fase 1, in overeenstemming met artikel 4.4 van de voorliggende overeenkomst.
3. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verbindt zich tot het betalen van deze door A.S.T.R.I.D. gevorderde jaarlijkse vergoeding volgens de nadere regels van artikel 13.
4. Hierbij dient ook te worden opgemerkt dat A.S.T.R.I.D. recht heeft op een jaarlijkse vergoeding door de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken voor het onderhoud van de basisstations door de dienstverlener die instaat voor het onderhoud van het ASTRID-netwerk (zie artikel 8.2 en bijlage 4).

Deze jaarlijkse vergoeding voor het onderhoud van de basisstations zal dezelfde zijn als de jaarlijkse vergoeding die A.S.T.R.I.D. voor het onderhoud van haar basisstations aan haar leverancier betaalt ingevolge een eerder door A.S.T.R.I.D. toegewezen overheidsopdracht en bedraagt momenteel **4.142,88 EUR per basisstation**. De jaarlijkse vergoeding voor het onderhoud van de basisstations kan tijdens de duur van de voorliggende overeenkomst veranderen, vermits de vermelde overheidsopdracht 'maintenance' gesloten werd voor een bepaalde duur. Bij het einde van deze overheidsopdracht zal A.S.T.R.I.D. een nieuwe overheidsopdracht met mededinging moeten uitschrijven. Zoals wettelijk vereist zal deze overheidsopdracht alsdan toegewezen moeten worden aan de inschrijver met het economisch beste aanbod en na een grondige controle van de door de inschrijvers geboden prijzen. A.S.T.R.I.D. verbindt er zich toe om van zodra deze nieuwe overheidsopdracht wordt toegewezen aan de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken de identiteit van haar nieuwe leverancier mee te delen, evenals het nieuwe bedrag van de jaarlijkse vergoeding voor onderhoud van de basisstations en de eventuele aanpassing van bijlage 4 van de voorliggende overeenkomst. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken behoudt het recht niet akkoord te gaan met deze aanpassingen. In geval van niet akkoord van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken zal deze A.S.T.R.I.D. bij aangetekend schrijven hiervan dienen te verwittigen binnen de 30 dagen en de voorliggende overeenkomst zal beëindigd worden overeenkomstig art. 17.3.

5. **Optioneel** - Op aanvraag van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken kan A.S.T.R.I.D. ook een 24uur/24, 7dagen/7 monitoring vanop afstand van de repeater uitrustingen aanbieden. In dit geval heeft A.S.T.R.I.D. recht op een jaarlijkse vergoeding die wordt berekend volgens het aantal geïnstalleerde apparaten en bedraagt **293,40 euro per repeater**.

Artikel 12: Kosten van rechtstreekse interventies van A.S.T.R.I.D.

1. De kosten van rechtstreekse interventies van A.S.T.R.I.D. die worden verricht op uitdrukkelijk verzoek van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken en die noodzakelijk worden gemaakt door de installaties die het voorwerp vormen van de voorliggende overeenkomst, zullen worden gefactureerd tegen een tarief van 292,04 euro per begonnen halve dag.
2. Voor de reiskosten wordt een forfait van 60 euro aangerekend.

Artikel 13: Nadere regels voor betaling - Indexering

1. Alle vermelde prijzen zijn exclusief BTW (21%).
2. De betaling van gevorderde eenmalige kosten waarvan sprake is in artikel 10 zal als volgt

gebeuren:

- a. de kosten met betrekking tot fase 1 zullen worden gefactureerd na het versturen van het conformiteitsverslag van de RF design door A.S.T.R.I.D.
 - b. de kosten met betrekking tot fase 3 zullen worden gefactureerd na het versturen van de toelating tot inbedrijfstelling door A.S.T.R.I.D.
3. De betaling van de gevorderde terugkerende kosten waarvan sprake is in artikel 11 zal als volgt gebeuren:
- a. de kosten met betrekking tot fase 4 zullen jaarlijks in januari worden gefactureerd voor het lopende jaar. De eerste verklaring van schuldvordering zal echter uitzonderlijk worden verstuurd na het versturen van de toelating tot inbedrijfstelling en zal worden berekend pro rata van de resterende kalenderdagen van het jaar vanaf deze datum.
 - b. de kosten van de transmissieverbindingen zullen eveneens jaarlijks in januari worden gefactureerd door A.S.T.R.I.D..
 - c. de gevorderde vergoeding voor onderhoud van de basisstations door de leverancier van A.S.T.R.I.D. zal jaarlijks worden gefactureerd.
4. Tenzij anders aangegeven zijn alle facturen betaalbaar binnen dertig kalenderdagen op rekeningnummer 091-0121439-24 van de N.V./S.A. A.S.T.R.I.D., Regentlaan 54 te 1000 Brussel met als mededeling "Besloten ruimte" + het referentienummer van de voorliggende overeenkomst.
5. De vergoeding voor de kosten waarvan sprake is in de artikelen 11 en 12, met uitzondering van de onderhoudskosten waarvan de indexeringsindex wordt geregeld door het onderhoudscontract, wordt jaarlijks aangepast op 1 januari, volgens de regels en de indexeringsformule bepaald bij artikel 1728bis van het Burgerlijk Wetboek:

$P_n = P_o (I_i)$

P_n = aangepast bedrag.

P_o = basisbedrag vermeld in de voorliggende overeenkomst

l = gezondheidsindex (basisjaar 2004) van de maand oktober voorafgaand aan de aanpassing

i = gezondheidsindex (basisjaar 2004) van december 2013, zijnde 120,06.

6. In geval van niet-betaling van de facturen op hun vervaldag zal van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling een verwijlinterest berekend tegen de wettelijke interestvoet, vermeerderd met 2%, verschuldigd zijn op het uitstaande bedrag, vanaf de vervaldag van de facturen tot de dag van de betaling van de facturen.
7. In geval van niet-betaling van de facturen op hun vervaldag behoudt A.S.T.R.I.D. zich het recht voor het contract op te zeggen volgens de procedure die is voorzien in artikel 17.2.

DEEL IV: ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 14: Aansprakelijkheid

1. De controle door A.S.T.R.I.D. van de RF design en van de radiofonie-uitrusting houdt geen enkele verantwoordelijkheid van A.S.T.R.I.D. in voor enige resultaatsverbintenis inzake radiodekking of kwaliteit van de communicatie in het onroerend goed waarvan sprake is in de voorliggende overeenkomst.
2. In geen geval kan A.S.T.R.I.D. aansprakelijk gesteld worden voor een gebrekkige of niet gerealiseerde dekking, noch voor enige rechtstreekse of onrechtstreekse schade die hieruit voortvloeit, tenzij indien rechtstreeks te wijten aan een zware fout vanwege A.S.T.R.I.D. A.S.T.R.I.D. kan evenmin aansprakelijk gesteld worden voor schadelijke storingen die toe te

schrijven zijn aan de radiofonie-uitrusting waarvan sprake in de voorliggende overeenkomst. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken zal A.S.T.R.I.D. vrijwaren tegen en schadeloosstellen voor elke vordering, klacht, veroordeling, schade of kosten, die hieruit zouden voortvloeien.

3. De resultaatsverbintenis die bestemd is voor het waarborgen van de ASTRID TETRA radiodekking in het onroerend goed blijft bij de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken berusten. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken erkent dat elke beëindiging van deze overeenkomst, al dan niet voortijdig, deze resultaatsverbintenis in het gedrang brengt. Hij is en blijft hiervoor de enige verantwoordelijke.
4. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken is zowel ten overstaan van derden als ten overstaan van A.S.T.R.I.D. aansprakelijk voor alle schadelijke storingen, schade, nadelen of ongevallen die het rechtstreekse of onrechtstreekse gevolg kunnen zijn van zijn personeel of van het personeel van een onderneming die werken uitvoert voor zijn rekening, van de staat van de site of van de er aanwezige installaties in zijn beheer of eigendom, of van de aanwezigheid of werking van zijn installaties gedurende de hele looptijd van de overeenkomst. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken zal A.S.T.R.I.D. vrijwaren tegen en schadeloosstellen voor elke vordering, klacht, veroordeling, schade of kosten, die hieruit zouden voortvloeien.
5. Om de hierboven beschreven risico's te vermijden, wordt de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken ten stelligste aangeraden zijn huidige verzekeringspolis up-to-date te laten brengen of bij een erkende instelling een verzekeringspolis voor materiële, immateriële en lichamelijke letsels aan te gaan die zijn burgerlijke aansprakelijkheid dekt.
6. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken moet in zijn brandverzekeringspolis een a/stand van verhaal opnemen ten overstaan van A.S.T.R.I.D. Hij moet zo snel mogelijk een attest van deze verzekering voorleggen aan A.S.T.R.I.D.

Artikel 15: Vertrouwelijkheid

1. Gelet op de aard van het geëxploiteerde radiocommunicatienetwerk en de aard van zijn gebruikers, wordt alle informatie met betrekking tot de ASTRID-systemen (radionetwerk en andere) en/of die het voorwerp vormt van de voorliggende overeenkomst als strikt vertrouwelijk beschouwd. De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken verbindt zich ertoe deze informatie enkel aan derden mee te delen met de schriftelijke en voorafgaande toestemming van A.S.T.R.I.D.
2. Anderzijds verbindt A.S.T.R.I.D. zich ertoe alle informatie en documenten betreffende de installaties die aan de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken toebehoren, als strikt vertrouwelijk te beschouwen en deze informatie dus enkel mee te delen aan derden met de schriftelijke toestemming van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken of van zijn vertegenwoordiger.

Artikel 16: Duur van de overeenkomst

De overeenkomst wordt aangegaan voor een periode van 5 jaar vanaf de datum van ondertekening van de overeenkomst. Ze wordt jaarlijks stilzwijgend verlengd behoudens opzegging bij aangetekende brie/ door een van beide partijen 3 (drie) maanden vóór het einde van de beschouwde periode.

Artikel 17: Einde van de overeenkomst - Beëindiging

1. Vroegtijdige beëindiging:
 - a. In afwijking van artikel 16 van de voorliggende overeenkomst kan een van beide partijen de vroegtijdige beëindiging van de overeenkomst vragen mits kennisgeving aan de andere partij van

- een opzegging bij aangetekende brief van 6 (zes) maanden.
- b. In geval van vroegtijdige beëindiging van deze overeenkomst vóór de controle van de radiofonie-uitrusting, zullen de eenmalige kosten van de betreffende fase aan de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken worden gefactureerd volgens de tarieven beschreven in artikel 10.
2. Ontbinding wegens foutieve niet-nakoming:
- a. Elk van beide partijen kan de ontbinding van de voorliggende overeenkomst vragen indien de andere partij nalaat de plichten na te komen die haar worden opgelegd door de voorliggende overeenkomst.
 - b. De ontbinding kan enkel gevraagd worden indien de in gebreke blijvende partij per aangetekende brief in gebreke werd gesteld voor de niet-uitvoering van een verplichting en indien ze deze verbintenis niet is nagekomen binnen een termijn van 60 (zestig) kalenderdagen vanaf de ingebrekestelling.
 - c. Gerechtelijke vervolging en een officiële klacht bij de bevoegde regelgevende instantie zullen zo nodig ook door A.S.T.R.I.D. kunnen worden overwogen tegen de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken.
 - d. In geval van detectie van schadelijke storingen die toe te schrijven zijn aan de radiofonie-uitrusting waarvan sprake in de voorliggende overeenkomst en die de elektronische radiocommunicatiedienst die toebehoort aan A.S.T.R.I.D. in het gedrang brengt, ernstig doet achteruitgaan, hindert of herhaaldelijk onderbreekt, verbindt de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken zich ertoe deze schadelijke storingen op zijn eigen kosten en zo snel mogelijk op te lossen. Een tijdelijke uitschakeling van de installatie zou door A.S.T.R.I.D. kunnen worden opgelegd in afwachting van het oplossen van deze problemen. Indien de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken niets onderneemt om hieraan te verhelpen, zal A.S.T.R.I.D. van rechtswege overgaan tot de onmiddellijke ontbinding wegens foutieve niet-nakoming van de voorliggende overeenkomst via een gewone aangetekende brief met alle strafrechtelijke en gerechtelijke gevolgen die dit zou kunnen inhouden voor de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken.
3. Gevolg van de beëindiging:
- a. In geval van beëindiging van de overeenkomst op eender welke wijze zal A.S.T.R.I.D. van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken de afkoppeling van de radiofonie-uitrustingen op kosten van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken eisen. De veiligheidscommissie zal hiervan op de hoogte worden gebracht.
 - b. Alle betalingen die in het kader van de voorliggende overeenkomst bij voorbaat werden uitgevoerd, blijven verworven ten gunste van A.S.T.R.I.D. op de datum van de beëindiging van de overeenkomst.

Artikel 18: Vrijwaringsclausule

De overeenkomst werd opgesteld met inachtneming van de technologische, technische, institutionele, wettelijke en administratieve omstandigheden op de datum van haar inwerkingtreding. In geval van verandering van deze omstandigheden behouden de partijen zich in gemeenschappelijk overleg het recht voor de overeenkomst via bijvoegsel aan te passen aan de nieuwe omstandigheden.

Artikel 19: Overdracht

De overeenkomst is uitvoerbaar door de rechtsopvolgers van de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken.

Indien de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken de rechten en/of plichten waarover hij beschikt in toepassing van de voorliggende overeenkomst geheel of gedeeltelijk overdraagt, zal een dergelijke

overdracht onderworpen zijn aan de bepalingen van de voorliggende overeenkomst en zullen alle krachtens deze overeenkomst toegewezen rechten en plichten moeten worden nageleefd.

Bovendien moet de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken A.S.T.R.I.D. op de hoogte stellen van deze overdracht. Zo niet blijft hij hoofdelijk borg staan voor de uitvoering van de overeenkomst.

Artikel 20: Belastingen

Voor zover ze verschuldigd zijn wegens de exploitatie van de basisstations, van de hertransmissie-apparatuur en van de radiofonie-uitrusting, zijn alle retributies, heffingen en belastingen van welke aard ook zonder uitzondering ten laste van de eigenaar van de bouw en infrastructuurwerken.

Artikel 21: Nietigheid

Indien een bepaling van de voorliggende overeenkomst om welke reden dan ook nietig zou worden verklaard, behouden de andere bepalingen al hun kracht en draagwijdte. De nietig verklaarde bepaling zal zo nodig in gemeenschappelijk overleg tussen de partijen worden vervangen door een bepaling die aan hetzelfde doel beantwoordt.

Artikel 22: Keuze van domicilie

Voor de noden van de voorliggende overeenkomst,

- kiest A.S.T.R.I.D. woonplaats te

A.S.T.R.I.D. NV/SA

Regentlaan 54 Boulevard du Régent 54

1000 Brussel/Bruxelles

- kiest de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken woonplaats op het adres zoals vermeld bovenaan de voorliggende overeenkomst.

Artikel 23: Communicatie

Alle communicatie tussen de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken en A.S.T.R.I.D. zal verlopen via het ASTRID Contact Centre (ASC). Het ASC is te bereiken per telefoon op het nummer 02/500.67.89 of via e-mail naar info@astrid.be.

Artikel 24: Geschillen

De voorliggende overeenkomst is onderworpen aan het Belgisch recht. Voor eventuele geschillen omtrent het bestaan, de interpretatie of de uitvoering ervan die niet in gemeenschappelijk overleg kunnen worden beslecht, zullen enkel de hoven en rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement van Brussel bevoegd zijn.

Artikel 25: Bijgevoegde documenten

Bijlage 1: Definities

Bijlage 2: Generic Technical Requirements for confined area coverage for the ASTRID network

Bijlage 3: RF design - Confined Area Coverage

Bijlage 4: Onderhoud van de basisstations - beschrijving van de diensten en Informatieprocedure voor het uitvoeren van onderhoudswerkzaamheden

Bijlage 5: ASTRID connectivity decision sheet

Bijlage 6: indoor measurements guidelines

De bouwheer geeft de installateur, TranzCom NV, de toestemming om alle administratieve taken met NV A.S.T.R.I.D. te behartigen

Opgemaakt te , op , in twee exemplaren, waarbij elke partij erkent haar origineel ondertekend exemplaar te hebben ontvangen.

Voor A.S.T.R.I.D.,
Salvator VELLA

Voor de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken,
Annick PETIT

Vincent

BIJAKTE 1 BIJ DE OVEREENKOMST MET BETREKKING TOT INDOORDEKKING IN GEBOUWEN EN INFRASTRUCTUURWERKEN

Tussen enerzijds:

De naamloze vennootschap van publiek recht A.S.T.R.I.D.,
met maatschappelijke zetel aan de Regentlaan 54 te 1000 Brussel, met het ondernemingsnummer BTW BE0263.893.151, RPR Brussel,

hier vertegenwoordigd door de heer Salvator VELLA, directeur-generaal, hierna "**A.S.T.R.I.D.**" genoemd;
en anderzijds:

De eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken, Gemeente Bestuur Etterbeek ,
met het ondernemingsnummer 0207.365.610,

gevestigd Oudergemlaan 113/117 te Etterbeek ,

hier in rechte vertegenwoordigd door de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en Annick PETIT,
Gemeente Secretaris ,

hierna "**de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken**" genoemd,

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1: Voorwerp

De overeenkomst afgesloten tussen de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken en A.S.T.R.I.D. op (datum) met betrekking tot indooordekking in gebouwen en infrastructuurwerken is van toepassing op deze bijakte voor zover er niet wordt van afgeweken door de hiernavolgende bepalingen.

Artikel 2: Eenmalige kosten

Aangezien de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken behoort tot de 1^e categorie klanten overeenkomstig het beheerscontract tussen de Belgische Staal en de NV ASTRID, vallen de eenmalige vergoedingen vermeld onder artikel 10, 1 a, 2a en 2b weg. De vergoeding onder 1b blijft wel van kracht.

Artikel 3

De voorliggende bijakte maakt integraal deel uit van de overeenkomst.

Alle bepalingen, clausules en voorwaarden van de oorspronkelijke overeenkomst blijven van toepassing.

Opgemaakt te , op , in twee exemplaren, waarbij elke partij erkent haar origineel ondertekend exemplaar te hebben ontvangen.

Voor A.S.T.R.I.D., Voor de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken,

Voor A.S.T.R.I.D., Voor de eigenaar van de bouw- en infrastructuurwerken,

Salvator VELLA Annick PETIT

Vincent

DE WOLF

Directeur-generaal

wn Gemeente Secretaris

Burgemeester

2 annexes / 2 bijlagen

CONVENTION ASTRID EN NEERLANDAIS.pdf, CONVENTION ASTRID EN FANCAIS.pdf

Crèches - Crèches

14 Crèche communale « Aimé Dupont » - Nouveau règlement d'ordre intérieur - Adoption

Le conseil communal,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27/02/2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil ;

Considérant que, conformément à l'article 17 de l'arrêté susmentionné, le milieu d'accueil rédige un règlement d'ordre intérieur selon le modèle type recommandé par l'Office, précisant les droits et obligations réciproques des parents et du milieu d'accueil ;

Considérant que la capacité de la crèche communale « Aimé Dupont » a été étendue de 108 à 161 places subventionnées ; qu'il y a lieu de modifier le règlement d'ordre intérieur de ladite crèche ;

Vu les articles 117, 118 et 119 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

D'adopter le nouveau règlement d'ordre intérieur (ainsi que son annexe) de la crèche communale « Aimé Dupont », tel qu'il est repris ci-dessous :

Règlement d'ordre intérieur

Crèche Aimé Dupont

Rue des Champs, 67 – 1040 Etterbeek

Tél. : 02 648 20 55

Adresse mail : crecheaimedupont@gmail.com

Crèche subventionnée par l'O.N.E.

Capacité d'accueil : 161 enfants

Ouverture : du lundi au vendredi de 7h30 à 18h00

Fermetures :

- congés scolaires de décembre (2 semaines)
- congés légaux + ponts
- vacances de printemps (1 semaine)

Pouvoir organisateur : Administration communale d'Etterbeek

Echevin responsable : Monsieur Vincent De Wolf

Direction : Béatrice Van Velthoven - Carine Magérus

Infirmières : Caroline Pochet, Stéphanie Beckers

Assistantes sociales : Olivia Nkiambi Lufiauluisi

Psychopédagogue : Susana De Almeida Marques

Médecin responsable :

Crèche Aimé Dupont

Règlement d'ordre intérieur

I.DISPOSITIONS OBLIGATOIRES

1.Respect du code de qualité

La crèche s'engage à respecter le Code de Qualité tel que défini par l'Arrêté du 17 décembre 2003 du Gouvernement de la Communauté française.

Elle veille notamment à l'égalité des chances pour tous les enfants dans l'accès aux activités proposées et à instituer un service qui réponde à la demande des personnes et aux besoins des enfants.

Elle évite toute forme de comportement discriminatoire basé sur le sexe ou l'origine socio-culturelle à l'encontre des enfants ou des parents.

Elle élabore un projet d'accueil conformément aux dispositions reprises à l'article 20 de l'arrêté précité et en délivre copie aux personnes qui confient l'enfant.

2.Finalité principale

La crèche a pour finalité principale de permettre aux parents de concilier leurs responsabilités professionnelles, à savoir tant le travail, la formation professionnelle que la recherche d'emploi, leurs engagements sociaux et leurs responsabilités parentales.

Elle institue un mode d'accueil qui leur permet de confier l'enfant en toute sérénité et d'être pleinement disponibles, tant psychologiquement que professionnellement, pour leurs occupations, professionnelles ou autres.

3.Finalité spécifique

Le pouvoir organisateur définit les critères de priorité suivants :

- Priorité est donnée au(x) parent(s) domicilié(s) ou résidant à Etterbeek ;
- Priorité est donnée aux membres du personnel.

4.Accessibilité

Conformément aux principes d'égalité et de non-discrimination (art. 10 et 11 de la Constitution) et en tant que milieu d'accueil agréé par un organisme d'intérêt public, l'accessibilité de la crèche est assurée à tous les enfants, quelle que soit l'occupation professionnelle des parents ou leur temps de prestation.

« Les modalités d'inscription ne sont pas applicables aux 4 dernières situations particulières qui demandent une solution rapide. »

Conformément à la réglementation en vigueur, la crèche prévoit de réserver **30%** de sa capacité totale en vue de répondre aux besoins d'accueil résultant de situations particulières :

- accueil d'un enfant ayant un lien de parenté direct (frère-soeur) avec un autre enfant inscrit ;
- accueil d'un enfant dont les parents font face à des problèmes sociaux, psychologiques ou physiques importants ;
- sur proposition d'un service SOS-Enfants ou sur décision judiciaire ;
- enfants confiés en adoption (difficulté vécue par les parents quant à la date d'arrivée de l'enfant) ;
- protection de l'intérêt supérieur de l'enfant.

5.Modalités d'inscription

a)Accueil de l'enfant prévu avant l'âge de ses 6 mois

Inscription

À partir du 3^e mois de grossesse révolu, les parents sollicitent l'inscription de leur enfant, en précisant le temps de l'accueil et la date probable de cet accueil.

Chaque demande d'inscription est transcrite immédiatement dans un registre des inscriptions dans l'ordre chronologique de son introduction.

La crèche délivre une attestation aux parents et les informe des procédures ultérieures.

La crèche ne peut refuser une demande d'inscription pour le motif que le nombre de journées de présence est insuffisant si ce nombre est supérieur ou égal en moyenne mensuelle à 12 présences journalières, complètes ou incomplètes, hors les mois de vacances annoncés par les parents.

La crèche notifie aux parents, endéans le délai maximal d'un mois suivant la demande d'inscription, l'acceptation, la mise en attente de réponse ou le refus motivé de l'inscription.

Toute décision de refus d'inscription est notifiée aux parents sur base d'un formulaire type dont le modèle est fourni par l'ONE et en précisant le motif du refus.

Celui-ci ne peut se justifier que soit par l'absence de place disponible à la date présumée du début de l'accueil, soit par l'incompatibilité de la demande avec le règlement d'ordre intérieur ou le projet d'accueil.

En cas de refus d'une demande d'inscription, la crèche informe les parents des autres milieux d'accueil susceptibles de répondre à leur demande.

Confirmation de l'inscription

Les parents qui n'ont pas reçu de refus d'inscription confirment leur demande dans le mois suivant le 6^e mois révolu de grossesse.

Pour les inscriptions en attente de réponse, la crèche notifie soit l'acceptation, soit le refus motivé ou encore le fait qu'il n'est toujours pas en mesure d'accepter l'inscription et ce, au plus tard dans les 10 jours ouvrables qui suivent la confirmation par les parents.

Les inscriptions acceptées sont transcrites, sous forme d'inscription ferme, dans le registre ad hoc en y mentionnant la date présumée du début de l'accueil.

À ce moment, le milieu d'accueil remet aux parents le règlement d'ordre intérieur ainsi que le projet d'accueil. C'est également à ce moment que la crèche demandera le versement d'une avance forfaitaire destinée à garantir la bonne exécution des obligations parentales.

Inscription définitive

L'inscription devient définitive lorsque les parents ont confirmé la naissance de leur enfant dans le mois de celle-ci et ont versé le montant de l'avance forfaitaire.

b) Particularités pour l'accueil d'un enfant prévu à l'âge de 6 mois ou plus

Inscription

La demande d'inscription ne peut être formulée que dans les 9 mois qui précèdent la date prévue pour l'entrée de l'enfant en milieu d'accueil.

Confirmation de l'inscription

Les parents qui n'ont pas reçu de refus d'inscription confirment leur demande dans le mois à compter de l'échéance d'un délai de trois mois suivant leur demande initiale.

Inscription définitive

Les parents confirment l'entrée de leur enfant en milieu d'accueil, au plus tard deux mois avant celle-ci. Nonobstant ces délais différents, les autres aspects de la procédure d'inscription restent identiques.

6. Avance forfaitaire

Au moment de la confirmation par les parents de la naissance de leur enfant, une avance forfaitaire correspondant à un mois d'accueil et calculée en fonction de la fréquentation demandée par les parents et

de la contribution financière déterminée sur base des revenus du ménage, est réclamée aux parents. L'inscription ferme de l'enfant devient définitive au versement de cette avance forfaitaire. Elle est restituée, endéans un délai d'un mois, à la fin de l'accueil, si toutes les obligations ont été exécutées ou si l'entrée de l'enfant n'a pas pu avoir lieu dans les cas de force majeure suivants :

- santé de l'enfant ou des parents ;
- déménagement des parents ;
- perte d'emploi de l'un des parents.

7. Horaire du milieu d'accueil

La crèche est ouverte de **7h30 à 18h00** du lundi au vendredi.

Les sections ne sont donc pas accessibles avant 7h30.

Périodes de fermeture :

- congés scolaires de décembre (2 semaines)
- congés légaux + ponts
- vacances de printemps (1 semaine)

8. Modalités pratiques de l'accueil

La crèche compte 12 sections de 16 enfants dont l'écart d'âge est inférieur ou égal à 1 trimestre.

a) L'accueil du matin

Les parents doivent **fournir les langes marqués au nom de l'enfant, en quantité suffisante**, faute de quoi, l'équipe de direction pourrait être amenée à refuser l'accueil de l'enfant.

La puéricultrice demande aux parents de changer leur enfant le matin (dans la mesure du possible).

Pour des raisons de sécurité, le port de bijoux et de pinces à cheveux chez l'enfant est interdit, de même que les parents doivent veiller à ce que les aînés ne rentrent pas dans les sections.

b) Reprise de l'enfant le soir

Si l'enfant ne peut être repris le soir par ses parents, seules les personnes mandatées par eux pourront venir le reprendre (les coordonnées de ces personnes sont spécifiées dans le contrat d'accueil). Un document d'identité sera demandé.

Les parents sont tenus de **se présenter à 17h50 au plus tard**, afin de permettre une communication des informations sur le déroulement de la journée dans les meilleures conditions possibles.

En cas de séparation ou divorce, le père ou la mère pourra venir rechercher son enfant à la crèche, sauf si un jugement dispose du contraire.

c) Habillement

Pour permettre aux bébés d'explorer l'espace en toute liberté, les puéricultrices demandent aux parents de les habiller avec des vêtements qui n'entravent pas leurs mouvements.

Chez les plus grands, les puéricultrices demandent aux parents d'habiller leur enfant avec des vêtements pratiques et faciles à enlever pour les aider dans l'acquisition de l'autonomie et de la propreté.

d) Repas

Les repas et les biberons sont préparés dans la crèche.

Les convictions religieuses sont respectées.

Les régimes particuliers sont respectés uniquement sur prescription médicale.

Les laits de régime sont à fournir par les parents.

Dans un souci de bonne collaboration et de bien-être de l'enfant, nous demandons aux parents de communiquer aux puéricultrices, toute modification de régime prescrite par leur pédiatre, ainsi que les allergies éventuelles.

9. Contrat d'accueil

La crèche et les parents concluent, au plus tôt au moment de l'acceptation de la demande d'inscription confirmée par les parents, un contrat d'accueil déterminant les droits et obligations réciproques.

Ce contrat d'accueil, conforme au modèle de l'ONE, comprend au minimum les éléments suivants :

1. le volume habituel de présences durant une période de référence pouvant varier, en fonction des impératifs des parents, d'une semaine à trois mois. Ce volume habituel de présences est transcrit sur une fiche de présences type déterminant les jours et demi-jours pendant lesquels l'enfant sera présent durant la période de référence correspondante ; les parents et la crèche peuvent, de commun accord, déroger à cette fiche de présences type. En cas d'impossibilité pour les parents de compléter une fiche de présences type, ils prévoient, avec le milieu d'accueil, les modalités, notamment en terme de délai, de planification des présences de l'enfant ;
2. le volume annuel d'absences de l'enfant, les périodes escomptées durant lesquelles ces absences seraient prévues et les modalités de confirmation desdites absences ;
3. les dates de fermeture de la crèche ;
4. la durée de validité du contrat d'accueil et l'horaire d'accueil théorique ;
5. les modalités selon lesquelles le contrat d'accueil peut être revu de commun accord.

Hormis les dérogations acceptées de commun accord, les refus de prise en charge de l'enfant par la crèche pour raison de santé communautaire, et les cas de force majeure et circonstances exceptionnelles visés par l'arrêté du 17 septembre 2003, tel que modifié par l'arrêté du 28 avril 2004, les parents respectent le volume habituel de présences, dont la facturation est établie conformément à la planification prévue.

10. Participation financière des parents

a) Principe général

La Participation Financière des parents (PFP) est calculée selon les revenus mensuels nets cumulés des parents, conformément à l'arrêté du 27 février 2003 et à la circulaire de l'ONE en fixant les modalités d'application.

Celle-ci est annexée au présent règlement.

La PFP couvre tous les frais de séjour, à l'exception des langes, des médicaments, des aliments de régime et des vêtements.

Les demi-journées sont comptabilisées à 60 % de la PFP normalement due.

Lorsque deux enfants d'une même famille sont pris simultanément en charge par la crèche et pour tout enfant appartenant à une famille d'au moins 3 enfants (dans ce cas, l'enfant porteur d'un handicap compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie du ménage), la PFP due pour chaque enfant est réduite à 70%.

Les documents nécessaires au calcul de la PFP devront être remis dès que possible et avec un délai maximum de 2 mois après l'entrée de l'enfant.

b) Volume habituel de présences et fiche de présences type

Un accueil minimal de 12 présences par mois (jours ou demi-jours) est requis à l'exception des périodes de vacances annoncées.

Les parents déterminent, dans le contrat d'accueil, le volume habituel de présences de leur enfant durant une période de référence d'une semaine à trois mois, ce volume étant transcrit sur une fiche de présences type.

Les journées de présence, effectives ou assimilées comme telles en cas d'absence ne donnant pas lieu à l'exonération de la contribution financière, sont facturées aux parents conformément au volume habituel de présences et au contrat d'accueil.

Par contre, les absences de l'enfant résultant des dérogations au volume habituel de présence acceptées de commun accord entre les parents et la crèche, du refus de prise en charge par la crèche pour raison de santé communautaire ou des cas de force majeure et circonstances exceptionnelles visés, par les arrêtés du 17 septembre 2003 et 28 avril 2004 (voir le tableau des motifs d'absence en annexe) ne donnent pas lieu à la perception de la PFP.

Les certificats médicaux couvrant les absences imprévues des enfants doivent être fournis par les parents **au plus tard au retour de leur enfant en crèche**.

~~La crèche dispose de la faculté d'exiger ou non la production par les parents des justificatifs des autres absences, telles que celles liées aux conditions d'emploi des parents, aux raisons de santé sans certificat médical et aux autres situations (congés de circonstances, grève des transports en commun, maladie des parents dans le cas où, preuve à l'appui, elle constitue un cas de force majeure).~~

Le dernier jour de chaque mois, la facture est établie en fonction des jours de présence, des absences pour raison médicale et des absences justifiées.

Les motifs d'absences justifiées sont :

Motifs justifiés d'absence des enfants	Justificatifs à produire
1. Motifs liés aux conditions d'emploi des parents	
• Chômage économique, technique ou intempérie	Attestation de l'employeur
• Grève touchant l'entreprise du (des) parents(s)	Déclaration sur l'honneur
2. Journées d'absence sur base de certificats médicaux	
• Maladie de l'enfant	Certificat médical
• Hospitalisation de l'enfant	Certificat médical
3. Journées d'absence pour raisons de santé sans certificat médical	
• Par trimestre, au maximum 3 jours non-consécutifs	Déclaration sur l'honneur Adressée par mail
4. Autres situations	
• Congés de circonstances (petits chômages) prévus par la réglementation applicable au travailleur concerné	Copie des documents transmis à l'employeur
• Grève des transports en commun	Attestation de la société concernée

- La maladie des parents ne constitue pas un cas de force majeure, sauf preuve du contraire

Justificatif du cas de force majeure qui motive l'impossibilité de fréquentation du milieu d'accueil

Pour tout autre motif, l'absence sera injustifiée et donc comptabilisée pour la facturation.

Un jour d'absence non communiquée par le parent avant 8h30 sera comptabilisé comme un jour de présence.

Tous les justificatifs d'absences (certificats médicaux, attestation sur l'honneur...) doivent être rentrés le jour du retour de l'enfant à la crèche.

Les jours d'absences pour lesquels le justificatif n'est pas remis le dernier jour du mois suivant le retour de l'enfant seront d'office facturés sans régularisation possible.

11. Surveillance médicale

a) Vaccination

Les parents s'engagent à faire vacciner leur enfant ou à donner l'autorisation au médecin de la Consultation pour enfants de l'ONE de pratiquer les vaccinations, selon le schéma que l'Office préconise conformément à celui élaboré par la Communauté française.

Les enfants doivent obligatoirement être vaccinés contre les maladies suivantes :

- Diphtérie - Coqueluche - Polio ;
- Haemophilus influenza b ;
- Rougeole ;
- Rubéole ;
- Oreillons.

Quant aux autres vaccins recommandés par la Communauté française, ceux-ci le sont d'autant plus vivement lorsque l'enfant est confié à un milieu d'accueil (méningite à méningocoque C, Hépatite B, Pneumocoque, Rotavirus).

Toutefois, si le médecin de l'enfant estime un vaccin préconisé par l'ONE inopportun pour des raisons médicales propres à un enfant, il en fait mention ; le dossier sera ensuite examiné par le médecin de la Consultation et le Conseiller Médical Pédiatre de l'ONE, afin de déterminer si l'enfant peut ou non (continuer) à fréquenter la crèche.

Après les premiers vaccins, un délai de 4 semaines doit être respecté avant l'entrée en crèche.

b) Suivi médical préventif

Un certificat médical (certificat d'entrée) attestant l'absence de danger pour la santé des autres enfants et indiquant les vaccinations subies, est remis à la crèche, au début de l'accueil au plus tard.

Une visite médicale d'admission pourrait être prévue par la crèche.

Selon les modalités définies par l'ONE :

1. le milieu d'accueil agréé soumet les enfants et la ou les personne(s) qui les encadre(nt) à une surveillance de la santé, conformément à la réglementation en vigueur ;
2. les structures qui accueillent des enfants de 0 à 3 ans veillent à assurer une surveillance médicale préventive des enfants...

Dans le cadre de la surveillance médicale préventive, le carnet de l'enfant constitue un document de référence servant de liaison entre les différents intervenants et les parents. A cette fin, les parents veillent à ce qu'il accompagne toujours l'enfant.

Un enfant malade n'est accepté que si un certificat médical atteste qu'il n'est pas source de danger pour la santé des autres enfants accueillis.

Tout traitement médical ne pourra être administré que sur base d'un certificat médical, à l'exception du paracétamol.

Les médicaments sont fournis par les parents, sur prescription du médecin de leur choix.

Certaines maladies imposent l'éviction de l'enfant (voir brochure ONE « La santé dans les milieux d'accueil de la petite enfance »).

L'enfant malade ne peut réintégrer le milieu d'accueil que lorsqu'un certificat médical atteste qu'il n'est plus source de danger pour la santé des autres enfants accueillis.

12.Assurances

La crèche a contracté, par l'intermédiaire du Pouvoir organisateur, toutes les assurances requises, notamment en matière de fonctionnement et d'infrastructure.

Les enfants sont couverts, pendant leur présence dans l'établissement, par l'assurance en responsabilité civile de la crèche.

Cette responsabilité ne peut toutefois être invoquée que dans la mesure où le dommage subi par l'enfant est la conséquence d'une faute ou négligence de la crèche.

13.Réduction fiscale des frais de garde

Conformément à l'article 113, § 1^{er}, 3^e du code des impôts sur les revenus, les parents peuvent déduire fiscalement leurs frais de garde pour leurs enfants de moins de 12 ans.

Pour ce faire, la crèche remettra, en temps utile, aux parents l'attestation fiscale suivant le modèle fourni par l'ONE. Le cadre I est rempli par ce dernier et le cadre II par la crèche.

14.Sanctions

En cas de non-paiement de la PFP ou en cas de non-respect des dispositions obligatoires reprises dans ce présent règlement, l'enfant, après enquête sociale et mise en demeure envoyée par recommandé, pourra se voir exclure de la crèche.

15.Contrôle périodique de l'ONE

Les agents de l'ONE sont chargés de procéder à une évaluation régulière des conditions d'accueil, portant notamment sur l'épanouissement physique, psychique et social des enfants, en tenant compte de l'attente des parents.

16.Relations de l'ONE avec les parents

Dans l'exercice de sa mission, l'ONE considère les parents comme des partenaires.

Dans toutes les hypothèses susceptibles d'entraîner un retrait d'autorisation ou d'agrément, l'ONE procède à une enquête auprès des parents et les tient informés de toutes les décisions prises à cet égard.

II.DISPOSITIONS SPECIFIQUES

1.Fréquentation minimale

Au vu de la réalisation du projet pédagogique et dans l'intérêt de l'adaptation de l'enfant, la crèche peut imposer une fréquentation minimale obligatoire. Celle-ci ne peut cependant être supérieure à une moyenne mensuelle de 12 présences journalières, (jour ou demi-jour), hors les périodes de congés annoncées par les

parents.

2. Départ anticipé

Les modalités de fin d'accueil anticipée sont prévues dans le contrat d'accueil conclu entre les parents et la crèche. La crèche peut exiger des parents qu'ils doivent l'informer du départ anticipé de leur enfant au moins 1 mois à l'avance, sauf cas de force majeure justifiant le retrait immédiat de l'enfant.

3. Cession de rémunération

Dans le respect des dispositions relatives à la protection de la rémunération des travailleurs, la crèche peut, afin de garantir la récupération des impayés, faire signer à chacun des deux parents, lors de l'inscription de l'enfant, un contrat de cession de salaire, appointements et toutes sommes quelconques.

La signature des parents s'appose sur un acte distinct de celui de l'inscription de l'enfant. Cette procédure de cession de rémunération ne s'applique qu'à l'égard des travailleurs salariés.

La cession ne peut cependant pas être mise en œuvre dans le cas où la participation financière ferait l'objet d'une contestation de la part des parents.

Annexe au ROI

Information aux parents

Dispositions médicales applicables dans les milieux d'accueil collectifs

1. Surveillance de la santé

Conformément à la législation, **tous les enfants accueillis** dans notre crèche **sont soumis à une surveillance de la santé qui comprend 4 examens médicaux obligatoires** : à l'entrée, vers 9 et 18 mois et à la sortie.

Deux examens facultatifs peuvent être réalisés 1 à 2 mois après l'entrée et entre 12 et 15 mois.

Les examens sont réalisés par le médecin de la crèche. Cette surveillance ne concerne que la santé globale de l'enfant et les relations entre la santé et la vie dans le milieu d'accueil. En cas de problème rapporté ou observé dans la crèche, le médecin peut réaliser, à tout moment, un examen supplémentaire.

Les résultats des différents examens de santé vous seront communiqués.

L'examen d'entrée se déroulera en votre présence. Celle-ci est également souhaitée pour les autres examens dans la mesure de vos possibilités.

Le médecin de la crèche doit disposer d'informations suffisantes et régulières sur la santé globale de votre enfant, au travers du carnet de santé et des observations des personnes qui l'accueillent. **Le carnet de santé** est un outil de liaison entre les différents professionnels médicaux et paramédicaux ; à ce titre, il **doit accompagner votre enfant** dans la crèche, au moment des examens médicaux ou à la demande du médecin.

2. Suivi préventif de votre enfant

En dehors des contacts avec votre médecin pour soigner les maladies, un suivi médical régulier de votre enfant est nécessaire pour les vaccinations, les dépistages, le suivi du développement et de la croissance, les différents conseils et informations en matière de santé et d'alimentation.

Conformément à la législation, **la crèche doit veiller à ce qu'un suivi préventif des enfants soit assuré**. Nous vous invitons à désigner, ci-dessous, le médecin ou la Consultation ONE que vous avez choisi(e) pour ce faire. À tout moment, vous pouvez modifier votre choix et nous en communiquer le changement.

Si vous le souhaitez, le suivi préventif de votre enfant peut être assuré par le médecin de la crèche car une Consultation de l'ONE est également organisée au sein même de la crèche.

Votre enfant sera alors examiné comme dans toute Consultation de l'ONE, selon le rythme recommandé de 10 examens entre 3 mois et 30 mois.

Vous serez informés du résultat des examens et les différents conseils en matière de santé vous seront communiqués.

Ce suivi préventif individuel ne doit pas nécessairement être fait dans la crèche, car nous respectons tout suivi régulier réalisé par votre médecin ou une Consultation ONE de votre choix, sachant qu'il est préférable que vous soyez présents lors de ces consultations préventives.

Si les personnes qui accueillent votre enfant ont des inquiétudes relatives à sa santé ou à son développement, vous serez invités à consulter le médecin de votre enfant et à communiquer à la crèche, les recommandations et informations utiles. Si de telles inquiétudes persistent ou que le suivi préventif extérieur n'est pas réalisé, l'opportunité d'effectuer un suivi préventif régulier au sein de la crèche sera rediscutée avec vous.

3. Vaccinations

Selon la législation, **les enfants fréquentant un milieu d'accueil doivent être vaccinés**, selon les recommandations de l'ONE.

Les vaccins obligatoires sont ceux contre la poliomyélite, la diphtérie, la coqueluche, la méningite à *Haemophilus influenzae b*, la rougeole, la rubéole, les oreillons. Le vaccin contre la diphtérie est toujours associé au vaccin contre le tétanos.

Les vaccins fortement recommandés sont ceux contre la méningite à méningocoques C et l'hépatite B.

Si vous faites réaliser les vaccins par le médecin de la crèche, vous serez invités à signer une autorisation de vaccination.

L'état vaccinal de votre enfant sera contrôlé régulièrement, notamment à l'entrée, à 9 mois et 18 mois. L'enfant pourra être exclu de la crèche en cas de non-respect de cette obligation ou de retard important dans le calendrier vaccinal.

4. Maladies

Le médecin de la crèche n'intervient pas pour diagnostiquer, soigner ni surveiller l'évolution des maladies de votre enfant. Si votre enfant est malade, il vous reviendra de consulter le médecin traitant habituel de votre enfant. Un certificat médical sera fourni à la crèche, précisant si votre enfant peut ou non fréquenter la collectivité et reprenant, le cas échéant, le traitement qui doit lui être donné pendant son séjour dans la crèche.

Aucun médicament ne sera administré sans attestation médicale, à l'exception du paracétamol, en cas de fièvre. Si des symptômes de maladies apparaissent pendant les heures d'accueil, vous en serez informés rapidement afin de prendre les dispositions nécessaires.

Le médecin de la crèche prend toute mesure qu'il juge utile en cas de danger pour la collectivité et peut, dans ce cadre, demander des examens complémentaires pour protéger la collectivité (ex : prélèvement de gorge) ou vous demander de consulter rapidement le médecin traitant de votre enfant.

Il décide des cas d'éviction, selon les recommandations de l'ONE.

5. Urgences

En cas d'urgence, la crèche fera appel, selon les cas, au médecin traitant de votre enfant, au Docteur
choisi par la crèche pour intervenir en cas d'urgence ou aux services d'urgences de l'hôpital

J'ai pris connaissance des différentes dispositions médicales en vigueur dans le milieu d'accueil et marque mon accord.

En cas de risque nucléaire et de demande expresse des autorités compétentes, la crèche pourra administrer

de l'iode stable à mon enfant.

En cas de contact avec un enfant atteint de méningite à méningocoque ou à Haemophilus et sur demande du médecin responsable de la surveillance des maladies infectieuses, la crèche pourra administrer un antibiotique préventif à mon enfant.

Date et signature du/des parent(s) :

DESIGNATION DES MEDECINS EN CHARGE DE LA SANTE DE MON ENFANT

Le suivi préventif régulier de mon enfant sera assuré par (cocher votre choix) :

- c. Le Docteur
- c. La Consultation de l'ONE
- d. Le médecin du milieu d'accueil

Les vaccinations de mon enfant seront réalisées par (cocher votre choix) :

- c. Le Docteur
- c. La Consultation de l'ONE
- d. Le médecin du milieu d'accueil

En cas de maladie, mon enfant sera soigné par le Docteur :

.....

Adresse :

Téléphone :

Je m'engage à remettre un certificat médical, précisant les traitements à administrer dans le milieu d'accueil.

Date et signature du/des parent(s) :

Gemeentelijke crèche "Aimé Dupont" – Nieuw huishoudelijk reglement – Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27/02/2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen;

overwegende dat in overeenstemming met artikel 17 van het bovengenoemde besluit de opvangvoorziening een huishoudelijk reglement opstelt volgens het type-model aangeraden door de Dienst, met nadere bepaling van de wederzijdse rechten en de plichten van de ouders en de opvangvoorziening;

overwegende dat de capaciteit van de gemeentelijke crèche "Aimé Dupont" werd uitgebreid van 108 naar 161 gesubsidieerde plaatsen; dat het aangewezen is om het huishoudelijk reglement van die crèche te wijzigen;

gelet op artikels 117, 118 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om het nieuwe huishoudelijk reglement (en zijn bijlage) van de gemeentelijke crèche "Aimé Dupont" zoals hieronder opgenomen goed te keuren:

Huishoudelijk reglement

Crèche Aimé Dupont

Veldstraat 67 – 1040 Etterbeek

Tel.: 02 648 20 55

E-mailadres: crecheaimedupont@gmail.com

Crèche gesubsidieerd door ONE

Opvangcapaciteit: 161 kinderen

Openingsuren: van maandag tot en met vrijdag van 7.30 uur tot 18 uur

Sluitingsdagen:

- schoolvakanties in december (2 weken)
- wettelijke verlofdagen + bruidsdagen
- voorjaarsvakantie (1 week)

Inrichtende macht: Gemeentebestuur van Etterbeek

Verantwoordelijke schepen: Mijnheer Vincent De Wolf

Directie: Béatrice Van Velthoven - Carine Magérus

Verpleegsters: Caroline Pochet, Stéphanie Beckers

Sociaal assistenten: Olivia Nkiambi Lufiauluisi

Psychopedagoog: Susana De Almeida Marques

Verantwoordelijke arts:

Crèche Aimé Dupont

Huishoudelijk reglement

I. VERPLICHTE BEPALINGEN

1. Naleving van de kwaliteitscode

De crèche verbindt zich ertoe om de kwaliteitscode na te leven zoals bepaald door het besluit van 17 december 2003 van de Franse Gemeenschap.

Ze waakt in het bijzonder over de gelijkheid van kansen voor alle kinderen bij de aangeboden activiteiten en biedt een dienst aan die beantwoordt aan de vraag van de personen en de behoeften van de kinderen.

Ze vermijdt elke vorm van discriminatie gebaseerd op het geslacht of de socioculturele afkomst ten opzichte van de kinderen of de ouders.

Ze bepaalt een opvangproject in overeenstemming met de bepalingen uit artikel 20 van het voornoemde besluit en geeft er afschrift van aan de personen die een kind toevertrouwen.

2. Hoofddoel

Het hoofddoel van de crèche is om de ouders in staat te stellen hun professionele verantwoordelijkheden, dat wil zeggen zowel werk als een beroepsopleiding of de zoektocht naar werk, hun sociale verplichtingen en hun ouderlijke verantwoordelijkheden met elkaar te verzoenen.

Ze richt een opvangmode in die hun toelaat het kind in alle sereniteit toe te vertrouwen en volledig operationeel te zijn, zowel psychologisch als professioneel, voor hun bezigheden, of die al dan niet professioneel zijn.

3. Specifiek doel

De inrichtende macht legt de volgende voorrangscriteria vast:

- Er wordt voorrang gegeven aan de ouder(s) die in Etterbeek gedomicilieerd is (zijn) of er woont

(wonen);

- Er wordt voorrang gegeven aan personeelsleden.

4.Toegankelijkheid

In overeenstemming met de principes van gelijkheid en non-discriminatie (art. 10 en 11 van de Grondwet) en als opvangvoorziening die wordt erkend door een instelling van openbaar nut wordt de toegankelijkheid van de crèche verzekerd voor alle kinderen, ongeacht de professionele bezigheid van de ouders of hun prestatietijd.

“De inschrijvingsvoorwaarden zijn niet van toepassing op de laatste 4 bijzondere situaties die een snelle oplossing vereisen.”

In overeenstemming met het geldende reglement moet de crèche **30%** van haar totale capaciteit voorbehouden om te beantwoorden aan de opvangbehoeften die voortvloeien uit bijzondere situaties:

- opvang van kinderen die een rechtsstreeks verwantschap (broer - zus) met een ander ingeschreven kind hebben;
- opvang van kinderen van wie de ouders ernstige sociale, psychologische of fysieke problemen hebben;
- op voorstel van een dienst van SOS-Enfants of na een rechterlijke beslissing;
- kinderen die worden geadopteerd (moeilijkheid voor de ouders in verband met de aankomstdatum van het kind);
- bescherming van het hoger belang van het kind.

5.Inschrijvingsvoorwaarden

a)Voorziene opvang van het kind voor de leeftijd van 6 maanden

Inschrijving

Vanaf het verstrijken van de derde maand van de zwangerschap vragen de ouders de inschrijving van hun kind aan, met vermelding van de duur van de opvang en de vermoedelijke datum van de opvang.

Elke inschrijvingsaanvraag wordt onmiddellijk opgenomen in een inschrijvingsregister in chronologische volgorde waarin de aanvragen werden ingediend.

De crèche geeft een attest aan de ouders en informeert hen over de verdere procedures.

De crèche kan een inschrijvingsaanvraag niet weigeren op grond van het feit dat het aantal aanwezigheidsdagen onvoldoende is als dit aantal groter is of gelijk is aan een maandelijks gemiddelde van 12 volledige of onvolledige dagaanwezigheden, buiten de vakantiemaanden die werden aangekondigd door de ouders.

De crèche brengt de ouders binnen een termijn van maximaal een maand na de inschrijvingsaanvraag op de hoogte van de aanvaarding, de afwachting van een antwoord of de gemotiveerde weigering van de inschrijving.

Elke beslissing tot weigering van de inschrijving wordt meegedeeld aan de ouders aan de hand van een typeformulier dat wordt verstrekt door ONE en waarop de redenen van de weigering worden toegelicht.

Die weigering kan enkel worden gerechtvaardigd door het gebrek aan beschikbare plaatsen op de vermoedelijke aanvangsdatum van de opvang of door de onverenigbaarheid van de aanvraag met het huishoudelijk reglement of het opvangproject.

In geval van weigering van een aanvraag informeert de crèche de ouders over de andere opvangvoorzieningen die hun vraag zouden kunnen beantwoorden.

Bevestiging van de inschrijving

De ouders die geen weigering van de inschrijving hebben ontvangen bevestigen hun aanvraag binnen een maand na het verstrijken van de zesde maand van de zwangerschap.

Voor inschrijvingen in afwachting van een antwoord meldt de crèche hetzij de aanvaarding, hetzij de gemotiveerde weigering hetzij het feit dat ze de inschrijving nog steeds niet kan aanvaarden en dat ten laatste binnen 10 werkdagen na de bevestiging van de ouders.

De aanvaarde inschrijvingen worden in het desbetreffende register opgenomen in de vorm van een vaste inschrijving, met vermelding van de vermoedelijke aanvangsdatum van de kinderopvang.

Op dat moment bezorgt de opvangvoorziening het huishoudelijk reglement en het opvangproject aan de ouders. Het is ook op dat moment dat de crèche de betaling van een forfaitair voorschot zal vragen om de goede uitvoering van de ouderlijke verplichtingen te garanderen.

Definitieve inschrijving

De inschrijving wordt definitief wanneer de ouders de geboorte van hun kind hebben bevestigd binnen een maand na de geboorte en het forfaitaire voorschot hebben betaald.

b) Bijzonderheden voor de voorziene opvang van een kind van 6 maanden of ouder

Inschrijving

De inschrijvingsaanvraag kan enkel worden ingediend binnen 9 maanden die voorafgaan aan de geplande datum waarop het kind zal aankomen in de opvangvoorziening.

Bevestiging van de inschrijving

De ouders die geen weigering van de inschrijving hebben ontvangen bevestigen hun aanvraag binnen een maand na het verstrijken van een termijn van drie maanden volgend op hun oorspronkelijke aanvraag.

Definitieve inschrijving

De ouders bevestigen de aankomst van hun kind in de opvangvoorziening uiterlijk twee maanden op voorhand.

Ondanks deze verschillende termijnen blijven de andere aspecten van de inschrijvingsprocedure hetzelfde.

6. Forfaitair voorschot

Op het moment dat de ouders de geboorte van hun kind bevestigen, wordt hen een forfaitair voorschot gevraagd dat overeenkomt met een maand opvang en dat wordt berekend op basis van de door de ouders gevraagde aanwezigheid en de financiële bijdrage die wordt bepaald op basis van het inkomen van het gezin.

De inschrijving van het kind wordt definitief na betaling van het forfaitaire voorschot. Het voorschot wordt terugbetaald binnen een maand aan het einde van de opvang als aan alle verplichtingen is voldaan of als de aankomst van het kind niet kon plaatsvinden in de volgende gevallen van overmacht:

- gezondheid van het kind of van de ouders;
- verhuizing van de ouders;
- verlies van werk van een van de ouders.

7. Openingsuren van de opvangvoorziening

De crèche is open van maandag tot en met vrijdag **van 7.30 uur tot 18 uur.**

De afdelingen zijn dus niet toegankelijk voor 7.30 uur.

Sluitingsperiodes:

- schoolvakanties in december (2 weken)
- wettelijke verlofdagen + bruidsdagen
- voorjaarsvakantie (1 week)

8. Praktische regelingen van de opvang

De crèche telt 12 afdelingen van 16 kinderen van wie het leeftijdsverschil kleiner is dan of gelijk is aan 1 trimester.

a) Opvang 's ochtends

De ouders moeten **zorgen voor voldoende luiers met daarop de naam van het kind**. Zo niet, dan kan het directieteam de opvang van het kind weigeren.

De kinderverzorgster vraagt aan de ouders om hun kind 's ochtends te verschonen (in de mate van het mogelijke).

Om veiligheidsredenen mag het kind geen juwelen of haarspelden dragen. De ouders moeten er ook op toezien dat de oudere kinderen de afdelingen niet betreden.

b) Ophalen van het kind 's avonds

Als het kind 's avonds niet kan worden opgehaald door zijn ouders, kunnen enkel personen die door hen werden gemachtigd het kind ophalen (de gegevens van die personen worden vermeld in het opvangcontract). Er zal een identiteitsdocument worden gevraagd.

De ouders moeten **zich uiterlijk om 17.50 uur melden** zodat de informatie over het verloop van de dag in de best mogelijke omstandigheden kan worden meegedeeld.

In geval van een breuk of scheiding kan de vader of de moeder zijn of haar kind ophalen in de crèche tenzij een vonnis anders heeft bepaald.

c) Kleding

Om de baby's de ruimte in alle vrijheid te laten verkennen, vragen de kinderverzorgsters aan de ouders om hen te kleden in kleding die hun bewegingen niet belemmert.

Voor de oudere kinderen vragen de kinderverzorgsters aan de ouders om hen te kleden in kleding die praktisch en gemakkelijk uit te trekken is om hen te helpen bij het ontwikkelen van zelfstandigheid en netheid.

d) Maaltijden

Maaltijden en flesjes worden bereid in de crèche.

Religieuze overtuigingen worden gerespecteerd.

Speciale diëten worden enkel gerespecteerd op medisch voorschrift.

Dieetmelk moet door de ouders worden voorzien.

Met het oog op een goede samenwerking en het welzijn van het kind vragen wij aan de ouders om de kinderverzorgsters op de hoogte te brengen van elke verandering van het dieet die wordt voorgeschreven door hun kinderarts en ook van eventuele allergieën.

9. Opvangcontract

De crèche en de ouders sluiten, ten vroegste op het moment van de aanvaarding van de door de ouders bevestigde inschrijvingsaanvraag, een opvangcontract waarin de wederzijdse rechten en plichten worden vastgelegd.

Dat opvangcontract, overeenkomstig het model van ONE, omvat ten minste de volgende elementen:

1. het gebruikelijke aanwezigheidsvolume tijdens een referentieperiode die, afhankelijk van de behoeften van de ouders, kan variëren van één week tot drie maanden. Dat gebruikelijke aanwezigheidsvolume wordt geregistreerd op een standaard aanwezigheidsfiche die de dagen en halve dagen bepaalt waarop het kind aanwezig zal zijn tijdens de overeenkomstige referentieperiode; de ouders en de crèche kunnen in onderling overleg afwijken van die standaard aanwezigheidsfiche. Als het voor de ouders niet mogelijk is om een standaard aanwezigheidsfiche in te vullen, bepalen zij samen met de opvangvoorziening de regelingen, met name wat betreft de termijn, de planning van de aanwezigheden van het kind;
2. het jaarlijkse aanwezigheidsvolume van het kind, de verwachte perioden waarin deze afwezigheden worden gepland en de wijze waarop deze afwezigheden worden bevestigd;
3. de sluitingsdagen van de crèche;
4. de geldigheidsduur van het opvangcontract en de theoretische opvanguren;
5. de redenen op grond waarvan het opvangcontract in onderling overleg kan worden herzien.

Afgezien van de in onderling overleg aanvaarde afwijkingen, de weigeringen om het kind op te vangen door de crèche om redenen van volksgezondheid en de gevallen van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden bedoeld in het besluit van 17 september 2003, zoals gewijzigd bij het besluit van 28 april 2004, zullen de ouders het gebruikelijke aanwezigheidsvolume respecteren, waarvan de facturering wordt vastgelegd volgens het geplande schema.

10. Financiële bijdrage van de ouders

a) Algemeen principe

De financiële bijdrage van de ouders wordt berekend op basis van het gecumuleerde netto maandelijkse inkomen van de ouders, in overeenstemming met het besluit van 27 februari 2003 en de omzendbrief van ONE waarin de toepassingsvoorwaarden zijn vastgelegd.

Die wordt bij onderhavig reglement gevoegd.

De financiële bijdrage van de ouders dekt alle verblijfskosten, met uitzondering van luiers, medicijnen, dieetvoeding en kleding.

Halve dagen worden verrekend tegen 60% van de bijdrage die normaal verschuldigd is.

Wanneer twee kinderen uit hetzelfde gezin tegelijkertijd door de crèche worden opgevangen en voor elk kind dat tot een gezin met ten minste 3 kinderen behoort (in dit geval telt het kind met een handicap als twee eenheden bij de berekening van het aantal kinderen in het gezin), wordt de financiële bijdrage van de ouders voor elk kind tot 70% verminderd.

De documenten die nodig zijn voor de berekening van de financiële bijdrage van de ouders moeten zo snel mogelijk en uiterlijk 2 maanden na de aankomst van het kind worden bezorgd.

b) Gebruikelijk aanwezigheidsvolume en standaard aanwezigheidsfiche

Een minimumopvang van 12 aanwezigheden per maand (dagen of halve dagen) is vereist, met uitzondering van aangekondigde vakantieperiodes.

De ouders bepalen in het opvangcontract het gebruikelijke aantal aanwezigheden van hun kind gedurende een referentieperiode van een week tot drie maanden. Dat aantal wordt vastgelegd in een standaard aanwezigheidsfiche.

De daadwerkelijke aanwezigheidsdagen of de dagen die als zodanig zijn gelijkgesteld in geval van afwezigheid die geen aanleiding geeft tot vrijstelling van de financiële bijdrage, worden aan de ouders gefactureerd in overeenstemming met het gebruikelijke aanwezigheidsvolume en het opvangcontract.

Afwezigheden van het kind die daarentegen voortvloeien uit afwijkingen van het gebruikelijke aanwezigheidsvolume die in onderling overleg tussen de ouders en de crèche werden toegestaan, de weigeringen om het kind op te vangen door de crèche om redenen van volksgezondheid en de gevallen van overmacht en uitzonderlijke omstandigheden bedoeld in het besluit van 17 september 2003 en 28 april 2004 (zie bijgevoegde tabel met redenen voor afwezigheid) geven geen aanleiding tot de inning van de financiële bijdrage van de ouders.

Medische attesten voor de onvoorziene afwezigheid van kinderen moeten door de ouders **ten laatste bij de terugkeer van hun kind naar de crèche** worden bezorgd.

~~De crèche beschikt over de mogelijkheid om al dan niet te eisen dat de ouders het bewijs leveren van andere afwezigheden, zoals die in verband met de arbeidsvoorwaarden van de ouders, gezondheidsredenen zonder medisch attest en andere situaties (verlof wegens bijzondere omstandigheden, staking van het openbaar vervoer, ziekte van de ouders in het geval dat een geval van overmacht blijkt te zijn, met bewijs).~~

De laatste dag van elke maand wordt de factuur opgesteld in functie van de aanwezigheidsdagen, de afwezigheden om medische redenen en de gewettigde afwezigheden.

De redenen voor gewettigde afwezigheden zijn:

Redenen voor gewettigde afwezigheden van de kinderen Bewijsstukken voorleggen

1. Redenen in verband met de arbeidsvoorwaarden van de ouders

- Economische of technische werkloosheid, slechte weersomstandigheden Attest van de werkgever
- Staking in het bedrijf van de ouder(s) Verklaring op eer

2. Afwezigheidsdagen op basis van medische attesten

- Ziekte van het kind Medisch attest
- Ziekenhuisopname van het kind Medisch attest

3. Afwezigheidsdagen om gezondheidsredenen zonder medisch attest

- Per trimester, maximaal 3 niet-openvolgende dagen Verklaring op eer
Via e-mail

4. Andere situaties

- Omstandigheidsverlof (klein verlet) voorzien in het reglement dat van toepassing is op de betrokken werknemer Kopie van de documenten die aan de werkgever werden bezorgd
- Staking van het openbaar vervoer Attest van de betrokken maatschappij
- Ziekte van de ouders is geen geval van overmacht tenzij het tegendeel wordt bewezen Bewijs van het geval van overmacht dat de onmogelijkheid motiveert om de opvangvoorziening te bezoeken

Om elke andere reden zal de afwezigheid niet gerechtvaardigd zijn en dus aangerekend worden op de factuur.

Een afwezigheid die door de ouders niet wordt gemeld voor 8.30 uur geldt als een aanwezigheid.

Alle bewijsstukken van afwezigheden (medische attesten, verklaringen op eer...) moeten bezorgd worden op de dag dat het kind terugkeert naar de crèche.

Afwezigheidsdagen waarvoor het bewijs niet wordt bezorgd op de laatste dag van de maand volgend op de terugkeer van het kind worden automatisch gefactureerd. Een regularisatie is niet mogelijk.

11. Medisch toezicht

a) Vaccinatie

De ouders verbinden zich ertoe hun kind te laten vaccineren of de arts van de kinderraadpleging van ONE toestemming te geven om de vaccinaties uit te voeren, overeenkomstig het door ONE aanbevolen schema in overeenstemming met het schema dat door de Franse Gemeenschap werd opgesteld.

De kinderen moeten verplicht worden gevaccineerd tegen de volgende ziekten:

- Difterie - kinkhoest - polio;
- Haemophilus influenza b;
- Mazelen;
- Rodehond;
- Bof.

De andere vaccins die door de Franse Gemeenschap worden aanbevolen worden nog meer aanbevolen wanneer het kind wordt toevertrouwd aan een opvangvoorziening (meningokokkenmeningitis C, hepatitis B, pneumokokken, rotavirus).

Als de arts van het kind echter van mening is dat een door ONE aanbevolen vaccin om medische redenen niet geschikt is voor een kind, zal hij dit vermelden; het dossier zal dan worden onderzocht door de arts van de raadpleging en de medisch adviseur-pediater van ONE om te bepalen of het kind al dan niet naar de crèche kan (blijven) gaan.

Na de eerste vaccinaties moet een periode van 4 weken in acht worden genomen voordat het kind de crèche betreedt.

b) Preventieve medische opvolging

Een medisch attest (aankomstattest) waaruit blijkt dat er geen gevaar is voor de gezondheid van de andere kinderen en waarin de gekregen vaccinaties worden vermeld, wordt ten laatste aan het begin van de opvang aan de crèche bezorgd.

Een medisch toelatingsonderzoek kan worden gepland door de crèche.

Volgens de regelingen vastgelegd door ONE:

1. de erkende opvangvoorziening onderwerpt de kinderen en de persoon (personen) die voor hen zorgen aan gezondheidstoezicht, overeenkomstig de geldende reglementering;
2. de voorzieningen die kinderen van 0 tot 3 jaar opvangen zorgen voor preventief medisch toezicht op de kinderen.

In het kader van het preventief medisch toezicht is het boekje van het kind een referentiedocument dat dient als schakel tussen de verschillende belanghebbenden en de ouders. De ouders zorgen er daarom voor dat het kind dit boekje steeds bij zich heeft.

Een ziek kind wordt enkel aanvaard als uit een medisch attest blijkt dat het geen bron van gevaar is voor de gezondheid van de andere kinderen die worden opgevangen.

Elke medische behandeling kan alleen worden toegediend op basis van een medisch attest, met uitzondering van paracetamol.

Geneesmiddelen worden verstrekt door de ouders, op voorschrift van de arts van hun keuze.

Bij bepaalde ziekten moet het kind thuisblijven (zie brochure ONE "La santé dans les milieux d'accueil de la petite enfance").

Een ziek kind kan alleen terugkeren naar de opvangvoorziening wanneer een medisch attest aantoont dat het geen gevaar meer vormt voor de gezondheid van de andere kinderen in de opvang.

12. Verzekeringen

De crèche heeft via de inrichtende macht alle noodzakelijke verzekeringen afgesloten, met name op het vlak van werking en infrastructuur.

De kinderen zijn tijdens hun aanwezigheid in de crèche gedekt door de burgerlijke aansprakelijkheidsverzekering van de crèche.

Deze aansprakelijkheid kan echter alleen worden ingeroepen voor zover de door het kind geleden schade het gevolg is van schuld of nalatigheid van de crèche.

13. Fiscale aftrek voor de kosten voor opvang

In overeenstemming met artikel 113, §1, 3 van het wetboek van de inkomstenbelasting, kunnen de ouders de opvangkosten voor kinderen jonger dan 12 jaar fiscaal aftrekken.

Daartoe zal de crèche de ouders te gelegener tijd een fiscaal attest bezorgen overeenkomstig het model van ONE. Kader I wordt ingediend door die laatste en kader II door de crèche.

14. Strafmaatregelen

In geval van niet-betaling van de financiële bijdrage van de ouders of in geval van niet-naleving van de verplichte bepalingen uit dit reglement, kan het kind, na een sociaal onderzoek en een ingebrekestelling per aangetekende brief, worden uitgesloten van de crèche.

15. Periodieke controle van ONE

De medewerkers van ONE hebben de verantwoordelijkheid om regelmatig de opvangomstandigheden te evalueren, met inbegrip van de fysieke, psychologische en sociale ontwikkeling van de kinderen, rekening houdend met de verwachtingen van de ouders.

16. Relaties van ONE met de ouders

In de uitoefening van zijn opdracht beschouwt ONE de ouders als partners.

In alle gevallen die kunnen leiden tot het intrekken van een vergunning of erkenning, voert ONE een onderzoek uit bij de ouders en houdt hen op de hoogte van alle beslissingen die in dit verband worden genomen.

II. SPECIFIEKE BEPALINGEN

1. Minimale aanwezigheid

Met het oog op de uitvoering van het pedagogisch project en in het belang van de aanpassing van het kind, kan de crèche een minimale aanwezigheid opleggen. Die mag echter niet hoger zijn dan een maandelijks gemiddelde van 12 dagaanwezigheden (dag of halve dag), met uitzondering van de door de ouders aangekondigde vakantieperiodes.

2. Vroegtijdig vertrek

De regelingen voor vervroegde beëindiging van de kinderopvang zijn opgenomen in het opvangcontract dat de ouders en de crèche hebben gesloten. De crèche kan van de ouders eisen dat zij het vervroegd vertrek van hun kind ten minste 1 maand van tevoren melden, behalve in een geval van overmacht dat het onmiddellijke vertrek van het kind rechtvaardigt.

3. Loonoverdracht

Met inachtneming van de bepalingen betreffende de bescherming van de bezoldiging van de werknemers, kan de crèche, om de terugvordering van onbetaalde facturen te garanderen, elk van de twee ouders bij inschrijving van het kind een contract laten ondertekenen voor de overdracht van loon, bezoldiging en alle andere bedragen.

De handtekening van de ouders wordt op een ander document dan dat van de inschrijving van het kind aangebracht. Deze procedure voor loonoverdracht geldt alleen voor werknemers in loondienst.

De overdracht kan echter niet worden uitgevoerd in het geval dat de ouders de financiële bijdrage zouden betwisten.

Bijlage bij het huishoudelijk reglement

Informatie voor de ouders

Medische bepalingen die van toepassing zijn in de collectieve opvangvoorzieningen.

1. Gezondheidstoezicht

In overeenstemming met de wet worden **alle kinderen die worden opgevangen** in onze crèche **onderworpen aan een gezondheidstoezicht dat 4 verplichte medische onderzoeken omvat** : bij aankomst, rond 9 en 18 maanden en bij vertrek.

Er kunnen twee facultatieve onderzoeken worden uitgevoerd, een eerste twee maanden na aankomst en een tweede tussen 12 en 15 maanden.

De onderzoeken worden uitgevoerd door de arts van de crèche. Dit toezicht heeft enkel betrekking op de globale gezondheid van het kind en op de relaties tussen de gezondheid en het leven in de opvangomgeving. Als er problemen worden gemeld of vastgesteld in de crèche, kan de arts op elk moment een bijkomend onderzoek uitvoeren.

De resultaten van de verschillende gezondheidsonderzoeken zullen u worden meegedeeld.

Het onderzoek bij aankomst vindt plaats in uw aanwezigheid. Uw aanwezigheid is ook gewenst voor de andere onderzoeken als dat mogelijk is voor u.

De arts van de crèche moet over voldoende en regelmatige informatie beschikken over de algemene gezondheid van uw kind aan de hand van het gezondheidsboekje en de observaties van de mensen die uw kind opvangen. **Het gezondheidsboekje** is een hulpmiddel voor de verbinding tussen verschillende medische en paramedische beroepsbeoefenaars. Daarom moet **uw kind het steeds bij zich hebben** in de crèche op het moment van de medische onderzoeken of op vraag van de arts.

2. Preventieve opvolging van uw kind

Behalve het contact met uw arts voor de behandeling van ziekten is een regelmatige medische opvolging van uw kind noodzakelijk voor vaccinaties, screening, opvolging van ontwikkeling en groei, diverse adviezen en informatie over gezondheid en voeding.

Volgens de wet **moet de crèche ervoor zorgen dat kinderen preventief worden opgevolgd**. Wij nodigen u uit om hieronder de arts of de raadpleging van ONE aan te stellen die u hiervoor heeft gekozen. U kunt uw keuze op elk moment wijzigen en ons daarvan op de hoogte brengen.

Als u dat wenst, kan de preventieve opvolging van uw kind worden uitgevoerd door de arts van de crèche aangezien er ook een raadpleging van ONE wordt georganiseerd binnen de crèche.

Uw kind wordt dan onderzocht zoals bij elk raadpleging van het ONE volgens het aanbevolen ritme van 10 onderzoeken tussen 3 maanden en 30 maanden.

U wordt op de hoogte gebracht van de resultaten van de onderzoeken en de verschillende gezondheidsadviezen worden u meegedeeld.

Deze individuele preventieve opvolging hoeft niet noodzakelijkerwijs in de crèche te gebeuren aangezien wij elke regelmatige opvolging door uw arts of een raadpleging van ONE van uw keuze respecteren wetende dat het verkieslijk is dat u aanwezig bent bij de preventieve raadplegingen.

Als personen die uw kind opvangen zich zorgen maken over de gezondheid of de ontwikkeling van uw kind, wordt u uitgenodigd om de arts van uw kind te raadplegen en de crèche op de hoogte te brengen van aanbevelingen en nuttige informatie. Als dergelijke bezorgdheden blijven bestaan of als de externe preventieve opvolging niet wordt uitgevoerd, zal de mogelijkheid om een regelmatige preventieve opvolging binnen de crèche uit te voeren opnieuw met u worden besproken.

3. Vaccinaties

Volgens de wet moeten **kinderen die naar een opvangvoorziening gaan** gevaccineerd worden, volgens de aanbevelingen van ONE.

Verplichte vaccins zijn die tegen poliomyelitis, difterie, kinkhoest, meningitis met Haemophilus influenzae b, mazelen, rodehond en bof. Het vaccin tegen difterie wordt altijd gecombineerd met het tetanusvaccin.

Sterk aanbevolen vaccins zijn die tegen meningokokkenmeningitis C en hepatitis B.

Als u de vaccinaties door de huisarts laat uitvoeren, wordt u gevraagd een toestemming voor vaccinatie te ondertekenen.

De vaccinatiestatus van uw kind wordt regelmatig gecontroleerd, in het bijzonder bij aankomst, op 9 maanden en op 18 maanden. Het kind kan worden uitgesloten van de crèche in geval van niet-naleving van deze verplichting of als er een aanzienlijke vertraging is in het vaccinatieschema.

4. Ziekten

De arts van de crèche stelt geen diagnoses, doet geen behandelingen of volgt de evolutie van de ziekten van uw kind niet op. Als uw kind ziek is, is het uw verantwoordelijkheid om de gebruikelijke behandelende arts van uw kind te raadplegen. Er wordt een medisch attest aan de crèche bezorgd waarin staat of uw kind al dan niet naar de opvang mag komen en zo ja, welke behandeling uw kind tijdens zijn of haar verblijf in de crèche moet krijgen.

Er worden geen medicijnen toegediend zonder medisch attest, met uitzondering van paracetamol, in geval van koorts. Als er zich tijdens de opvanguren ziektesymptomen voordoen, wordt u snel op de hoogte gebracht zodat u de nodige regelingen kunt treffen.

De arts van de crèche neemt alle maatregelen die hij nuttig acht in geval van gevaar voor de opvangvoorziening en kan u in dit verband verzoeken om aanvullende onderzoeken te laten uitvoeren om de opvangvoorziening te beschermen (bijvoorbeeld een keeluitstrijkje) of u vragen om snel de behandelende arts te raadplegen.

Hij neemt een beslissing in het geval dat uw kind niet naar de crèche mag komen en dat op basis van de aanbevelingen van ONE.

5. Noodgevallen

In geval van nood zal de crèche, naargelang het geval, beroep doen op de behandelende arts van uw kind, op dokter

gekozen door de crèche om in te grijpen in geval van nood of op de spoeddiensten van het ziekenhuis

Ik heb kennisgenomen van de verschillende medische bepalingen die van kracht zijn in de opvangvoorzieningen en ik ga ermee akkoord.

In geval van een nucleair risico en op uitdrukkelijke vraag van de bevoegde overheden mag de crèche stabiel jodium toedienen aan mijn kind.

In geval van contact met een kind met meningokokkenmeningitis of Haemophilus en op vraag van de arts die verantwoordelijk is voor het toezicht op besmettelijke ziekten mag de crèche een preventief antibioticum toedienen aan mijn kind.

Datum en handtekening van de ouder(s):

AANSTELLING VAN DE ARTSEN DIE VERANTWOORDELIJK ZIJN VOOR DE GEZONDHEID VAN MIJN KIND

De regelmatige preventieve opvolging van mijn kind zal worden verzekerd door (kruis uw keuze aan):

- c. Dokter
- c. De raadpleging van ONE
- d. De arts van de opvangvoorziening

De vaccinaties van mijn kind zullen worden uitgevoerd door (kruis uw keuze aan):

- c. Dokter
- c. De raadpleging van ONE
- d. De arts van de opvangvoorziening

In geval van ziekte zal mijn kind worden behandeld door dokter:

.....
Adres:

Telefoon:

Ik verbind mij ertoe een medisch attest te verzorgen waarin de behandelingen worden verduidelijkt die moeten worden toegediend in de opvangvoorziening.

Datum en handtekening van de ouder(s):

Achats - Aankopen

15 Intercommunale Sibelga – Adhésion à la centrale d’achat en vue de l’acquisition de véhicules à carburants alternatifs, de bornes de recharge et d’outils de gestion de ces bornes

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 18 juin 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;

Vu les articles 2.4.5. à 2.4.9. du COBRACE ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 mai 2014 relatif à l'exemplarité des pouvoirs publics en matière de transport et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 relatif aux plans de déplacements d'entreprises ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47, §4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées ; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires ;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'acquisition de véhicules à carburants alternatifs, de bornes de recharge pour dito et d'outils de gestion de ces bornes ;

Vu l'intérêt pour la Commune d'Etterbeek de recourir à cette centrale d'achat qui permettra une rationalisation en termes de moyens, garantira l'achat de nouveaux véhicules respectant les normes d'émissions en vigueur et le suivi du marché de manière professionnelle et assurera aux pouvoirs locaux et régionaux bruxellois de bénéficier de prix identiques.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

1. d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga en vue de l'acquisition de véhicules à carburants alternatifs, de bornes de recharge et d'outils de gestion de ces bornes au profit des pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat.

Intercommunale Sibelga – Toetreding tot de aankoopcentrale met het oog op de aankoop van voertuigen op alternatieve brandstoffen, laadpalen en tools voor het beheer van deze palen

De Gemeenteraad

Gelet op de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 juni 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de speciale sectoren;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;

Gelet op artikel 2.4.5. tot 2.4.9. van het BWLKE;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 mei 2014 betreffende het voorbeeldgedrag van de overheden inzake vervoer en ter wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 april 2011 betreffende de bedrijfsvervoerplannen;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Overwegende artikel 47, §2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een aankoopcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de verrichting van aanvullende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;

Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga voor de aankoop van voertuigen op alternatieve brandstoffen, laadpalen en tools voor het beheer van deze palen;

Gelet op het belang voor de Gemeente Etterbeek om een beroep te doen op die aankoopcentrale, die een rationalisering zal mogelijk maken op het vlak van middelen, de aankoop van nieuwe voertuigen in overeenstemming met de geldende emissienormen en het professionele toezicht op de markt zal garanderen en de lokale en gewestelijke Brusselse overheden identieke prijzen zal waarborgen.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST:

1. toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga met het oog op de aankoop van voertuigen op alternatieve brandstoffen, laadpalen en tools voor het beheer van deze palen, ten voordele van de lokale en gewestelijke overheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
2. het reglement goed te keuren dat die aankoopcentrale regelt.

16 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application des articles 42 §1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu'il s'agit de marchés de faible montant ou par procédure négociée sans publication préalable dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 139.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 5 décembre 2019

Objet : Administration générale (Environnement) – Acquisition de matériel de maraichage

Estimation de la dépense : € 1.032,38 TVA comprise

Article budgétaire : 104/744-51 du budget extraordinaire de 2019

Date : 5 décembre 2019

Objet : Institut Ernest Richard – Acquisition de 3 imprimantes A3 pour les labos informatiques

Estimation de la dépense : € 500,00 TVA comprise

Article budgétaire : 735/742-53 du budget extraordinaire de 2019

Date : 5 décembre 2019

Objet : Etude urbanistique, financière et sociale pour la réhabilitation de deux sites communaux (site de l'actuel Maison communale, avenue d'Auderghem 113-117 et le site des Jardins de la Chasse, avenue des Casernes)

Estimation de la dépense : € 31.460,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 12 décembre 2019

Objet : Académie Jean Absil – Acquisition de mobiliers divers

Estimation de la dépense : € 2.952,00 TVA comprise

Article budgétaire : 734/741-51 du budget extraordinaire de 2019

Date : 12 décembre 2019

Objet : Académie Jean Absil – Acquisition de matériels divers

Estimation de la dépense : € 15.095,00 TVA comprise

Article budgétaire : 734/744-51 du budget extraordinaire de 2019

Date : 12 décembre 2019

Objet : Administration générale (Commune et CPAS) – Reconstruction des serveurs au Datacenter régional

Estimation de la dépense : € 90.836,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/742-53 et 831/742-53 du budget extraordinaire de 2019

Date : 12 décembre 2019

Objet : Jardins de la Chasse – Informatique – Achat de postes de travail + écrans (Commune et CPAS)

Estimation de la dépense : € 130.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/742-53 et 831/742-53 du budget extraordinaire de 2019

Date : 12 décembre 2019

Objet : Ecole « Paradis des Enfants » - Etude relative à la rénovation complète du groupe de ventilation dans la salle de sports

Estimation de la dépense : € 17.182,00 TVA comprise

Article budgétaire : 124/747-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 19 décembre 2019

Objet : Institut Ernest Richard (place St-Pierre) – Acquisition de casiers pour élèves

Estimation de la dépense : € 22.303,33 TVA comprise

Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2019

Date : 19 décembre 2019

Objet : Informatique – Acquisition d'un ordinateur portable

Estimation de la dépense : € 2.069,10 TVA comprise

Article budgétaire : 104/742-53 du budget extraordinaire de 2019

Date : 19 décembre 2019

Objet : Sports – acquisition de matériel sportif pour clubs reconnus

Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 763/744-51 du budget extraordinaire de 2019

Date : 19 décembre 2019

Objet : Ecole « La Farandole » – Acquisition de matériel de gymnastique

Estimation de la dépense : € 500,00 TVA comprise

Article budgétaire : 722/744-51 du budget extraordinaire de 2019

Date : 16 janvier 2020

Objet : Mobiliers urbains – Acquisition de poubelles avec cendrier

Estimation de la dépense : € 78.771,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/741-52 du budget extraordinaire de 2020

Date : 16 janvier 2020

Objet : Propreté publique – Acquisition d'une balayeuse multifonctionnelle (1m³)

Estimation de la dépense : € 150.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 875/743-53 du budget extraordinaire de 2020

Date : 23 janvier 2020

Objet : Voirie – Acquisition de radars préventifs

Estimation de la dépense : € 3.783,07 TVA comprise
Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2020

Date : 13 février 2020

Objet : Introduction d'une demande de permis de lotir dans le cadre du projet communal des Jardins de la Chasse

Estimation de la dépense : € 30.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/72212-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 20 février 2020

Objet : Ecole « Paradis des Enfants » - Etude relative à la rénovation complète du groupe de ventilation de la salle de sports

Estimation de la dépense : € 17.182,00 TVA comprise
Article budgétaire : 124/747-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 20 février 2020

Objet : Ecole « Le Paradis des Enfants » - Réalisation d'un local « compteur gaz » dans l'ancienne piscine

Estimation de la dépense : € 12.598,10 TVA comprise
Article budgétaire : 124/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 5 mars 2020

Objet : Service de prévention - Log'Iris : Etude pour la construction d'un local sur le site Général Henry

Estimation de la dépense : € 35.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 300/747-60 du budget extraordinaire de 2020

Date : 5 mars 2020

Objet : Ecole « Paradis des enfants » - Placement de vases d'expansion à la chaufferie

Estimation de la dépense : € 7.500,00 TVA comprise
Article budgétaire : 124/724-60 du budget extraordinaire de 2020

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE,

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

**Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten –
Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving**

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van de artikelen 42 §1 1° a) en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betref met beperkte waarde of gegund bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaand bekendmaking waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 139.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 5 december 2019

Voorwerp : Algemeen bestuur (Leefmilieu) – Aankoop van tuinier materiaal

Raming van de uitgave : € 1.032,38 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 104/744-51 van de buitengewone begroting van 2019

Datum : 5 december 2019

Voorwerp : Instituut Ernest Richard – Aankoop van 3 printers A3 voor informatica labos

Raming van de uitgave : € 500,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 735/742-53 van de buitengewone begroting van 2019

Datum : 5 december 2019

Voorwerp : Stedenbouwkundige, financiële en sociale studie voor de rehabilitatie van twee gemeentelijke sites (huidige site van het Gemeentehuis, Oudergemlaan 113-117 en site van het Jachthof, Kazernelaan)

Raming van de uitgave : € 31.460,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 12 december 2019

Voorwerp : Academie Jean Absil – Aankoop van allerlei meubilair

Raming van de uitgave : € 2.952,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 734/741-51 van de buitengewone begroting van 2019

Datum : 12 december 2019

Voorwerp : Academie Jean Absil – Aankoop van allerlei materiaal

Raming van de uitgave : € 15.095,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 734/744-51 van de buitengewone begroting van 2019

Datum : 12 december 2019

Voorwerp : Algemeen bestuur (Gemeente en OCMW) – Herconstructie van de servers bij de Gewestelijke Datacenter

Raming van de uitgave : € 90.836,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 104/742-53 en 831/742-53 van de buitengewone begroting van 2019

Datum : 12 december 2019

Voorwerp : Jachthof – Informatica – Aankoop werkposten + schermen (Gemeente en OCMW)

Raming van de uitgave : € 130.000,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 104/742-53 en 831/742-53 van de buitengewone begroting van 2019

Datum : 12 december 2019

Voorwerp : School « Paradis des Enfants » - Studie betreffende de volledige vernieuwing van de verluchtingsgroep in de sportzaal

Raming van de uitgave : € 17.182,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 124/747-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 19 december 2019

Voorwerp : Instituut Ernest Richard (St-Pietersplein) – Aankoop van kluizen voor studenten

Raming van de uitgave : € 22.303,33 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2019

Datum : 19 december 2019

Voorwerp : Informatica – Aankoop van een draagbare PC

Raming van de uitgave : € 2.069,10 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 104/742-53 van de buitengewone begroting van 2019

Datum : 19 december 2019

Voorwerp : Sporten – Aankoop van sportmateriaal voor herkende clubs

Raming van de uitgave : € 10.000,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 763/744-51 van de buitengewone begroting van 2019

Datum : 19 december 2019

Voorwerp : School « La Farandole » – Aankoop van turnmateriaal

Raming van de uitgave : € 500,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 722/744-51 van de buitengewone begroting van 2019

Datum : 16 januari 2020

Voorwerp : Stadsmeubilair – Aankoop van vuilnisbakken met asbak

Raming van de uitgave : € 78.771,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 421/741-52 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 16 januari 2020

Voorwerp : Openbare netheid – Aankoop van een multifunctionele veegmachine (1m³)

Raming van de uitgave : € 150.000,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 875/743-53 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 23 januari 2020

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van preventieve radars

Raming van de uitgave : € 3.783,07 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 13 februari 2020

Voorwerp : Introductie van een aanvraag voor een verkavelingsvergunning in het kader van het gemeentelijk project van Jardins de la Chasse

Raming van de uitgave : € 30.000,00 Incl. BTW

Begrotingsartikel : 104/72212-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 20 februari 2020

Voorwerp : School « Paradis des Enfants » - Studie betreffende de volledige renovatie van de ventilatiegroep in de sportzaal

Raming van de uitgave : € 17.182,00 incl. BTW

Begrotingsartikel : 124/747-60 van de buitengewone begroting van 2020

Datum : 20 februari 2020

*Voorwerp : school « Le Paradis des Enfants » - Realisatie van een "gasmeter" ruimte in het oude zwembad
Raming van de uitgave : € 12.598,10 Incl. BTW
Begrotingsartikel : 124/724-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 5 maart 2020

*Voorwerp : Dienst Preventie - Log'Iris : Studie voor de constructie van een lokaal op de Generaal Henry
Raming van de uitgave : € 35.000,00 Incl. BTW
Begrotingsartikel : 300/747-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Datum : 5 maart 2020

*Voorwerp : School « Paradis des enfants » Plaatsing van expansievaten in de stookruimte
Raming van de uitgave : € 7.500,00 Incl. BTW
Begrotingsartikel : 124/724-60 van de buitengewone begroting van 2020*

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

17 **La confection et la livraison de repas aux écoles d'une part et au Centre Public de l'Action Sociale d'autre part - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 et l'article 57, et notamment articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/AB/2020/08 relatif au marché "La confection et la livraison de repas aux écoles d'une part et au Centre Public de l'Action Sociale d'autre part" établi par le Service des Marchés Publics en collaboration avec le service du Développement durable et la société Coduco

(consultant externe);

Considérant que ce marché est divisé en :

- Lot 1 (Confection et la livraison de repas pour les cantines scolaires (écoles, préguardiennats et crèche Sainte-Geneviève)), estimé à 720.000,00 € (incl. 6% TVA) ;
- Lot 2 (Confection et livraison de repas du Centre Public de l'Action Sociale), estimé à 1.000.000,00 € (incl. 6% TVA) ;

Considérant que les lots 1 et 2 sont conclus pour une durée de 12 mois mais pouvant être reconduit tacitement pour une période de 12 mois avec un maximum de 3 reconductions ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 6.880.000,00 € (incl. 6% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que la Commune d'Etterbeek exécutera la procédure et interviendra au nom du Centre Public de l'Action Sociale d'Etterbeek à l'attribution du marché ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2020, aux articles FFF/124-23 et au budget des exercices suivants ainsi qu'au budget du CPAS ;

Sur proposition du Collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/AB/2020/08 et le montant estimé du marché "La confection et la livraison de repas aux écoles d'une part et au Centre Public de l'Action Sociale d'autre part", établis par le Service des Marchés Publics en collaboration avec le service du Développement durable et la société Coduco (consultant externe). Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 6.880.000,00 € (incl. 6% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De soumettre le marché à la publicité européenne.

Article 4

Commune d'Etterbeek est mandaté pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom du Centre Public

de l'Action Sociale d'Etterbeek, à l'attribution du marché.

Article 5

En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 6

Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participant.

Article 7

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Article 8

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 9

De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2020, articles FFF/124-23 et au budget des exercices suivants et au budget du CPAS.

Vorbereiden en leveren van maaltijden aan de scholen enerzijds en aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn anderzijds - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36 en artikel 57, en inzonderheid artikels 2, 36° en 48 die een gezamenlijke realisatie van de opdracht in naam en voor rekening van meerdere aanbesteders toelaat;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Vorbereiden en leveren van maaltijden aan de scholen enerzijds en aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn anderzijds" een bestek met nr. TP/ORD/AB/2020/08 werd opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten insamenwerking met de dienst Duurzame ontwikkeling en de firma Coduco (extern consulent) ;

Overwegende dat deze opdracht als volgt is opgedeeld:

- Perceel 1 (Voorbereiden en leveren van maaltijden voor de schoolrefters (scholen, kleuterscholen en creche Sainte-Geneviève)), raming: 720.000,00 € (incl. 6% btw);
- Perceel 2 (Voorbereiden en levering van maaltijden voor het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn), raming: 1.000.000,00 € (incl. 6% btw);

Overwegende dat percelen 1 en 2 worden afgesloten voor een duur van 12 maanden maar kan stilzwijgend verlengd worden voor een duur van 12 maanden met een maximum van 3 verlengingen ;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 6.880.000,00 € (incl. 6% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat het een gezamenlijke opdracht betreft waarbij het aangewezen is dat Gemeente Etterbeek de procedure zal voeren en in naam van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek bij de gunning van de opdracht zal optreden;

Overwegende dat gezamenlijk aankopen kan leiden tot aanzienlijke besparingen en administratieve vereenvoudiging;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2020, op artikel FFF/124-23 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren en in het budget van het OCMW ;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/AB/2020/08 en de raming voor de opdracht “Voorbereiden en leveren van maaltijden aan de scholen enerzijds en aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn anderzijds”, opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten in samenwerking met de dienst Duurzame ontwikkeling en de firma Coduco (extern consulent). De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 6.880.000,00 € (incl. 6% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De opdracht zal Europees bekend gemaakt worden.

Artikel 4

Gemeente Etterbeek wordt gemandateerd om de procedure te voeren en in naam van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek bij de gunning van de opdracht op te treden.

Artikel 5

In geval van een juridisch geschil omtrent deze overheidsopdracht, is elk deelnemend bestuur mee verantwoordelijk voor alle mogelijke kosten in verhouding tot zijn aandeel in de opdracht.

Artikel 6

Afschrift van deze beslissing wordt bezorgd aan de deelnemende besturen.

Artikel 7

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 8

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichhoudende overheid over te maken.

Artikel 9

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2020, op artikels FFF/124-23 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren en in het budget van het OCMW.

4 annexes / 4 bijlagen

VERSIE 1 - 2020_02_04_Bestek+-+Model+3P.doc, VERSIE 2 - 2020_02_04_Bestek+-+Model+3P+(herzien).doc, VERSION 1 - 2020_02_04_CSCH+-+Modele+3P.doc, VERSION 2 - 2020_02_04_CSCH+-+Modele+3P+(revu).doc

Bâtiments publics - Openbare Gebouwen

18 Ecole "La Farandole" - Placement d'un escalier de secours extérieur Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses

modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/AJ/2020/08 relatif au marché “Ecole "La Farandole" – Placement d'un escalier de secours extérieur” établi par le Service des Marchés Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 174.500,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020, article 722/724-60 ;

Sur proposition du collègue;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/AJ/2020/08 et le montant estimé du marché “Ecole "La Farandole" – Placement d'un escalier de secours extérieur”, établis par le Service des Marchés Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 174.500,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020, article 722/724-60.

School "La Farandole" - Plaatsen van een buiten noodtrap - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "School "La Farandole" - Plaatsen van een buiten noodtrap" een bestek met nr. TP/AJ/2020/08 werd opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 174.500,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2020, op artikel 722/724-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/AJ/2020/08 en de raming voor de opdracht "School "La Farandole" – Plaatsen van een buiten noodtrap", opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 174.500,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2020, op artikel 722/724-60 van de buitengewone dienst.

Garage communal - Gemeentelijke garage

19 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) le vendredi 20 mars 2020 à l'ASBL "LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE" (LHS) en vue de se rendre à Dinant.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande en 2020 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL « Logement et Harmonie sociale » (LHS) en partenariat avec le Service de Prévention le vendredi 20 mars 2020 en vue de se rendre à Dinant ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL « Logement et Harmonie sociale » (LHS) en partenariat avec le Service de Prévention :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS)

Rue Général Tombeur 47
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 22 personnes, faisant partie du public de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) entre Etterbeek et la Ville de Dinant, le vendredi 20 mars 2020.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS).

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) intervient comme transporteur pour compte

propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS)

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, le 16 MARS 2020.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) op vrijdag 20 maart 2020 voor VZW "LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE" (LHS) om naar Dinant te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de tweede aanvraag van 2020 gaat;

Overwegende dat de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) in samenwerking met de dienst Preventie vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op vrijdag 20 maart 2020 om naar Dinant te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) in samenwerking met de dienst Preventie goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

En de vzw Logement et Harmonie sociale (LHS)

Generaal Tombeurstraat 47

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 22 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS), tussen Etterbeek en Dinant op vrijdag 20 maart 2020. Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS).

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS)

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende

het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen

erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad van Etterbeek op 16 maart 2020.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE TRANSPORT POUR LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE 20 MARS 2020.pdf

- 20 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL "LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE" (LHS) en partenariat avec le Service Prévention le samedi 18 avril 2020 en vue de se rendre au Domaine de Plopsa Coo.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une troisième demande en 2020 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL « Logement et Harmonie sociale » (LHS) en partenariat avec le Service de Prévention le samedi 18 avril 2020 en vue de se rendre au Domaine de Plopsa Coo ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL « Logement et Harmonie sociale » (LHS) en partenariat avec le Service de Prévention :

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115

1040 Etterbeek

Et l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS)

Rue Général Tombeur 47

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 53 personnes, faisant partie du public de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) entre Etterbeek et la Ville de Coo, le samedi 18 avril 2020.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS).

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS)

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE (LHS) est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL « LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE » (LHS) est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, le 16 MARS 2020.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit aan de VZW "LOGEMENT ET HARMONIE SOCIALE" (LHS) in samenwerking met de dienst Preventie op zaterdag 18 april 2020 om naar het Domein van Plopsa Coo te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de derde aanvraag van 2020 gaat;

Overwegende dat de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) in samenwerking met de dienst Preventie vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op zaterdag 18 april 2020 om naar het domein van Plopsa Coo te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) in samenwerking met de dienst Preventie goed te keuren:

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

En de vzw Logement et Harmonie sociale (LHS)

Generaal Tombeurstraat 47

1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 53 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS), tussen Etterbeek en Coo op zaterdag 18 april 2020.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS).

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS)

De vzw "Logement et Harmonie sociale" (LHS) verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van

gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw “Logement et Harmonie sociale” (LHS) is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad van Etterbeek op 16 maart 2020.

1 annexe / 1 bijlage

21 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL ALTEO le mercredi 8 avril 2020 en vue de se rendre au Musée PICONRUE à Bastogne.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande en 2020 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL ALTEO le mercredi 8 avril 2020 en vue de se rendre au Musée PICONRUE à Bastogne ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL ALTEO.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et l'ASBL ALTEO

Avenue d'Auderghem 346
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) le mercredi 8 avril 2020 un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de l'ASBL ALTEO, entre Etterbeek et la ville de Bastogne:

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL ALTEO.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL ALTEO intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL ALTEO

L'ASBL ALTEO s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et

modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL ALTEO devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL ALTEO est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL ALTEO est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL ALTEO est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL ALTEO ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL ALTEO est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, le 16 MARS 2020.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan de VZW ALTEO op woensdag 8 april 2020 om naar Museum PICONRUE in Bastogne te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag van 2020 gaat;

Overwegende dat de VZW ALTEO vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op woensdag 8 april 2020 om naar museum Piconrue in Bastogne te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw ALTEO goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115
1040 Etterbeek

En de VZW ALTEO

Oudergemlaan 346
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) op woensdag 8 april 2020 van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw ALTEO, tussen Etterbeek en Bastogne.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW ALTEO.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW ALTEO komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.
Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW ALTEO

De VZW ALTEO verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW ALTEO de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW ALTEO aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW ALTEO moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw ALTEO de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw ALTEO of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW ALTEO is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad van Etterbeek op 16 maart 2020.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE TRANSPORT POUR ALTEO ASBL 8 AVRIL 2020 BASTOGNE.pdf

22 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la Crèche "Nos Tout Petits" le jeudi 11 juin 2020 en vue de se rendre au Zoo d'Olmen à Balen.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année;

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Crèche « NOS TOUT PETITS » le jeudi 11 juin 2020 en vue de se rendre au Zoo d'Olmen à 2491 BALEN ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Crèche « NOS TOUT PETITS »

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et la Crèche « NOS TOUT PETITS »

Rue Antoine Gautier 60
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 18 personnes, faisant partie du public de la Crèche « NOS TOUT PETITS », entre Etterbeek et (zoo d'Olmen) situé Bukenberg 45 à 2491 BALEN en date du jeudi 11 juin 2020.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Crèche « NOS TOUT PETITS ».

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Crèche « NOS TOUT PETITS » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Crèche « NOS TOUT PETITS »

La Crèche « NOS TOUT PETITS » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

prendra fin, la Crèche « NOS TOUT PETITS » devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Crèche « NOS TOUT PETITS » est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Crèche « NOS TOUT PETITS » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Crèche « NOS TOUT PETITS » est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Crèche « NOS TOUT PETITS » ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Crèche « NOS TOUT PETITS » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal, le 16 MARS 2020.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het Creche "Nos Tout Petits" op donderdag 11 juni 2020 naar de Zoo van Olmen te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat het over de eerste aanvraag van 2020 gaat;

Overwegende dat crèche "NOS TOUT PETITS" vraagt om over een gemeentebus te beschikken (heen- en terugrit) op donderdag 11 juni 2020 om naar de Olmense Zoo in 2491 Balen te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en crèche “NOS TOUT PETITS” goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

en crèche “NOS TOUT PETITS”

Antoine Gautierstraat 60

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 18 personen, die deel uitmaken van het publiek van crèche “NOS TOUT PETITS”, tussen Etterbeek en de Olmense Zoo gelegen Bukenberg 45 in 2491 Balen op donderdag 11 juni 2020.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van crèche “NOS TOUT PETITS”.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Crèche “NOS TOUT PETITS” komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van crèche “NOS TOUT PETITS”

De crèche “NOS TOUT PETITS” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de crèche “NOS TOUT PETITS” de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de crèche “NOS TOUT PETITS” aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De crèche “NOS TOUT PETITS” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de crèche “NOS TOUT PETITS” de nodige formaliteiten vervullen en het Gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de crèche “NOS TOUT PETITS” of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De crèche “NOS TOUT PETITS” is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het Gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Aldus beslist in openbare zitting van de Gemeenteraad van Etterbeek op 16 maart 2020.

23 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre culturel d'Etterbeek le vendredi 10 avril 2020 en vue de se rendre au zoo de Planckendael à 2812 MECHELEN. (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une quatrième demande cette année ;

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) au Centre culturel d'Etterbeek le vendredi 10 avril 2020 en vue de se rendre au zoo de Planckendael à 2812 Malines ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le

Centre culturel d'Etterbeek.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et le CENTRE CULTUREL d'Etterbeek

Chaussée de Wavre 366
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 44 personnes, faisant partie du public du Centre culturel d'Etterbeek, entre Etterbeek et Mechelen (Zoo de Planckendael – Leuvensesteenweg 582 à 2812 Malines).
Un chauffeur est également mis à disposition du Centre culturel d'Etterbeek.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Centre culturel d'Etterbeek intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation du Centre culturel d'Etterbeek

Le Centre culturel d'Etterbeek s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, le Centre culturel d'Etterbeek devra le remettre dans l'état où il l'a reçu, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture.
L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de remplir une déclaration à la police. Il

adressera une copie du procès-verbal à l'Administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, le Centre culturel d'Etterbeek est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle du Centre culturel d'Etterbeek ou d'un de ses membres, celui-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Centre culturel d'Etterbeek est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het Cultureel centrum van Etterbeek op vrijdag 10 april 2020 om naar de zoo van Planckendael te 2812 MECHELEN. (Aanvullend)

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de vierde aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat het cultureel centrum van Etterbeek gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op vrijdag 10 april 2020 om naar het carnaval van Malmédy te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultureel centrum van Etterbeek goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

En het cultureel centrum van Etterbeek

Waverssesteenweg 366

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de ter beschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 44 personen, die deel uitmaken van het publiek van het cultureel centrum van Etterbeek, tussen Etterbeek en Mechelen (Zoo van Planckendael – Leuvensesteenweg 582 te 2812 Mechelen);

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het cultureel centrum van Etterbeek.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultureel centrum van Etterbeek komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het Gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het cultureel centrum van Etterbeek

Het cultureel centrum van Etterbeek verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het Gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het cultureel centrum van Etterbeek de bus teruggeven in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultureel centrum van Etterbeek aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het Gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultureel centrum van Etterbeek moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het cultureel centrum van Etterbeek de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultureel centrum van Etterbeek of een van zijn leden dan neemt het centrum het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultureel centrum van Etterbeek is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

demande centre culturel 10 avril 2020 planckendael.pdf

Brocantes, foires et marchés - Rommelmarkten, Kermissen en Markten

24 Foire annuelle de la Place Jourdan entre le 22/4 et le 6/5 2020 - conventions

Le conseil communal,

Considérant l'organisation de la foire annuelle de la place Jourdan entre le 22 avril et le 6 mai 2020 ;

Considérant que le prix de l'emplacement est fixé à 4,5€ par mètre et par jour ;

Considérant qu'une participation de 13,78€ est demandée à chaque forain pour la location du col de cygne ;

Considérant les droits de place pour l'occupation d'emplacement :

Nom	Métrage de façade	Calcul	Total
William Severs	9m	9x4,50x15 + 13,78	621,28€
Jonathan Doop	7m	7x4,50x15 + 13,78	486,28€
André Ledoux	7m	7x4,50x15 + 13,78	486,28€
Kelly Hallaert	8m	8x4,50x15 + 13,78	553,78€
Serge Fenocchi	10m	10x4,50x15 + 13,78	688,78€

Jeff Vanderzeypen	8m	8x4,50x15 + 13,78	553,78€
Jean Delcomminette	10m	10x4,50x15 + 13,78	688,78€
Charles Hallaert	9m	9x4,50x15 + 13,78	621,28€
Kilian Debock	7m	7x4,50x15 + 13,78	486,28€
François Bogaert	26m	26x4,50x15 + 13,78	1768,78€

DECIDE

D'approuver la convention type telle que reprise ci-dessous :

FOIRE PLACE JOURDAN : du 22 avril au 6 mai 2020

CONVENTION

ENTRE :

L'Administration communale d'Etterbeek, représentée par **M. Aziz Es Echevin des Foires, Marché et Brocantes et Mme Annick Petit, Secrétaire communale faisant fonction**, agissant en exécution du cahier des charges type-foire, pris par le Conseil communal en date du 13 mars 1970 et modifié le 14 juin 1973, nommée ci-après « La Commune » d'une part, et

L'exploitant forain, d'autre part,

Nommé ci-après,

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Domicilié à xxxxxxxx

Exploitant une attraction foraine « xxxxx »,

IL A ETE CONCLU CE QUI SUIIT :

1. La Commune attribue à l'exploitant(e) forain(e) qui accepte sans aucune réserve un emplacement comprenant xxx mètres de façade durant la foire, place Jourdan, indiqué dans le plan ci-annexé. L'exploitant forain s'engage à y installer l'attraction foraine définie ci-dessus et dont il est propriétaire. L'attribution de cet emplacement n'est valable que pour la foire de la Place Jourdan et n'établit aucun droit acquis pour l'exploitant forain pour les foires des années suivantes.
2. Le droit de place pour l'occupation de cet emplacement est fixé à € (m x 4,50€ x 15 jours), à ce montant est ajouté une participation financière de 13,78 € correspondant à la location des cols de cygne pour les forains auprès de Vivaqua. **Le montant total à payer est donc de xxx€. En cas de non-respect de ces modalités de paiement pour le 06 avril 2020 au plus tard, sur le compte suivant : BE47 0910 1763 0080 avec la mention « foire annuelle 2020 », la convention sera résiliée de plein droit et sans formalités.**
3. L'exploitant forain est tenu d'exploiter, pour son propre compte, l'attraction foraine mentionnée

ci-dessus pendant toute la durée de la foire. La cession de tout ou partie de l'emplacement ou de l'attraction, sans autorisation préalable écrite du Collège des Bourgmestre et Echevins, entraîne de plein droit, la résiliation de la convention, les sommes déjà versées restant acquises à la Commune.

4. La Commune se réserve le droit de pouvoir modifier à tout moment l'emplacement faisant l'objet de la présente convention pour la bonne organisation de la foire, sans qu'elle ait à justifier sa décision et sans que l'exploitant(e) forain(e) puisse exercer un quelconque recours contre elle.
5. Pour le surplus, la présente convention est régie par les clauses et conditions du cahier des charges de la foire de la place Jourdan pris par le Conseil communal en date du 14 juin 1973, ainsi que par les dispositions annexes arrêtées par le Collège en exécution de celui-ci.
6. L'enlèvement des immondices se fera régulièrement par les services communaux, les immondices seront déposées par les forains à côté des autos-scooters, côté Froissart. Les forains feront l'entretien journallement de leurs métiers. . Les forains utiliseront à cet effet les sacs blancs, jaunes et bleus de la Région.
7. Le prix du mètre sera fixé, chaque année par le Collège.
8. Le départ précoce des métiers n'est pas autorisé avant la clôture de l'événement, soit le soir du 6 mai 2020.
9. Les forains veilleront à respecter la réglementation relative à l'exploitation des attractions foraines et notamment l'arrêté royal du 24 septembre 2006, à cet effet un contrôle sera effectué au plus tard le 24 avril 2020 avant 17 h, par le service Planification d'urgence.
10. Les véhicules et les métiers n'auront accès à la place Jourdan qu'à partir de 8 heures le mercredi 22 avril 2020. Si l'exploitant forain le souhaite, il lui sera loisible de stationner ses véhicules (camions et/ou remorques), avenue du 2^{ème} Régiment de Lancier, du lundi 20 avril à 18h00 au mercredi 6 mai à 20h. Un emplacement de 100 mètres sera réservé.
11. Les forains veilleront à respecter les conditions polices reprises ci-dessous :
 - L'événement devra répondre aux conditions générales et s'il échait aux conditions particulières éditées par le SIAMU.
 - Le bruit produit ne pourra en aucun cas être de nature à troubler la tranquillité et le repos des habitants.
 - Respect des heures d'ouverture.
 - Toute les mesures de sécurité devront être prises afin d'éviter tout incident ou accident.
 - Respect de l'environnement en tout temps et veiller à la fin de l'activité à la propreté des lieux.

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le XXX.

Chacune des parties reconnaissant qu'elle en a reçu un exemplaire.

Pour l'Administration communale,

L'exploitant,

La Secrétaire communal f.f.,

L'Echevin,
des foires, marchés et brocantes

De jaarlijkse kermis op het Jourdanplein van 22/4 tot 6/5 2020 - overeenkomst

De gemeenteraad,

gelet op de organisatie van de jaarlijkse kermis op het Jourdanplein van 22 april tot 6 mei 2020;

overwegende dat de prijs van een standplaats 4,50 euro per meter per dag bedraagt;

overwegende dat er aan elke kermisuitbater een bijdrage van 13,78 euro wordt gevraagd voor de huur van de zwanenhals;

gelet op de standplaatsrechten voor het gebruik van de standplaats:

Naam	Afmetingen gevel	Berekening	Totaal
William Severs	9m	9x4,50x15 + 13,78	621,28€
Jonathan Doop	7m	7x4,50x15 + 13,78	486,28€
André Ledoux	7m	7x4,50x15 + 13,78	486,28€
Kelly Hallaert	8m	8x4,50x15 + 13,78	553,78€
Serge Fenocchi	10m	10x4,50x15 + 13,78	688,78€
Jeff Vanderzeypen	8m	8x4,50x15 + 13,78	553,78€
Jean Delcomminette	10m	10x4,50x15 + 13,78	688,78€
Charles Hallaert	9m	9x4,50x15 + 13,78	621,28€
Kilian Debock	7m	7x4,50x15 + 13,78	486,28€
François Bogaert	26m	26x4,50x15 + 13,78	€ 1768,78

BESLIST

om de onderstaande standaardovereenkomst goed te keuren:

KERMIS, JOURDANPLEIN: van 22 april tot 6 mei 2020**OVEREENKOMST**

TUSSEN:

het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door **de heer Aziz Es, schepen van Kermissen, Markten en Rommelmarkten, en mevrouw Annick Petit, waarnemend gemeentesecretaris**, die handelen in uitvoering van het typebestek-kermis, genomen door de gemeenteraad op 13 maart 1970 en gewijzigd op 14 juni 1973, hierna “de gemeente” genoemd enerzijds, en

de kermisuitbater anderzijds,
hierna genoemd
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
gedomicilieerd in xxxxxxxx
uitbater van een kermisattractie “xxxxx”,

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

1. De gemeente kent de kermisuitbater, die zonder enig voorbehoud aanvaardt, een standplaats van xxx meter toe tijdens de kermis, die plaatsvindt op het Jourdanplein. De standplaats is aangeduid op de bijgevoegde plattegrond. De kermisuitbater verbindt zich ertoe de hierboven bepaalde kermisattractie waarvan hij eigenaar is op die plaats te installeren. De toekenning van de standplaats is enkel geldig voor de kermis die plaatsvindt op het Jourdanplein en vestigt dus geen enkel recht voor de kermisuitbater voor de kermissen tijdens de volgende jaren.
2. Het standplaatsrecht voor het gebruik van die standplaats bedraagt euro (m x € 4,50 x 15 dagen) waarbij een financiële bijdrage van 13,78 euro wordt opgeteld voor de huur van de zwanenhalzen voor de kermisuitbaters bij Vivaqua. **Het te betalen totaalbedrag is dus xxx euro. Als de betaling niet uiterlijk op 6 april 2020 wordt uitgevoerd op rekeningnummer BE47-091-01763-0080 met de vermelding “jaarlijkse kermis 2020”, wordt de overeenkomst van rechtswege en zonder formaliteiten ontbonden.**
3. De kermisuitbater is ertoe verplicht om de hierboven genoemde kermisattractie voor eigen rekening uit te baten tijdens de volledige duur van de kermis. De overdracht van het geheel of een deel van de standplaats of de attractie zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van het college van burgemeester en schepen heeft van rechtswege de ontbinding van de overeenkomst tot gevolg. De bedragen die al gestort werden blijven verworven door de gemeente.
4. De gemeente behoudt zich het recht voor om de standplaats die het voorwerp uitmaakt van onderhavige overeenkomst op elk moment te wijzigen voor de goede organisatie van de kermis zonder dat zij haar beslissing moet rechtvaardigen en zonder dat de kermisuitbater een beroep tegen haar kan instellen.
5. Onderhavige overeenkomst wordt bovendien geregeld door de bepalingen en voorwaarden uit het bestek van de kermis op het Jourdanplein genomen door de gemeenteraad op 14 juni 1973 en door de bijgevoegde bepalingen die vastgelegd werden door het college in uitvoering van dat bestek.
6. Het vuilnis zal regelmatig door de gemeentelijke diensten worden opgehaald. De kermisuitbaters zetten het afval naast de autoscooters langs de kant van Froissart. De kermisuitbaters onderhouden hun attracties dagelijks. De kermisuitbaters gebruiken de witte, gele en blauwe vuilniszakken van het Gewest om te sorteren.
7. De prijs per meter wordt elk jaar vastgelegd door het college.
8. Vroegtijdig vertrek van de kermisuitbaters is niet toegelaten voor het evenement is afgelopen, met name de avond van 6 mei 2020.
9. De kermisuitbaters respecteren het reglement betreffende de uitbating van kermisattracties en in het bijzonder het koninklijk besluit van 24 september 2006. Daartoe zal op vrijdag 24 april 2020 voor 17 uur

een controle worden uitgevoerd door de dienst Noodplanning.

10. De voertuigen en de kermisuitbaters hebben pas toegang tot het Jourdanplein vanaf woensdag 22 april 2020 om 8 uur. Als de kermisuitbater dat wenst, kan hij zijn voertuigen (vrachtwagens en/of aanhangwagens) van maandag 20 april om 18.00 uur tot woensdag 6 mei om 20 uur op de Tweede Lansiers Regimentlaan parkeren. Er wordt een parkeerplaats van 100 meter voorbehouden.

11. De kermisuitbaters zien toe op de naleving van de onderstaande politievoorwaarden:

- Het evenement moet beantwoorden aan de algemene voorwaarden en zo nodig aan de bijzondere voorwaarden van de DBDMH.
- Het geluid dat geproduceerd wordt mag in geen geval van dien aard zijn dat het de kalmte en de rust van de inwoners verstoort.
- Naleving van de openingsuren.
- Alle veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om incidenten of ongelukken te vermijden.
- Op elk moment het leefmilieu respecteren en bij het einde van de activiteit toezien op de netheid van de plaats.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op XXX.

Elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

Voor het gemeentebestuur van Etterbeek,

De kermisuitbater,

De waarnemend gemeentesecretaris,

De schepenen van Kermissen,
Markten en Rommelmarkten,

xxxxxxxxx

Annick PETIT

Aziz ES

10 annexes / 10 bijlagen

2020 Con Jean Delcommine Luna Park.doc, 2020 Conv Charles Hallaert Luna Park.doc, 2020 Conv Kylian Debock - Severs pêche aux canards.doc, 2020 Con Serge Fenocchi Carrousel.doc, 2020 Con Jeff Vanderzeypen Trampoline.doc, 2020 Conv JDoop Beignets.doc, 2020 Con Léopold Severs Carrousel.doc, 2020 Con Kelly Hallaert Tir.doc, 2020 Conv scooter François BOGAERT.doc, 2020 Con André Ledous Peche aux canards.doc

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

- 25 **Conseil Consultatif etterbeekois des Aînés (C.C.A.) – Conseil Consultatif etterbeekois pour les Personnes Handicapées (C.C.P.H.) – Désignation de nouveaux membres indépendants pour la législature actuelle.**

Le Conseil Communal,

Considérant que Contact Plus est en charge de l'organisation et du suivi du Conseil Consultatif etterbeekois des Aînés (C.C.A.) et du Conseil Consultatif etterbeekois des Personnes Handicapées ;

Considérant que, conformément aux dispositions réglementant le fonctionnement du Conseil Consultatif

etterbeekois des Aînés et du Conseil Consultatif etterbeekois pour les Personnes Handicapées, des nouveaux membres, indépendants des institutions politiques et des associations, doivent être désignés après avoir soumis leurs candidatures, vu le chapitre 3, art. 5 du règlement relatif au Conseil Consultatif des aînés et vu le chapitre III, art. 9, paragraphe 2 du règlement relatif au C.C.P.H. ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

1. De désigner comme membres indépendants du C.C.A., les personnes suivantes, résidant à Etterbeek :

M. André Charles Filée Lévêque, Mme Arlette Nisot-Crapez, M. Jacques Pirot, Mme Anny Van Lierde, Mr Michel Gérard, Mme Anny Paoli, M. Paul Gourdinne, Mme Elisabeth Schattens, Mme Micheline Muller, Mme Claudine Meurice, Mme Monique Detienne -Van De Velde, Mme Francine Roels, Mme Louise De Smet.

2. De désigner comme membres indépendants du C.C.P.H., les personnes suivantes, résidant à Etterbeek :

M. Michel Gérard, Mme Anny Paoli, Mme Elisabeth Schattens, M. Marc Van Hoey, M. Erik De Velder, Mme Anne-Marie Vrancken, Mme Claudine Meurice, Mme Monique Detienne -Van De Velde, Mme Caroline Mougeot, Mme Francine Roels, Mme Hélène Hubin.

Etterbeekse Adviesraad voor Ouderen (ARO) – Etterbeekse Adviesraad voor Personen met een Handicap (ARPH) – Aanstelling van nieuwe onafhankelijke leden voor de huidige legislatuur.

De gemeenteraad,

Overwegende dat Contact Plus verantwoordelijk is voor de organisatie en de opvolging van de Etterbeekse Adviesraad voor Ouderen (ARO) en de Etterbeekse Adviesraad voor Personen met een Handicap (ARPH);

Overwegende dat, in overeenstemming met de bepalingen die de werking van de Adviesraad voor Ouderen en de Adviesraad voor Personen met een Handicap regelen, nieuwe leden, die onafhankelijk zijn van politieke instellingen en verenigingen, aangesteld moeten worden nadat ze hun kandidatuur hebben voorgelegd, gelet op hoofdstuk 3, artikel 5 van het reglement betreffende de Adviesraad voor Ouderen en gelet op hoofdstuk III, artikel 9, paragraaf 2 van het reglement betreffende de ARPH;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST

1. Om de volgende personen, die in Etterbeek wonen, aan te stellen als onafhankelijke leden van de ARO:

Dhr. André Charles Filée Lévêque, mevr. Arlette Nisot-Crapez, dhr. Jacques Pirot, mevr. Anny Van Lierde, dhr. Michel Gérard, mevr. Anny Paoli, dhr. Paul Gourdinne, mevr. Elisabeth Schattens, mevr. Micheline Muller, mevr. Claudine Meurice, mevr. Monique Detienne -Van De Velde, mevr. Francine Roels, mevr. Louise De Smet.

2. Om de volgende personen, die in Etterbeek wonen, aan te stellen als onafhankelijke leden van de ARPH:

Dhr. Michel Gérard, mevr. Anny Paoli, mevr. Elisabeth Schattens, dhr. Marc Van Hoey, dhr. Erik De Velder, mevr. Anne-Marie Vrancken, mevr. Claudine Meurice, mevr. Monique Detienne -Van De Velde, mevr. Caroline Mougeot, mevr. Francine Roels, mevr. Hélène Hubin.

Secrétariat - Secretariaat

26 Interpellation de Madame Louise-Marie Bataille sur le projet de créer un cimetière pour animaux.

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Echevins, Chers Collègues,

Dans sa Note d'orientation politique, la majorité annonce son projet de créer – je cite – « une parcelle » pour les animaux au cimetière communal. On peut comprendre ce souhait de répondre à une demande de propriétaires d'animaux de compagnie.

Je suppose que vous allez établir une distinction claire entre les humains et les animaux, et qu'il ne s'agira pas, pour les animaux, d'une « parcelle », comme la parcelle des étoiles ou les parcelles juive ou musulmane, mais d'un enclos tout à fait séparé, bien distinct. Il me semble en effet que, dans le respect de la dignité et de la tristesse des uns et des autres, il ne serait pas très heureux que l'on se rende à telle parcelle pour se recueillir auprès de Mammy, juste à côté de telle autre parcelle pour Snoopy.

Avez-vous déjà une idée d'où vous comptez situer le cimetière pour animaux par rapport au plan du cimetière communal ? En effet, le flanc gauche du cimetière est longé par le Molenweg ; il serait donc possible d'ouvrir un portail dans le mur et de réserver un parc entouré de belles haies qui serait accessible uniquement par l'extérieur. Tout en faisant partie du cimetière communal, le cimetière des animaux serait ainsi bien distinct, avec son accès propre, sans traverser le cimetière des humains.

D'autre part, à ma connaissance, la création de pareil cimetière a quand même un coût de plusieurs milliers d'euros, et je souhaiterais savoir si vous avez l'intention de le réaliser sur fonds propres ou grâce à un subside régional qui rendrait l'opération neutre pour les finances communales ? Je pense que le subside qui a été accordé à Woluwe-St-Pierre l'a été sur base d'un appel à projets qui ne semble pas récurrent. Qu'en est-il ?

Par ailleurs, comptez-vous exploiter vous-mêmes via le service des cimetières et/ou via un partenariat ? Avez-vous déjà évalué les frais de fonctionnement ? Comptez-vous fixer une redevance qui couvre tout ou partie de ces frais ?

Enfin, vous êtes-vous informé quant aux normes d'hygiène publique propres à l'inhumation ou la crémation d'animaux, auxquelles ce cimetière pour animaux de compagnie sera soumis ? Par mesure d'hygiène et pour éviter que des animaux (rapaces ou autres) n'aillent déterrer des carcasses d'animaux

morts, ne serait-il pas indiqué d'imposer la crémation pour tous les animaux de pareil cimetière ?

Je vous remercie.

Interpellatie van Mevrouw Louise-Marie Bataille over het project voor de aanleg van een begraafplaats voor dieren.

Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, beste collega's,

In haar politieke oriëntatienota kondigt de meerderheid aan dat zij, en ik citeer, "een perceel voor dieren" wil aanleggen op de gemeentelijke begraafplaats. We begrijpen dat zij op die manier wil inspelen op de vraag van eigenaars van huisdieren.

Ik veronderstel dat er een duidelijk onderscheid zal worden gemaakt tussen mensen en dieren en dat het voor de dieren niet zal gaan over een "perceel" zoals de stille kinderweide en het joodse en het islamitische perceel, maar over een afgescheiden, omheind terrein. Uit respect voor de waardigheid en het verdriet van iedereen zou het wel erg ongelukkig zijn als men naar een dergelijk perceel zou gaan om even tot bezinning te komen bij oma net naast het perceel voor Snoopy.

Hebt u al een idee waar die begraafplaats voor dieren zal komen op de gemeentelijke begraafplaats? De linkse flank van de begraafplaats strekt zich namelijk uit langs de Molenweg en het zou dus mogelijk zijn om een doorgang te maken in de muur en daar een park aan te leggen dat wordt omringd door mooie hagen en enkel toegankelijk zou zijn langs buiten. Zo zou de begraafplaats voor dieren volledig deel uitmaken van de gemeentelijke begraafplaats, maar toch duidelijk afgescheiden zijn met een eigen ingang zodat men de begraafplaats voor mensen niet hoeft over te steken.

Anderzijds heeft de aanleg van een dergelijke begraafplaats volgens mij toch een kostprijs van duizenden euro's. Ik zou daarom graag willen weten of u van plan bent om die begraafplaats aan te leggen met eigen middelen of met een gewestelijke subsidie zodat het voor de gemeentelijke financiën een nuloperatie is? Ik denk dat de subsidie aan Sint-Pieters-Woluwe werd toegekend op basis van een projectoproep, die niet lijkt terug te keren. Hoe zit dat precies?

Bent u bovendien van plan om zelf in te staan voor de uitbating van die begraafplaats via de gemeentelijke diensten en/of via een partnerschap? Hebt u de werkingskosten al geëvalueerd? Denkt u een retributie vast te leggen om de kosten volledig of gedeeltelijk te dekken?

Hebt u zich tot slot geïnformeerd over de normen in verband met de openbare hygiëne voor de begraving of crematie van dieren waaraan deze begraafplaats zal moeten voldoen? Zou het vanwege de hygiëne en om te vermijden dat dieren (roofvogels of andere) de skeletten van de dode dieren zouden opgraven niet aangewezen zijn om de crematie van alle dieren te verplichten op deze begraafplaats?

Ik dank u.

27 Interpellation de Madame Gisèle Mandaila sur les mesures préventives contre le corona virus (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et messieurs les échevins (es),

Depuis quelques semaines, nous sommes en alerte contre le coronavirus. Même si les mesures de précaution sont prises pour lutter contre le coronavirus, la Belgique n'est pas épargnée.

Vingt-sept nouvelles infections ont été confirmées ce jeudi 5 mars par le Service public fédéral de santé publique et, selon le SPF qui s'attend à voir ce nombre encore augmenter, on dénombre au total cinquante infections détectées jusqu'ici sur le territoire belge.

Tous les secteurs, économie, santé, sport, etc., sont touchés par cette épidémie et les informations que nous recevons sont des différentes natures, des vraies comme des fausses (des fake news). Les citoyens ne savent plus que croire et il est donc important de donner une bonne information en temps et heure pour diminuer leurs inquiétudes.

Je viens d'être interpellée par des parents qui m'informent qu'une école d'Etterbeek annoncerait la contamination d'un parent de deux élèves et nombreux sont les parents et élèves qui sont dans le doute et s'inquiètent.

Au vu de ce qui précède, mes questions sont les suivantes :

1. L'information concernant un cas de contamination d'un parent de deux élèves est-elle confirmée ? Si oui, quelles mesures ont-elles été adoptées pour éviter une éventuelle contagion dans l'établissement ?
2. De manière générale, quelles sont les mesures préventives prises par Etterbeek, particulièrement en matière d'information, pour participer à la diminution de la propagation ?

Interpellatie van mevrouw Gisèle Mandaila over de preventieve maatregelen tegen het coronavirus (Aanvullend)

Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen,

Sinds enkele weken zijn we waakzaam voor het coronavirus. Hoewel er voorzorgsmaatregelen worden genomen in de strijd tegen het coronavirus, is België niet gespaard gebleven.

Er werden op donderdag 5 maart zevenentwintig nieuwe besmettingen bevestigd door de federale overheidsdienst Volksgezondheid en volgens de FOD, die verwacht dat dat aantal nog zal toenemen, werden er tot nog toe in totaal al een vijftigtal besmettingen vastgesteld op Belgisch grondgebied.

Alle sectoren (economie, gezondheid, sport, enzovoort) worden getroffen door de epidemie en de informatie die we krijgen is erg verschillend, zowel correct als onjuist (fake news). De burgers weten niet meer wat ze moeten geloven. Het is dus belangrijk om tijdig correcte informatie te geven om hen gerust te stellen.

Ik werd zonet aangesproken door ouders die mij informeren dat een school in Etterbeek aangekondigd zou hebben dat een ouder van twee leerlingen besmet is en er zijn veel ouders en leerlingen in grote onwetendheid die zich zorgen maken.

In het licht van het voorgaande zijn mijn vragen de volgende:

1. Werd de informatie over de besmetting van een ouder van twee leerlingen bevestigd? Zo ja, welke maatregelen werden genomen om een eventuele besmetting in de school te vermijden?
2. Over het algemeen, welke preventieve maatregelen heeft Etterbeek genomen, in het bijzonder op het vlak van informatie, om de verspreiding van het virus te helpen inperken?

28 **Interpellation de Madame Gisèle Mandaila concernant les violences faites aux femmes et le focus sur le psycho-traumas des enfants témoins ou victimes des violences. (Complémentaire)**

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs membres du collèges,

Chers(ères) collègues

Si la situation des femmes dans le monde a évolué et que des progrès ont été accomplis en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les inégalités entre ceux -ci sont toujours prégnantes : partage inégalitaire des tâches domestiques, orientations scolaires et professionnelles sexuées, plafond de verre, inégalités salariales, stéréotypes de genre, sexisme, violences à l'encontre des femmes, précarité participation à la vie politique,

Ceci démontre à quel point, l'égalité entre les femmes et les hommes est encore loin d'être atteinte dans des nombreux domaines.

Bien que les femmes soient majoritaires et tiennent le haut de l'affiche, elles restent minoritaires à des postes de décisions, dans nos assemblées, dans les différents gouvernements et malheureusement encore à la tête de nos listes électorales.

Que dire de leur, de notre représentativité en politique ? Les chiffres montrent qu'elles sont bien moins loties que les hommes. Sur les 28 pays de l'UE, la Belgique se classe en 21ème position avec 22,2% des femmes contre 77,8% d'hommes en terme d'occupation de sièges dans les gouvernements.

Alors que différentes études montrent que les filles réussissent mieux que les garçons à l'université et malgré le chemin parcouru, les femmes rencontrent toujours plus d'obstacles que les hommes sur le marché du travail. Savez-vous qu'une femme gagne en moyenne 10% de moins par heure qu'un travailleur masculin, que 45% des salariées féminines travaillent à temps partiel, contre moins d'un salarié masculin sur 10 et que près de 75% des congés parentaux sont pris les femmes ?

Ce sont donc des femmes qui occupent majoritairement les emplois précaires. Et cela a pour conséquence la féminisation de la pauvreté. C'est surtout en Belgique, au Portugal et en Norvège que les femmes sont d'avantages touchées par la pauvreté que les hommes.

En matière d'emploi, les femmes continuent à se cogner la tête contre le plafond de verre. Et pourtant, les études montrent que les entreprises dans lesquelles on trouve les femmes au top management obtiennent de meilleurs résultats que les entreprises où il n'y a que les hommes aux postes de décisions.

Selon un rapport du World Economic Forum de 2019, l'écart salarial entre les femmes et les hommes se réduit mais de moins en moins rapidement et, au rythme actuel, il faudrait plus de 2 siècles pour parvenir à la parité. Vous l'aurez compris mesdames et messieurs, il nous faut donc nous dépêcher pour réduire ce délai et laisser aux générations futures non seulement une planète en bonne santé mais aussi une réelle égalité salariale

Tout cela sont des violences faites aux femmes aux femmes.

Que dire alors des violences faites aux femmes au sens où on l'entend ?

D'aucun pourrait croire que les violences faites aux femmes ne concernent que des pays lointains ou des pays en guerre. Force est de constater que les violences restent malheureusement une triste réalité en Belgique. Les chiffres font froid au dos. En Wallonie par exemple, 1000 plaintes pour viol sont déposées chaque année, soit 3 par jour. Et on sait malheureusement que seulement une femme sur 6 ose porter

plainte. La vérité c'est qu'on arrive à 18 viols par jour ! Soit 6000 par an ! Une fois sur deux, cela concerne une mineure.

Selon l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, 36% des femmes ont subi une forme de violence physique ou sexuelle depuis l'âge de 15 ans, 60% des femmes ont été victimes de harcèlement sexuel depuis l'âge de 15 ans et 27% des femmes ont signalé avoir été victimes de traque furtive.

Dans la déclaration de politique générale 2019-2020, il est stipulé qu'en 2018, la zone de police Montgomery a enregistré 869 plaintes de femmes pour violences à leur rencontre mais que toutes les victimes sont loin de se rendre dans un commissariat car les statistiques restent les mêmes. 30% des femmes âgées de plus de 15 ans sont victimes d'une forme des formes de violences soit plus de 4000 rien qu'à Etterbeek. Les chiffres font froid au dos.

Au vu de ce qui précède mes questions sont les suivantes:

1. Avez-vous les chiffres des plaintes pour violences pour l'année 2019
2. Dans la déclaration de politique générale vous préconisiez un focus sur le les psycho-trauma des enfants témoins ou victimes de différentes formes de violences ainsi que sur les Mutilations génitales féminines (MGF) en relayant notamment les actions du Dr MUKWEGE. Qu'en est-il? Comment ces enfants ont -ils été sélectionnés ou contactés? Quel bilan faites-vous de ce focus?
3. Le docteur Mukwege vient souvent en Belgique, envisagez-vous une action au niveau de la commune avec lui lors d'un de ses passages à Bruxelles?

Interpellatie van Mevrouw Gisèle Mandaila betreffende geweld tegen vrouwen en de focus op het psychotrauma bij kinderen die getuige of het slachtoffer zijn van geweld (Aanvullend)

Mijnheer de voorzitter,
Dames en heren leden van het college,
Beste collega's,

Hoewel de situatie van vrouwen in de wereld is geëvolueerd en er vooruitgang is geboekt op het vlak van gelijkheid tussen mannen en vrouwen, zijn de ongelijkheden tussen mannen en vrouwen nog steeds alomtegenwoordig: ongelijke verdeling van huishoudelijke taken, gendergebonden studie- en beroepskeuzes, glazen plafond, loonverschillen, genderstereotypen, seksisme, geweld tegen vrouwen, onzekere deelname aan het politieke leven...

Dat toont aan dat de gelijkheid van mannen en vrouwen op veel vlakken nog lang niet bereikt is.

Hoewel vrouwen in de meerderheid zijn en boven aan de affiches staan, blijven ze in de minderheid in beslissende functies, in onze parlementen, in de verschillende regeringen en jammer genoeg aan het hoofd van onze kieslijsten.

Wat kunnen we zeggen over hun, over onze representativiteit in de politiek? De cijfers tonen aan dat zij minder goed af zijn dan mannen. Op de ranglijst van de 28 landen van de Europese Unie staat België op de 21e plaats met 22,2% vrouwen tegenover 77,8% mannen voor zitjes in de regeringen.

Hoewel verschillende studies aantonen dat meisjes meer slagen aan de universiteit dan jongens en ondanks de weg die werd afgelegd, worden vrouwen vandaag nog steeds met meer obstakels geconfronteerd dan mannen op de arbeidsmarkt. Wist u dat een vrouw gemiddeld 10% minder verdient per uur dan een mannelijke werknemer, dat 45% van de vrouwelijke werknemers deeltijds werkt tegenover een op de

tien mannelijke werknemers en dat bijna 75% van de ouderschapsverloven wordt genomen door vrouwen?

Het zijn dus hoofdzakelijk vrouwen die onzekere banen hebben. En dat heeft tot gevolg dat de armoede vervrouwelijkt. Het is vooral in België, Portugal en Noorwegen dat vrouwen meer getroffen worden door armoede dan mannen.

Op het vlak van werk blijven vrouwen tegen het glazen plafond botsen. Nochtans tonen studies aan dat bedrijven waarin vrouwen tot de top van het management behoren, betere resultaten behalen dan bedrijven waar enkel mannen beslissende functies bekleden.

Volgens een rapport van het World Economic Forum van 2019 wordt de loonkloof tussen vrouwen en mannen kleiner, maar steeds minder en steeds minder snel. Als het huidige tempo aanhoudt, zijn er nog twee eeuwen nodig om tot gelijkheid te komen. U zult het begrepen hebben, dames en heren, we moeten ons haasten om die termijn korter te maken en onze toekomstige generaties niet enkel een gezonde planeet na te laten, maar ook loongelijkheid.

Dat alles zijn vormen van geweld tegen vrouwen.

Wat dan te zeggen over geweld tegen vrouwen in de betekenis die wij eraan geven?

Sommigen zouden kunnen denken dat geweld tegen vrouwen enkel gebeurt in verre landen of in landen in oorlog. We kunnen echter alleen maar vaststellen dat geweld tegen vrouwen jammer genoeg nog steeds een trieste realiteit is in België. De cijfers bezorgen ons koude rillingen. In Wallonië worden er bijvoorbeeld elk jaar duizend klachten voor verkrachting ingediend. Dat zijn er drie per dag. En we weten jammer genoeg dat slechts een op de zes vrouwen klacht durft in te dienen. De waarheid is dat er achttien verkrachtingen per dag zijn! Dat zijn er zesduizend per jaar! In een op de twee gevallen gaat het over een minderjarige.

Volgens het instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen heeft 36% van de vrouwen een vorm van fysiek of seksueel geweld ondergaan sinds de leeftijd van 15 jaar, werd 60% van de vrouwen het slachtoffer van seksuele intimidatie sinds de leeftijd van 15 jaar en heeft 27% van de vrouwen aangegeven het slachtoffer te zijn geworden van stalking.

In de algemene beleidsverklaring 2019-2020 staat dat de politiezone Montgomery in 2018 869 klachten van vrouwen heeft geregistreerd wegens geweld, maar lang niet alle slachtoffers gaan naar een commissariaat want de statistieken blijven dezelfde. 30% van de vrouwen ouder dan 15 jaar zijn het slachtoffer van een vorm van geweld, dat zijn er meer dan 4.000 alleen al in Etterbeek. Die cijfers bezorgen ons koude rillingen.

In het licht van het voorgaande zijn mijn vragen de volgende:

- 1. Hebt u de cijfers van de klachten wegens geweld voor 2019?*
- 2. In de algemene beleidsverklaring pleit u voor een focus op de psychotrauma's van kinderen die getuige of het slachtoffer zijn van verschillende vormen van geweld en op vrouwelijke genitale verminking (VGV), in het bijzonder door informatie te verspreiden over de acties van dokter Mukwege. Hoe staat het daarmee? Hoe werden die kinderen geselecteerd of gecontacteerd? Welke balans kan u hiervan opmaken?*
- 3. Dokter Mukwege komt vaak naar België. Overweegt u een actie met hem op gemeentelijk niveau tijdens een van zijn bezoeken aan Brussel?*

29 **Interpellation de Monsieur Thierry Mommer concernant régulation de la population des pigeons**
(Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins,

Les pigeons sont nombreux sur le territoire etterbeekois et sont concentrés à différents endroits où leur population est importante (square de Léopoldville, place Saint-Antoine, square Jean Joly, etc.).

Les pigeons étant source de différentes nuisances, la gestion et la régulation de leur population, pour peu aisée qu'elle soit, se doit d'être constante et respectueuse du bien-être animal.

Par la présente interpellation, je souhaiterais savoir :

1. Les différentes initiatives que la commune met en place pour gérer cette population, par exemple :
 1. Quid des signalétiques mises en place pour éviter le nourrissage intentionnel ?
 1. Quid des sanctions à l'endroit des personnes les nourrissant ?
 1. Quid des mesures prises pour réduire les ressources alimentaires non intentionnelles ?
 1. Quid des techniques utilisées pour contenir le nombre de pigeons ?
 1. Quid de la mise en œuvre de ces techniques et par qui, la commune elle-même ou un opérateur privé ?
 1. Ces techniques sont-elles suffisamment sélectives pour que les espèces protégées n'en soient également les victimes ?
 1. Quid de la coordination des actions avec les communes avoisinantes, voire la Région, les pigeons ignorant à ma connaissance les frontières communales ?
 1. Autres...
2. Quels sont les résultats concrets de ces initiatives ?
3. Comment les actions entreprises respectent-elles le bien-être animal ?
4. La commune est-elle informée de l'étude réalisée sur cette question par Natagora en 2019 pour le compte de la Région de Bruxelles-Capitale ?

Interpellatie van Mijnheer Thierry MOMMER betreffende de aanpak van de duivenpopulatie
(Aanvullend)

Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen,

Er zijn veel duiven op het grondgebied van Etterbeek en die bevinden zich op verschillende plaatsen waar hun populatie groot is (Leopoldstadplein, Sint-Antoonplein, Jean Jolyplein, enzovoort).

Aangezien duiven een bron zijn van verschillende vormen van overlast, moet het beheer en de aanpak van hun populatie, hoe moeilijk ook, constant zijn en het welzijn van de dieren respecteren.

Met deze interpellatie zou ik het volgende te weten willen komen:

1. De verschillende initiatieven die de gemeente neemt om de duivenpopulatie te beheren, bijvoorbeeld:
 1. Wat te zeggen over de signalisatie die wordt geplaatst om te vermijden dat de duiven doelbewust worden gevoederd?
 1. Wat te zeggen over de straffen voor personen die duiven voederen?
 1. Wat te zeggen over de maatregelen die worden genomen om het aantal onbewuste voedingsbronnen te verminderen?
 1. Wat te zeggen over de technieken die worden gebruikt om het aantal duiven in te perken?
 1. Wat te zeggen over de technieken die worden gebruikt en door wie, de gemeente zelf of een privéoperator?

1. Zijn die technieken voldoende selectief zodat de beschermde soorten er niet ook het slachtoffer van worden?
1. Wat te zeggen over de coördinatie van de acties met de aangrenzende gemeente en zelfs met het Gewest aangezien duiven volgens mij geen rekening houden met gemeentegrenzen?
 1. Andere...
2. Wat zijn de concrete resultaten van die initiatieven?
3. Hoe respecteren de acties die worden ondernomen het welzijn van de dieren?
4. Is de gemeente op de hoogte van de studie die hierover werd uitgevoerd door Natgora in 2019 in opdracht van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest?

30 **Interpellation de Monsieur Lucien Rigaux concernant la mise en œuvre du Plan Etterbeek Commune Hospitalière (Complémentaire)**

L'actualité nous rappelle sans cesse l'état de détresse des migrants qui risquent leur vie pour rejoindre notre continent. C'est actuellement aux frontières grecques que sévit une crise humanitaire d'importance qui questionne la gestion de cet afflux par l'Union européenne depuis quelques années ainsi que la condition humaine.

La Commune d'Etterbeek a pris le contre-pied de la méfiance ambiante envers ces personnes. D'abord en 2017, le Bourgmestre a adopté un arrêté visant à réquisitionner un bâtiment privé pour accueillir des personnes sans papiers. Ensuite, Etterbeek a multiplié les événements de sensibilisation à la solidarité et à l'interculturalité notamment grâce au mois de la Solidarité dont le thème était « Ensemble avec les migrants pour plus de solidarité ». Enfin et surtout, en juin 2018, sous l'impulsion du CNCD et de l'échevin Rik Baeten, la commune d'Etterbeek a fait preuve d'humanisme en adoptant un large plan d'aide aux personnes migrantes dénommé « Commune Hospitalière ». Par ce plan, la Commune s'est engagée à améliorer l'information et l'accueil des personnes migrantes, quel que soit leur statut à travers des mesures concrètes qui devront être développées par la Commune, le CPAS et la police.

La nouvelle majorité communale, établie après les élections d'octobre 2018, s'est pleinement inscrite dans ces démarches. Sa note de politique générale entend opérationnaliser les 29 objectifs définis dans le plan « Commune hospitalière ». Pas plus tard qu'au dernier Conseil communal de mars, une subvention de 6000 € a été accordée à l'ASBL Justice et Paix pour développer des formations sur les « Phénomènes migratoires et Mobilisations citoyennes » qui pourront enrichir le travail d'associations œuvrant à Etterbeek pour informer et accueillir les personnes migrantes.

Près de 2 ans après, nous aurions aimé pouvoir bénéficier d'une vue synthétique et précise sur les actions qui ont été menées par le Collège pour réaliser le plan ainsi que sur celles à venir. Les mesures étant nombreuses pourrions-nous bénéficier des mesures spécifiques sur les mesures suivantes :

Pour les services communaux :

- Point 1 : attention particulière pour les femmes issues des migrations en collaboration avec des structures spécialisées comme les plannings familiaux,
- Point 2 : une permanence socio-juridique facilement accessible pour les migrants,
- Point 4 : réaliser et diffuser un guide sur les services rendus aux étrangers en plusieurs langues,
- Point 7 : des collaborations entre les acteurs du secteur éducatif pour améliorer la scolarité des enfants de migrants,
- Point 13 : actions de lutte contre le racisme et pour promouvoir le dialogue via le sport,

- Point 14, 16 et 17 : actions pour faciliter l'accès au logement, individuel et collectif
- Point 19, 20, 21 : prendre des mesures pour faciliter l'accès à l'emploi à des personnes maîtrisant peu le français ou le néerlandais.

Pour le CPAS :

- Point 23 : formation pour les travailleurs du CPAS à la négociation et au dialogue interculturels ainsi qu'une initiation au droit des étrangers,
- Points 24, 25, 26 : aide financière soins dentaires et ophtalmologiques ; coûts d'introduction des dossiers équivalence des diplômes ; permettre l'accès à des cautions pour l'avance sur garantie locative,
- Point 27 : augmenter l'offre de logements de transit et d'urgence.

Transversalement :

- Point 29 : évaluation et suivi des actions une fois par an.

Interpellatie van de heer Lucien Rigaux betreffende de uitvoering van het Plan Etterbeek Gastvrije gemeente (Aanvullend)

De actualiteit herinnert ons voortdurend aan de moeilijke situatie van migranten die hun leven riskeren om ons continent te bereiken. Op dit moment speelt er zich een enorme humanitaire crisis af die vragen doet rijzen bij de manier waarop de toestroom van migranten al sinds enkele jaren wordt aangepakt door de Europese Unie en bij het lot van de mens.

De gemeente Etterbeek is ingegaan tegen het heersende wantrouwen ten opzichte van die personen. Allereerst heeft de burgemeester in 2017 een besluit goedgekeurd met de bedoeling om een privégebouw op te eisen om er mensen zonder papieren op te vangen. Vervolgens heeft Etterbeek meer evenementen georganiseerd om het publiek bewust te maken van solidariteit en interculturaliteit, in het bijzonder dankzij de Maand van de Solidariteit met als thema "Samen met de migranten voor meer solidariteit". Tot slot heeft de gemeente Etterbeek in juni 2018, onder impuls van CNCND en schepen Rik Baeten, haar menselijkheid getoond door een uitgebreid plan goed te keuren ter ondersteuning van migranten. Dat plan kreeg de naam "Gastvrije gemeente". Met dat plan heeft de gemeente zich ertoe verbonden om de informatie en de opvang van migranten, ongeacht hun statuut, te verbeteren aan de hand van concrete maatregelen die moeten worden uitgewerkt door de gemeente, het OCMW en de politie.

De nieuwe gemeentelijke meerderheid, die werd geïnstalleerd na de verkiezingen van oktober 2018, heeft zich aangesloten bij dat initiatief. In haar algemene beleidsnota geeft ze aan dat ze de 29 doelstellingen wil uitvoeren die werden vastgelegd in het plan Gastvrije gemeente". Tijdens de gemeenteraad van maart werd een subsidie van 6.000 euro toegekend aan de vzw Justice et Paix om opleidingen uit te werken over de migratiefenomenen en de burgermobilisaties, die een aanvulling kunnen zijn op het werk van de verenigingen die in Etterbeek actief zijn om migranten te informeren en op te vangen.

Bijna twee jaar later zouden wij graag een beknopt en nauwkeurig overzicht krijgen van de acties die het college heeft gevoerd om het plan uit te voeren en van de acties die in de toekomst op touw zullen worden gezet. Er waren heel wat maatregelen. Zou u iets specifiek kunnen zeggen over de volgende maatregelen:

Voor de gemeentediensten:

- Punt 1: bijzondere aandacht voor migrantenvrouwen in samenwerking met gespecialiseerde organisaties zoals gezinsplanningsdiensten.
- Punt 2: een sociaaljuridisch spreekuur dat toegankelijk is voor migranten.
- Punt 4: een brochure in verschillende talen maken en verspreiden over de diensten die worden aangeboden aan buitenlanders.
- Punt 7: samenwerkingsverbanden tussen actoren uit de schoolsector om ervoor te zorgen dat kinderen van migranten het beter doen op school.
- Punt 13: acties in de strijd tegen racisme en om de dialoog te promoten via sport.
- Punt 14, 16 en 17: acties om de toegang tot individuele en collectieve huisvesting te vergemakkelijken.
- Punt 19, 20 en 21: maatregelen nemen om de toegang tot de arbeidsmarkt te vergemakkelijken voor mensen die het Frans of het Nederlands slechts een beetje beheersen.

Voor het OCMW:

- Punt 23: opleiding voor de werknemers van het OCMW in verband met interculturele onderhandeling en dialoog en een initiatie tot het vreemdelingenrecht.
- Punt 24, 25 en 26: financiële steun tandzorg en oogheelkunde; kosten voor de indiening van dossiers voor de gelijkwaardigheid van diploma's; toegang tot borg voor de voorschotten op de huurwaarborg.
- Punt 27: het aanbod van transitwoningen en noodwoningen verhogen.

Transversaal:

- Punt 29: evaluatie en opvolging van de acties één keer per jaar.

31 **Question orale de Madame Gisèle Mandaila concernant la fermeture du parc rue Père de Deken.** (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et messieurs les échevins,

Depuis le 19 décembre 2019, le parc de la rue Père de Deken est fermé jusqu'à nouvel ordre.

La fermeture de ce parc qui permettait aux habitants de bénéficier du bienfait d'une zone de quiétude, n'est pas sans conséquences, les enfants de ce quartier devant aller loin pour pouvoir bénéficier d'une aire de jeu. Et en hiver, cela n'est pas toujours commode.

Conséquence : des nombreux enfants sont confinés chez eux.

Il nous revient que les riverains n'ont aucune information quant aux raisons de la fermeture du parc ni à sa période de sa réouverture.

Mes questions sont les suivantes :

- 1) quelles sont les raisons de cette fermeture?
- 2) Quand le parc de la rue Père de Deken sera-t-il rouvert?
- 3) Les riverains ont-ils été informés des causes de cette fermeture et de la date approximative de sa réouverture ?

Mondelinge vraag van mevrouw Gisèle Mandaila over de sluiting van het park in de Pater de Dekenstraat (Aanvullend)

Mijnheer de burgemeester,
Dames en heren schepenen,

Sinds 19 december 2019 is het park in de Pater de Dekenstraat gesloten tot nader order.

De sluiting van het park, waar veel inwoners tot rust konden komen, is niet zonder gevolgen en de kinderen uit de buurt moeten nu verder weggaan om te kunnen spelen op een speelterrein. In de winter is dat niet altijd praktisch.

Gevolg: veel kinderen zitten thuis opgesloten.

Wij hebben vernomen dat de buurtbewoners niet geïnformeerd werden over de redenen waarom het park werd gesloten, noch over wanneer het park opnieuw zal opengaan.

Mijn vragen zijn de volgende:

- 1) Om welke redenen werd het park gesloten?
- 2) Wanneer zal het park in de Pater de Dekenstraat opnieuw opengaan?
- 3) Werden de buurtbewoners geïnformeerd over de redenen van de sluiting en de vermoedelijke heropeningsdatum?

32 Question orale de Monsieur Thierry Mommer concernant la « Nuit de l'Obscurité » de 2020 (Complémentaire)

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevines et Echevins,

En date du 23 septembre 2019, j'interrogeais le Collège sur son intention d'organiser à Etterbeek, commune pilote, la « Nuit de l'Obscurité » le 12 octobre 2019. Sans vouloir être exhaustif sur la réponse de Madame l'Echevine, il m'avait été répondu que c'était difficile aux motifs suivants :

- Cette demande était formulée peu de temps avant la date choisie par l'association qui parraine cette activité (malgré le fait que tous les membres du Conseil avaient pourtant reçu un courriel dès le 15 juillet 2019) ;
- Cette action devait faire l'objet d'une concertation entre plusieurs services communaux et, éventuellement Sibelga pour ce qui concerne l'éclairage public;
- La police n'était guère enthousiaste à ce que les lampadaires fussent éteints, même dans un quartier ciblé ;
- Etterbeek étant une commune fortement urbanisée, il était plus difficile d'organiser ce type d'action chez nous que dans d'autres communes, jouxtant la forêt de Soignes par exemple.

Dont acte !

La « Nuit de l'Obscurité » étant annuelle, la prochaine édition aura lieu le samedi 10 octobre, c'est-à-dire dans sept mois.

Pour rappel, cette action a pour objectif de sensibiliser la population et ses élus à la pollution lumineuse et au gaspillage énergétique lié aux éclairages excessifs. Les communes sont invitées à agir (faire une chose ou plusieurs choses) à la mesure de leur volonté et de leurs moyens. Ainsi, peuvent-elles :

- éteindre l'éclairage public d'un quartier en prenant contact pour ce faire avec Sibelga et en

prévenant la population du quartier choisi de l'intérêt de cette action ;

- éteindre l'éclairage de différents monuments et de bâtiments publics ;
- inviter les commerçants à éteindre les éclairages de leurs enseignes;
- prévoir une action de sensibilisation à la pollution lumineuse en profitant de l'occasion pour organiser des activités en relation avec l'observation du ciel et des étoiles ou une marche nocturne dans le quartier non éclairé par exemple;
- organiser une conférence sur le sujet ;
- rédiger un article dans la vie etterbeekoise sur cette thématique, etc.

Les communes participantes sont invitées à s'enregistrer sur le site de l'asbl qui promeut l'action (Association pour la Sauvegarde du Ciel et de l'Environnement Nocturnes – www.ascen.be).

Par la présente question orale, puis-je demander au Collège, maintenant qu'il connaît largement à l'avance la date de la prochaine « Nuit de l'Obscurité » :

- S'il envisage de participer à la 13^{ème} nuit de l'obscurité le samedi 10 octobre 2020?
- Si non, pourquoi ?
- Si oui, par le biais de quelle(s) action(s) ?

Monderlinge vraag van Mijnheer Thierry Mommer (Aanvullend)